

Aperçus africains 2026



Au-delà des frontières



Regards citoyens sur
un ordre mondial en mutation



Afrobarometer

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de 40 Partenaires Nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institute for Development Studies (IDS) de University of Nairobi au Kenya et l'Innovante Recherche en Economie et Gouvernance (IREG) au Bénin. Michigan State University et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Vision

Un monde dans lequel le développement de l'Afrique est ancré dans les réalités et les aspirations de son peuple

Mission

Faire de la voix des citoyens un pilier clé des décisions politiques et de développement en Afrique

Afrobarometer (AB) est une source fiable de données et d'analyses de haute qualité sur ce que pensent les Africains. Avec un historique inégalé de plus de 450.000 entretiens dans 45 pays, AB mène la charge pour combler le déficit de données du continent. Les données d'AB éclairent de nombreux indices mondiaux, tels que l'Indice Ibrahim de la Gouvernance Africaine, le Baromètre

Mondial de la Corruption de Transparency International et les Indicateurs Mondiaux de Gouvernance de la Banque Mondiale.

Tous les ensembles de données d'AB sont accessibles au public sur www.afrobarometer.org, et peuvent être analysés gratuitement à l'aide de [l'outil d'analyse de données en ligne](#) d'AB.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le Think Africa Partnership de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminata, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Fondation Obama, de la Fondation Rockefeller, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Population Institute, du Centre for International Governance Innovation, du Centre de Recherches pour le Développement International, de l'Ambassade Royale du Danemark en Ouganda/Danida, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) soutenu par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Les personnes suivantes ont joué un rôle déterminant dans la production de ce rapport : Carolyn Logan, Rorisang Lekalake, Sophie Sunderland, Joseph Asunka, Rehan Visser, Alfred Kwadzo Torsu, Richard Adjadeh, Komi Amewunou, Brian Howard et tous les Partenaires Nationaux d'Afrobarometer (voir www.afrobarometer.org/about/ournetwork/network-partners).

Sur la couverture

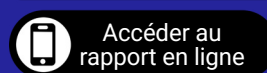
En partant du haut :

Rubavu, Rwanda (Simone D. McCourtie/[World Bank Photo Collection/Openverse](#)) ; La Gambie (Peeter Viisimaa/[iStock](#)) ; Mogadishu, Somalie ([AMISOM](#))

Au dos de la couverture arrière

10th Extraordinary Summit of the African Union, Kigali, 21 March 2018 (Paul Kagame/[Openverse](#))

Design du rapport conçu par [nutgraf.studio](#)



Contenu

Avant-propos »	2
Résumé »	3
Introduction »	5
La place de l'Afrique dans un ordre mondial en mutation	5
Circulation des biens »	6
La ZLECAf et l'ouverture commerciale	6
Moteurs du soutien au libre-échange en Afrique	9
Populations en mouvement »	12
Perspectives sur le franchissement des frontières	12
Les citoyens peuvent-ils franchir librement les frontières ? En théorie, oui	13
Envisager de partir : Perspectives personnelles sur l'émigration	14
<i>Les Africains sont les plus enclins à vouloir partir de chez eux</i>	17
Immigration : Dérouler le tapis rouge ou fermer la porte ?	18
Qu'est-ce qui motive l'ouverture à la libre circulation, à l'émigration et à l'immigration ?	19
Puissances mondiales »	25
Comment les Africains perçoivent l'échiquier	25
<i>Ce n'est pas notre guerre : Le conflit Russie-Ukraine</i>	32
M'entendez-vous ? »	33
La voix des citoyens aux niveaux régional, continental et mondial	33
<i>Communauté d'Afrique de l'Est : Quelle place accorder aux voisins ?</i>	36
L'Afrique face à un défi planétaire »	37
Changement climatique : Action et responsabilité	37
Conclusion »	40
Un mandat pour l'action africaine dans un monde multipolaire	40
Références »	41
Méthodologie »	43
Questions de l'enquête	43
Cartes-pays sur les relations internationales »	45

Avant-propos »



L'Afrique n'a jamais existé en vase clos.

Bien avant que les frontières coloniales ne soient tracées sur le continent, séparant artificiellement les sociétés, les Africains commerçaient entre eux et avec le reste

du monde, bâtissant des civilisations, forgeant des alliances et façonnant l'économie mondiale d'une manière que l'histoire a trop souvent occultée. La troisième édition d'*Aperçus africains* examine les relations de l'Afrique avec le monde en donnant la parole à ses citoyens.

Ce que révèlent ces témoignages est à la fois encourageant et préoccupant. Les Africains sont tournés vers l'extérieur. Ils souhaitent commercer, et commercer davantage – un mandat sans équivoque pour la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) et, plus largement, pour l'intégration continentale. Pourtant, cet accord historique, censé répondre à ce mandat, reste largement méconnu des populations qu'il est censé servir : A peine un sur huit Africains ont entendu parler de la ZLECAf. Il ne s'agit pas d'un simple problème de communication ; c'est un déficit qui menace de freiner l'un des projets économiques les plus ambitieux de l'histoire du continent.

Le décalage entre ambition et réalité est un thème récurrent de ce rapport. Les Africains aspirent à une plus grande liberté de franchir les frontières, mais la plupart se heurtent à l'impossibilité pratique de le faire. De plus en plus nombreux sont ceux qui envisagent l'émigration – une tendance qui s'est fortement accélérée ces dernières années, alimentée par le désespoir économique. Et si une large majorité d'Africains soutiennent le principe d'accueillir les ressortissants d'autres pays comme des voisins, beaucoup moins sont disposés à ouvrir leurs portes aux travailleurs étrangers et aux réfugiés lorsque l'inquiétude économique s'installe. Le désir d'ouverture et l'instinct de protection sont en tension constante.

Mais en Afrique, les migrations sont avant tout une question de gouvernance. Les citoyens partent lorsque les institutions les déçoivent. Notre rapport ne se contente pas de constater une tendance démographique : Il offre un indicateur de la performance des Etats et soulève la question des mesures que les gouvernements doivent prendre pour faire de l'Afrique un lieu où ses habitants choisissent de rester.

Sur la scène internationale, l'un des traits géopolitiques marquants de notre époque est la lutte d'influence entre grandes puissances dans les pays en développement, et l'Afrique est devenue l'un de ses théâtres d'opérations les plus visibles. Les Africains ont une vision lucide de leur situation. Nombre d'entre eux portent un regard favorable sur des puissances comme la Chine, les Etats-Unis d'Amérique et leurs anciens colonisateurs respectifs. De fait, ils refusent d'être contraints de choisir un camp. Les citoyens africains semblent comprendre ce que leurs dirigeants commencent à exprimer : L'engagement mondial n'est pas forcément un jeu à somme nulle. Un monde multipolaire offre au continent l'opportunité d'élargir ses horizons et de nouer des partenariats avec de nouveaux acteurs.

La collaboration internationale est essentielle pour faire face à une crise majeure de notre époque : le changement climatique. Les Africains insistent de plus en plus pour que les pays riches, à l'origine du problème, soutiennent les pays les plus pauvres face aux conséquences de ce dernier. L'appel à l'action est clair.

“ Le décalage entre ambition et réalité est un thème récurrent de ce rapport.

Surtout, les Africains reconnaissent leur capacité d'action et souhaitent être entendus, notamment grâce à une meilleure représentation au sein des instances politiques internationales. Afrobarometer s'efforce de faire entendre leurs points de vue nuancés auprès des décideurs qui façonnent l'avenir du continent. Sur les enjeux majeurs des relations internationales dans un monde en pleine mutation, ce rapport répond à cet objectif.

Amina Oyagbola

Présidente du Conseil d'Administration d'Afrobarometer

Résumé »

Les relations de l'Afrique avec le reste du monde – illustrées par la circulation des biens et des personnes, l'influence des puissances étrangères et des institutions continentales, ainsi que par les enjeux planétaires tels que la guerre et le changement climatique – constituent un aspect essentiel du développement du continent.

La manière dont l'Afrique appréhende les dynamiques complexes, imbriquées et en constante évolution des marchés mondiaux, de la géopolitique et des pressions environnementales déterminera, dans une large mesure, le destin de ses populations.

Le troisième rapport annuel phare d'Afrobarometer s'appuie principalement sur les données des enquêtes du Round 10, menées dans 38 pays en 2024/2025, afin d'examiner comment les citoyens perçoivent et vivent l'Afrique dans un contexte plus large. Il en ressort le portrait d'un continent ouvert sur le monde, mais aussi stratégique et conscient de lui-même – même si les discours et la réalité ne concordent pas toujours.

Commerce : Ouvert au monde, mais ignorant les accords

Bien qu'étant l'une des initiatives d'intégration économique les plus ambitieuses de l'histoire, la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) reste largement méconnue des populations qu'elle est censée favoriser : Seuls 13% des Africains ont entendu parler de cet accord.

Pourtant, cette méconnaissance de la ZLECAf coexiste avec un soutien fort et croissant au principe du libre-échange. Plus de six Africains sur 10 (62%) estiment qu'il est préférable pour leur économie de faciliter les échanges commerciaux avec d'autres pays, une hausse significative par rapport à la faible majorité (51%) qui partageaient cet avis il y a cinq ans.

L'un des résultats les plus frappants remet en cause une tendance bien établie dans d'autres régions du monde. Ailleurs, les difficultés économiques tendent à alimenter le soutien au protectionnisme. En Afrique, c'est l'inverse : Les pays où davantage de citoyens déclarent vivre dans des conditions précaires sont généralement plus favorables au libre-échange. Cela reflète probablement la réalité matérielle des pays les plus pauvres, dont beaucoup de citoyens dépendent directement des importations pour leurs besoins essentiels et vivent dans des économies fortement dépendantes du commerce.

Et l'orientation des Africains s'étend au-delà des frontières du continent : Les deux tiers (66%) disent que leur gouvernement devrait développer les relations commerciales à l'échelle mondiale, contre des minorités qui privilégient le continent (20%) ou la sous région (8%).

Cette préférence pour le commerce mondial n'implique pas une opposition au commerce intra-africain ; en effet, les deux positions sont compatibles. Toutefois, le manque de notoriété de la ZLECAf indique que, si les gouvernements souhaitent obtenir l'adhésion du public à leur vision d'une intégration continentale plus poussée, une communication publique ciblée sera essentielle.

Migration : Le fossé entre principes et préférences

Les Africains sont plutôt favorables (56%) à la libre circulation transfrontalière des personnes, mais des réserves s'appliquent tant au principe qu'à la pratique. Interrogés sur la réalité du franchissement des frontières, 63% estiment que c'est difficile.

Au niveau individuel, le désir de quitter son pays d'origine a fortement progressé. Près de la moitié (45%) des Africains ont envisagé d'émigrer, dont 25% qui disent y avoir beaucoup réfléchi – une augmentation de 40% par rapport aux niveaux enregistrés il y a près de 10 ans. L'intérêt pour l'émigration est le plus fort chez les jeunes et les personnes instruites, et est motivé en grande majorité par la recherche d'un emploi et la nécessité d'échapper à la pauvreté. Fait remarquable, les émigrants potentiels tournent de plus en plus leur regard au-delà du continent, la proportion de ceux qui préfèrent migrer à l'intérieur de l'Afrique ayant chuté de 36% à 26% depuis 2016/2018.

Lorsque la question est inversée – comment les Africains perçoivent-ils l'accueil d'étrangers dans leurs pays ? – la réponse est plus nuancée. Sur le plan culturel, les Africains se montrent globalement tolérants : Trois quarts (77%) accueilleraient favorablement la présence d'immigrants comme voisins. En revanche, sur le plan économique, ils expriment davantage d'inquiétudes : L'opinion est partagée quant à l'impact des immigrants sur l'économie nationale, tandis qu'une majorité de répondants préféreraient voir moins de demandeurs d'emploi (64%) et de réfugiés (70%) admis sur leur territoire, voire aucun.

Un constat inattendu se dégage : En Afrique, contrairement à ailleurs, ce sont les personnes les plus instruites, les plus qualifiées et les plus riches qui manifestent la plus grande résistance à l'immigration. Dans un contexte de rareté des opportunités d'emploi formel, ce sont parfois les citoyens les mieux placés qui perçoivent les nouveaux arrivants comme des concurrents.

Puissances mondiales : Pas besoin de choisir

La Chine vient en tête en matière d'opinion publique africaine. A travers 38 pays, 62% des répondants perçoivent positivement l'influence économique et politique de la Chine, un chiffre stable depuis 2019/2021. A l'inverse, la perception positive des Etats-Unis d'Amérique a diminué (de 59% à 53% à travers 30 pays), tandis que les opinions négatives ont progressé. La Russie peine à gagner du terrain malgré son empreinte croissante sur le continent. Parallèlement, les anciennes puissances coloniales ont subi les baisses de popularité les plus marquées et les plus durables.

Mais le constat le plus clair est peut-être que les Africains ne perçoivent pas ces relations comme un jeu à somme nulle. Les attitudes envers les grandes puissances sont positivement corrélées : Par exemple, les citoyens qui ont une opinion favorable à l'égard de la Chine sont également plus susceptibles d'avoir une opinion favorable à l'égard des Etats-Unis. Cette tendance est cohérente avec le positionnement diplomatique de nombreux gouvernements africains et reflète un calcul stratégique : Dans un monde multipolaire plus compétitif, le non-alignement peut être un atout.

Cette préférence s'étend aux champs de bataille d'autres pays : Parmi les répondants qui ont entendu parler de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la plupart (72%) préfèrent rester neutres.

Représentation continentale : Appel à une voix plus forte

Les Africains ont une opinion relativement favorable de leurs institutions continentales et régionales : 55% estiment que l'Union Africaine (UA) exerce une influence positive sur leur pays, et 56% en disent autant de leur communauté économique régionale – des chiffres supérieurs à ceux de toutes les grandes puissances mondiales à l'exception de la Chine. La majorité des Africains pensent également que ces instances représentent adéquatement les intérêts de leur pays.

Mais le constat le plus marquant est la forte demande d'une plus grande représentation africaine au sein des instances internationales. Plus de sept Africains sur 10 (71%) estiment que leurs pays devraient avoir une influence accrue dans les organes de décision internationaux tels que l'Organisation des Nations Unies (ONU), un avis partagé par une majorité dans tous les pays sondés à l'exception de l'Angola. Ce résultat confirme le soutien populaire à la campagne menée de longue date par l'UA pour obtenir deux sièges permanents, assortis du droit de veto, pour les Etats africains au Conseil de Sécurité de l'ONU.

L'Afrique et un défi mondial : La responsabilité face à une crise climatique que nous n'avons pas créée

Bien que contribuant à moins de 3% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, l'Afrique figure parmi les régions du monde les plus vulnérables au changement climatique. La prise de conscience de

cette réalité progresse : 43% des Africains atteignent le seuil d'être « informés sur le changement climatique », ayant entendu parler de ce phénomène et comprenant que l'activité humaine y contribue.

Les conséquences se font déjà sentir. La moitié des Africains déclarent que les sécheresses (51%) et les mauvaises récoltes (51%) se sont aggravées dans leur région au cours de la dernière décennie. Près d'une sur cinq personnes (19%) disent qu'un membre de leur famille a dû déménager en raison de l'évolution des conditions climatiques. Et parmi les citoyens sensibilisés au changement climatique, 80% affirment que ces changements dégradent la vie dans leur pays.

On observe également un changement significatif dans la perception des citoyens quant aux responsabilités. Entre 2021/2023 et 2024/2025, la proportion d'Africains sensibilisés au changement climatique qui estiment que les pays riches portent la responsabilité première de limiter ce changement a augmenté en moyenne de 14 points de pourcentage à travers 35 pays – un changement d'attentes radical. La plupart estiment que les pays développés ont le devoir d'aider les pays les plus pauvres à s'adapter au changement climatique (85%) et devraient prendre des mesures immédiates pour en limiter les impacts futurs (83%).

Une forte majorité d'Africains soutiennent également les mesures nationales en faveur du climat, notamment les investissements publics dans des infrastructures résilientes au climat (81%), les pressions exercées sur les pays riches pour obtenir des financements climatiques (78%) et les investissements dans les énergies renouvelables (69%). En revanche, l'adhésion du public aux politiques qui augmentent directement les dépenses des ménages – comme les restrictions sur l'utilisation du bois de chauffage ou les exigences relatives aux foyers de cuisson plus propres – est nettement plus faible, ce qui souligne les tensions d'équité inhérentes au fait de demander à l'Afrique de supporter les coûts de transition d'une crise qu'elle n'a pas provoquée.

Points clés à retenir

Ces résultats dressent un portrait nuancé d'une Afrique de plus en plus affirmée et désireuse de devenir un acteur clé sur la scène internationale. Si les voix citoyennes reflètent une multitude de perspectives et de préférences, un consensus se dessine autour de certaines questions fondamentales, telles que la libéralisation des échanges, un engagement stratégique avec plusieurs puissances étrangères, une plus grande influence sur les affaires mondiales et la nécessité de la justice climatique. D'autres questions, notamment celle de l'immigration, sont moins tranchées : La plupart des Africains sont favorables à la liberté de circulation en théorie, mais souhaitent limiter en pratique le nombre d'étrangers admis sur leur territoire.

Néanmoins, les données d'Afrobarometer montrent que les dirigeants qui souhaitent une plus grande intégration au sein du continent et avec le reste du monde ont un mandat clair : celui de regarder au-delà de leurs frontières pour assurer l'avenir de leur pays dans un monde en mutation rapide.

Introduction »

La place de l'Afrique dans un ordre mondial en mutation

Le monde se transforme. Les institutions commerciales, bâties au fil des décennies, s'effritent sous le poids des différends tarifaires et du nationalisme des chaînes d'approvisionnement. Les flux migratoires sont bouleversés par l'instabilité politique, les conflits, les chocs climatiques, le chômage des jeunes et le renforcement des contrôles aux frontières.

La crise climatique s'accélère, et l'Afrique en subit les conséquences de manière disproportionnée, bien qu'elle y ait le moins contribué. Là où la Guerre Froide opposait deux puissances, la compétition actuelle entre grandes puissances est multipolaire : Les Etats-Unis d'Amérique, la Chine, la Russie, la Turquie, les pays du Golfe et d'autres encore rivalisent d'influence sur le continent.

Dans chacun de ces bouleversements, l'Afrique n'est pas une simple observatrice. Elle est un acteur central : Ses ressources naturelles sont convoitées, ses marchés sont disputés, sa stabilité est essentielle à l'ordre mondial et sa jeunesse est une source d'espoir pour une population mondiale vieillissante, mais aussi un risque important pour la sécurité et la stabilité.

La question est donc de savoir ce que les Africains eux-mêmes pensent de tout cela. Non pas les chefs d'Etat, les diplomates ou les commentateurs, mais les citoyens ordinaires, dont les opinions déterminent la faisabilité politique. Leurs attitudes et leurs préférences définissent les limites de l'action de leurs gouvernements, les partenariats qu'ils accepteront et le type de leadership qu'ils toléreront. A l'heure où le monde se forge une opinion sur l'avenir de la coopération internationale, la voix des citoyens est essentielle. C'est un impératif démocratique, et ce rapport place ces voix au cœur des débats mondiaux les plus importants sur le continent.

Le rapport *Aperçus africains 2026*, le troisième de la série phare annuelle d'Afrobarometer, s'appuie sur des enquêtes représentatives à l'échelle nationale menées dans 38 pays en 2024/2025 pour examiner les attitudes des citoyens sur cinq questions fondamentales. (Pour plus sur la méthodologie de l'enquête Afrobarometer Round 10, [cliquez ici](#).)

Le premier sujet est le commerce : Les citoyens soutiennent-ils l'ouverture économique à l'heure où une grande partie des pays développés s'en éloigne ? Le deuxième est la migration, sous

toutes ses formes : Comment les Africains perçoivent-ils la libre circulation transfrontalière ? Qu'est-ce qui pousse tant de personnes, notamment les jeunes, à envisager de partir ? Et comment perçoivent-ils les migrants ? Le troisième est la compétition entre grandes puissances : Dans un monde où les pays sont de plus en plus contraints de choisir leur camp, vers qui les Africains se tournent-ils et sont-ils prêts à faire un choix ? Le quatrième est la représentation internationale : Soutiennent-ils leurs organisations régionales et continentales, et se sentent-ils soutenus par elles ? Appuient-ils leurs appels à une meilleure représentation africaine au sein des institutions internationales ? Le cinquième est le changement climatique : Comment les citoyens perçoivent-ils cette crise mondiale et qui, selon eux, est responsable de sa résolution ?

Bien que chacune mérite une analyse distincte, ces problématiques ne sont pas isolées. Chacune représente un domaine politique où les réalités internes de l'Afrique et son positionnement mondial sont étroitement liés.

Structure du rapport

Ce rapport examine les attitudes des citoyens concernant ces cinq aspects des relations de l'Afrique avec le monde.

Nous commençons par le commerce, en explorant l'ouverture au commerce régional et à la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) dans la première section, « Circulation des biens ». La section « Populations en mouvement » aborde ensuite la question des migrations sous de multiples angles : Le soutien des Africains à la libre circulation transfrontalière, les motivations individuelles à l'émigration et l'opinion des citoyens quant à l'immigration (favorable ou restrictive). Les troisième et quatrième sections examinent la perception qu'ont les Africains des acteurs internationaux en compétition pour exercer une influence sur le continent et analysent si les citoyens ont le sentiment d'avoir une voix significative dans les processus décisionnels régionaux et mondiaux. La dernière section, « L'Afrique face à un défi planétaire », se conclut par une discussion sur les attitudes des citoyens face au changement climatique.

Dans de brefs encadrés insérés dans ces sections, nous examinons comment les Africains se comparent aux autres régions du monde quant à leur intérêt pour l'émigration, leurs points de vue sur la guerre russo-ukrainienne et la façon dont les Africains de l'Est perçoivent leur communauté régionale. Enfin, les cartes-pays « Au-delà des frontières » (Page 45) introduisent nos illustrations graphiques d'une page regroupant les principaux indicateurs relatifs à ces questions dans 38 pays africains.

Circulation des biens »

La ZLECAf et l'ouverture commerciale

Les dirigeants économiques et politiques africains s'accordent depuis longtemps, du moins en principe, sur le fait que, pour assurer sa croissance économique et réduire la pauvreté, le continent doit dépasser les schémas commerciaux historiques fondés sur l'exportation de matières premières et l'importation de produits manufacturés. Ces schémas, renforcés par des barrières commerciales internes, ont entraîné une diminution constante de la part du continent dans le commerce mondial et ont freiné sa capacité à sortir de sa situation économique de second rang (Fofack, 2024).

L'aspiration à une Afrique plus intégrée n'est pas nouvelle. L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en a fait un objectif fondateur en 1963. Les premières mesures concrètes en ce sens ont émergé du Plan d'Action de Lagos pour le Développement de l'Afrique en 1980, suivi du Traité d'Abuja en 1991, qui a jeté les bases de la création des huit communautés économiques régionales (CER) africaines, chargées de faciliter l'intégration régionale (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, 2026). Malgré ces initiatives, ces dernières années, le commerce intra-continental ne représente qu'environ 15% du commerce formel total en Afrique (ce chiffre excluant toutefois l'important secteur informel) (Moore, 2018 ; Mene, 2025).

La Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) représente le dernier effort en date pour favoriser l'intégration économique. Qualifiée de « projet phare » de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA) (Mene, 2025), la ZLECAf a été créée en 2018 et est devenue opérationnelle en janvier 2021 (Union Africaine, 2026a). Tous les pays africains à l'exception de l'Erythrée sont signataires de l'accord, et 49 pays l'ont ratifié (Trade Law Center, 2026), faisant de la ZLECAf la plus grande zone de libre-échange au monde par le nombre d'Etats membres, la superficie et la population (plus de 1,5 milliard d'habitants) (Moore, 2018 ; Tawiah, 2026). La mise en œuvre de la ZLECAf est actuellement dans sa première phase, axée sur l'augmentation des échanges de biens et de services par la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires et la mise en place d'un mécanisme de paiement panafricain.

L'intégration continentale est perçue comme un moyen essentiel de libérer tout le potentiel économique du continent, à la fois en mobilisant les ressources nationales (humaines et financières) et en supprimant les droits de douane et les barrières non tarifaires qui entravent actuellement le commerce intra-continental (Fondation Mo Ibrahim, 2026). Les partisans de l'intégration continentale espèrent que la ZLECAf renforcera les économies africaines, augmentera considérablement les échanges commerciaux, créera des emplois et catalysera les investissements étrangers en réduisant les risques liés aux investissements sur les petits marchés (Mene, 2025). Ses partisans affirment également qu'un continent plus intégré unifiera et renforcera la voix de l'Afrique dans les négociations commerciales internationales (Fofack, 2024 ; Signé, Leke, & Kassiri, 2025) et augmentera l'autonomie et la souveraineté (Fondation Mo Ibrahim, 2026). Les perturbations des échanges et des chaînes d'approvisionnement consécutives à l'imposition de droits de douane par les Etats-Unis en avril 2025 ont accéléré les appels à une coopération entre les pays africains afin de réduire la dépendance du continent vis-à-vis des marchés extérieurs (Oyedijo & Akenroye, 2025 ; Kangoye, 2025).

Bien que la ZLECAf soit encore à ses débuts et que les échanges continentaux et mondiaux aient été fortement perturbés par la pandémie de COVID-19, le commerce sur le continent a rapidement rebondi, et des gains initiaux en termes de volumes d'échanges et de réductions tarifaires ont été constatés (Preku & Anyigba, 2025). En mai 2025, 48 membres avaient soumis des offres de concessions tarifaires conformes à la ZLECAf (Trade Law Center, 2025), et le commerce intra-africain formel est passé de 13,6% en 2022 à 14,9% en 2023 (Mene, 2025).

Cependant, tous les acteurs concernés n'ont pas immédiatement adhéré au libre-échange ni à la ZLECAf. Les syndicats manifestent depuis longtemps un certain scepticisme à l'égard des accords de libre-échange, susceptibles d'accroître la concurrence des pays à bas salaires et ayant tendance à privilégier l'augmentation des échanges et des profits au détriment de la protection des travailleurs (Preku & Anyigba, 2025). Les syndicats nigériens ont exprimé des inquiétudes quant aux effets néfastes potentiels de la ZLECAf sur les travailleurs, retardant – sans toutefois l'empêcher – la ratification par le Nigéria (Moore, 2018).

Dans ce contexte, deux questions méritent d'être examinées. Les Africains connaissent-ils la ZLECAf et la volonté d'une intégration économique plus poussée ? Et soutiennent-ils son objectif principal de promouvoir le libre-échange sur le continent africain ? Les enquêtes Afrobarometer Round 10 (2024/2025) comportent une série de questions ciblées sur la ZLECAf et

le libre-échange, apportant des réponses préliminaires à ces deux questions : En résumé, les Africains ne connaissent pas la ZLECAf, tandis qu'ils soutiennent le libre-échange. Nous analysons ces réponses en détail ci-dessous, ainsi qu'un résultat surprenant : Contrairement aux résultats dans d'autres régions du monde, une plus grande précarité économique est associée à une plus grande ouverture au commerce, et non l'inverse.

Les Africains ont-ils entendu parler de la ZLECAf ?

L'enthousiasme suscité par le potentiel transformateur de la ZLECAf semble se limiter en grande partie aux capitales nationales et aux conseils d'administration des dirigeants financiers et industriels. Au sein de la population en général, la connaissance de la ZLECAf demeure étonnamment faible : A travers 38 pays, seuls 13% des Africains déclarent avoir entendu parler de l'accord (Figure 1). Ce taux de connaissance varie considérablement, atteignant environ un quart des répondants en Guinée-Bissau (27%), au Gabon (26%) et au Cabo Verde (24%), tandis qu'il reste très faible en Tunisie (5%) et en Mauritanie (4%). L'accord est légèrement plus connu en Afrique Centrale (17%) que dans les autres régions, mais reste quasiment inconnu dans les pays d'Afrique du Nord (5%). Même au Ghana, l'un des premiers pays à avoir ratifié l'accord et siège de la ZLECAf, seuls 17% de la population en ont connaissance.

Le niveau de connaissance parmi les personnes ayant fait des études supérieures (26%) dépasse largement celui de leurs pairs moins instruits (5%-12%) (non illustré). Un statut socio-économique plus élevé est associé, dans une moindre mesure, à une meilleure connaissance de la ZLECAf (17% parmi les personnes aisées contre 11% parmi les plus démunies).¹ Enfin, les personnes qui s'informent régulièrement, quel que soit le support, sont plus susceptibles de connaître la ZLECAf, notamment les lecteurs de journaux (23%).

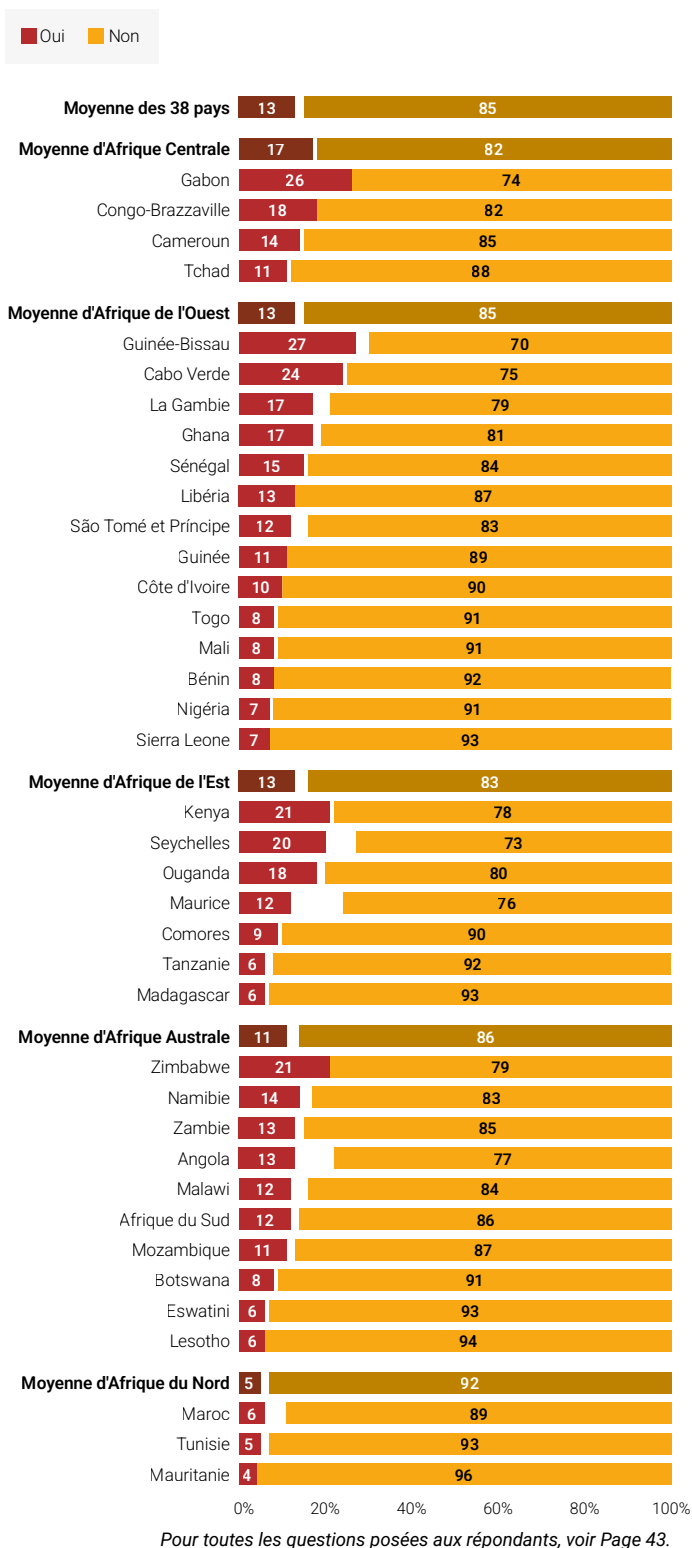
Soutien aux objectifs de la ZLECAf

Même s'ils ne sont pas forcément familiers avec la ZLECAf, les Africains semblent de plus en plus favorables au principe du libre-échange. Lors de la première enquête d'Afrobarometer sur le soutien au libre-échange menée dans 34 pays (Round 8, 2019/2021), seule une légère majorité (51%) d'Africains étaient d'accord pour dire que « afin de se développer, notre pays devrait faire du commerce avec le reste du monde, y compris en acceptant l'importation de produits étrangers ». Presque autant (46%) préféraient l'idée que « pour se développer, notre pays devrait compter sur sa propre production et protéger les producteurs de la compétition étrangère » (Sanny & Patel, 2021).

Mais à travers les 38 pays sondés lors du Round 10 (2024/2025), les réponses à une question similaire révèlent une nette évolution vers une plus grande ouverture au commerce. Plus de six personnes sur 10 (62%) estiment désormais qu'il est « préférable pour notre économie que le gouvernement facilite les échanges commerciaux

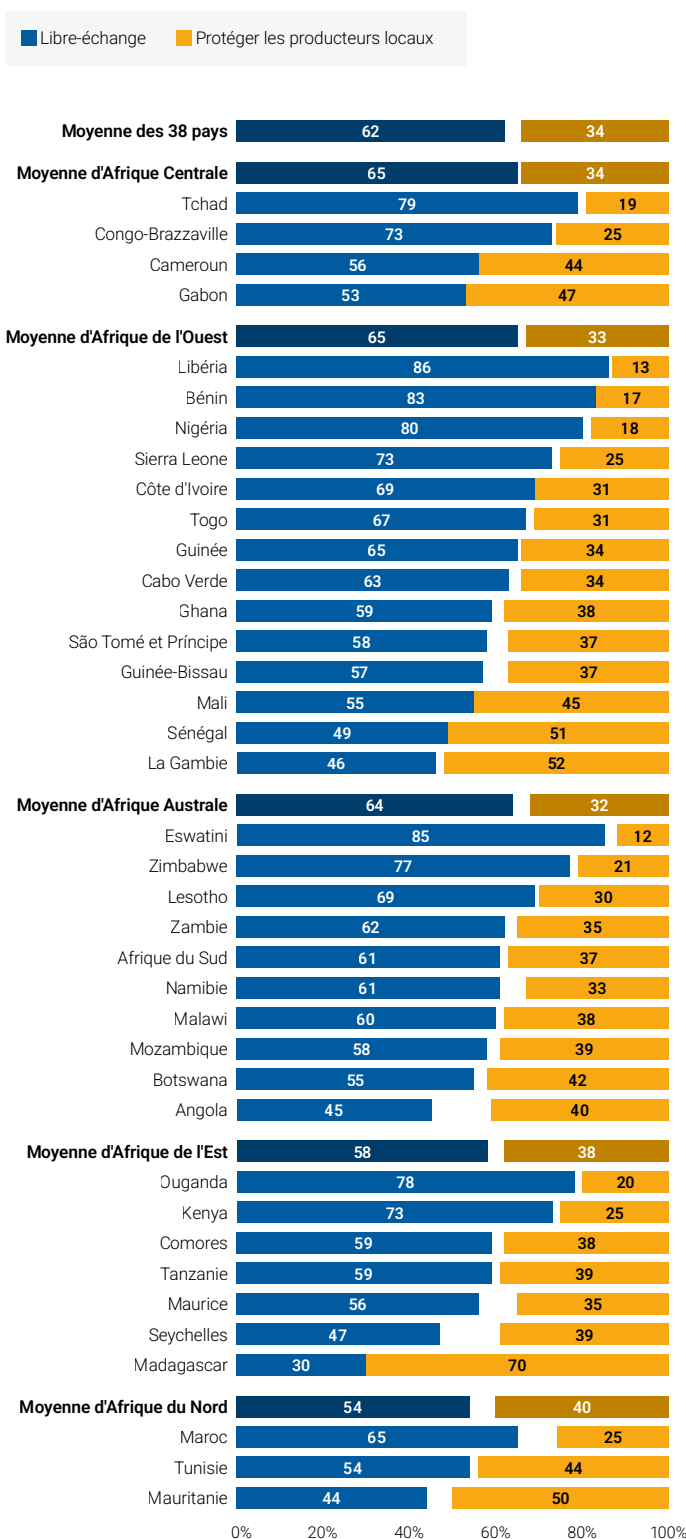
de [notre pays] avec d'autres pays afin de créer des opportunités économiques », contre seulement un tiers (34%) des répondants qui seraient favorables à une limitation des échanges pour protéger les producteurs locaux (Figure 2).

Figure 1 : Connaissance de la ZLECAf | 38 pays | 2024/2025



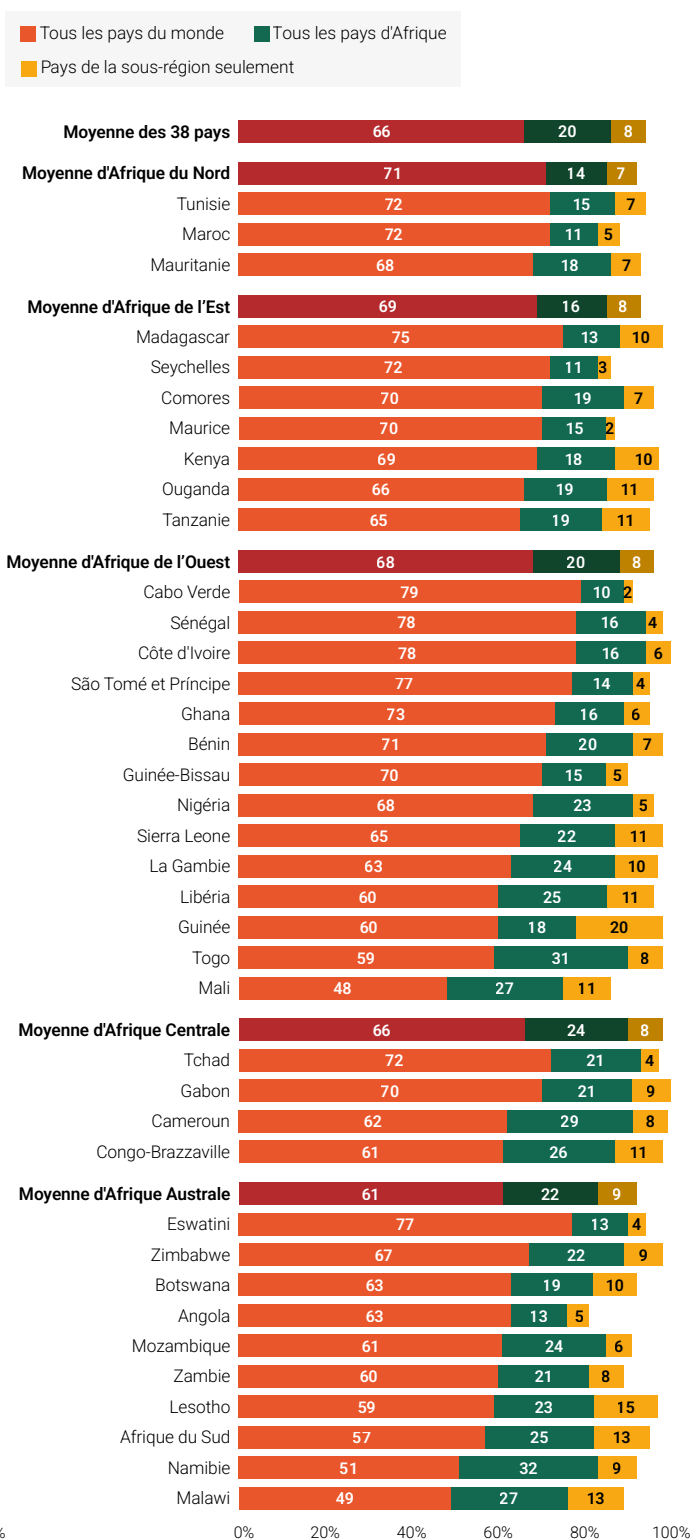
¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 2 : Libre-échange ou protection des producteurs locaux ? | 38 pays | 2024/2025



Le libre-échange bénéficie d'un soutien majoritaire dans 32 des 38 pays et dans toutes les sous-régions. L'Afrique Centrale (65%), l'Afrique de l'Ouest (65%) et l'Afrique Australe (64%) affichent collectivement un fort soutien, malgré des variations considérables d'un pays à l'autre au sein de chaque région. Les pays affichant les plus hauts niveaux de soutien sont répartis dans toutes les régions, avec en tête le Libéria (86%) en Afrique de l'Ouest, l'Eswatini (85%) en Afrique Australe, le Tchad (79%) en Afrique Centrale, l'Ouganda (78%) en Afrique de l'Est et le Maroc (65%) en Afrique du Nord.

Figure 3 : Partenaires commerciaux préférés | 38 pays | 2024/2025



En revanche, au moins la moitié des citoyens préfèrent limiter les échanges commerciaux pour protéger les producteurs locaux en Mauritanie (50%), au Sénégal (51%) et en Gambie (52%), et Madagascar se distingue par sa préférence pour une limitation des échanges commerciaux dans une proportion de plus de 2 contre 1 (70% contre 30%).

Le soutien au libre-échange est une position majoritaire solide avec seulement de modestes variations parmi les principaux groupes

démographiques, mais il est à nouveau le plus élevé parmi les plus instruits (68%) (non illustré).

Le continent ou le monde ?

L'objectif principal de la ZLECAf est de développer le commerce intra-africain. L'opinion publique, toutefois, est ouverte à un engagement au-delà du continent. Il ne faut pas y voir une contradiction avec les objectifs de la ZLECAf : L'un de ses principaux objectifs est de tirer parti des liens commerciaux au sein du continent pour renforcer la compétitivité de l'Afrique sur les marchés mondiaux.

Interrogés sur les pistes à explorer pour développer leurs relations commerciales, les deux tiers (66%) estiment qu'il est

préférable de se tourner vers le monde entier plutôt que de limiter les échanges à leur sous-région (8%) ou à l'ensemble du continent (20%) (Figure 3). Les Nord-Africains (71%) sont les plus enclins à envisager des échanges hors d'Afrique, une position également largement partagée en Afrique Australe (61%).

Dans tous les pays à l'exception du Malawi (49%) et du Mali (48%), la majorité des répondants privilégie le commerce mondial. Les Etats insulaires du Cabo Verde (12%), des Seychelles (14%), de Maurice (17%) et de São Tomé et Príncipe (18%) sont parmi les moins enclins à se concentrer sur le commerce local, sans doute en raison de leur dépendance au commerce international.

Moteurs du soutien au libre-échange en Afrique

Pour comprendre ce qui façonne les attitudes envers le libre-échange et les préférences pour certains partenaires commerciaux, nous examinons comment ces points de vue évoluent en fonction d'autres caractéristiques nationales.

Echanger ou ne pas échanger ?

Des recherches antérieures ont établi que la conjoncture économique, tant au niveau national que dans la vie personnelle des individus, influence l'opinion publique sur le libre-échange. De manière générale, les analystes ont constaté que lorsque les citoyens perçoivent une détérioration de l'économie ou une dégradation de leur propre situation, ils ont tendance à considérer l'ouverture comme une source de risque plutôt que d'opportunité. L'insécurité et l'incertitude économiques tendent donc à renforcer le soutien aux politiques commerciales protectionnistes (Mansfield & Mutz, 2009 ; Mansfield, Mutz, & Brackbill, 2016).

Cependant, le soutien aux politiques de libre-échange ne présente aucun lien avec la perception qu'ont les individus de leur situation économique. Plus surprenant encore, lorsque nous agrégeons les attitudes au niveau national, nous constatons une légère corrélation positive entre les difficultés économiques personnelles et le soutien à l'ouverture commerciale – soit l'inverse des résultats observés dans la plupart des études menées dans d'autres régions du monde.

La Figure 4 illustre la relation entre la proportion de répondants déclarant des conditions de vie personnelles « assez mauvaises » ou « très mauvaises » (axe horizontal) et la part des citoyens qui privilégient la promotion du libre-échange aux politiques protectionnistes (axe vertical) dans chaque pays étudié. La tendance ascendante de la courbe indique que les pays où davantage de citoyens déclarent avoir de mauvaises conditions de vie tendent à être plus favorables à l'ouverture commerciale.

Le Lesotho et Maurice illustrent bien cette relation : Les deux pays se situent sur la ligne de tendance, mais à des extrémités opposées. Au Lesotho, où 77% des citoyens déclarent avoir de mauvaises conditions de vie, 69% sont favorables à l'ouverture commerciale. Maurice présente le cas inverse : relativement peu

de citoyens qui font état de conditions de vie difficiles (25%) et, par conséquent, un soutien plus faible au libre-échange (56%).

Bien que la Figure 4 illustre une tendance générale, il apparaît clairement que tous les pays ne suivent pas ce modèle. A Madagascar, le soutien à l'ouverture commerciale (30%) reste limité malgré des difficultés économiques généralisées (61%). Cela contraste avec le Bénin, où des conditions de vie précaires tout aussi importantes (61%) côtoient une ouverture commerciale nettement supérieure (83%) à celle que prédit la tendance générale.

La tendance générale que nous observons reflète probablement la réalité matérielle des citoyens des pays les plus pauvres, dont beaucoup dépendent des importations pour leurs besoins essentiels (alimentation, vêtements, médicaments, etc.) et sont

Figure 4 : Conditions de vie et libre-échange | 38 pays | 2024/2025

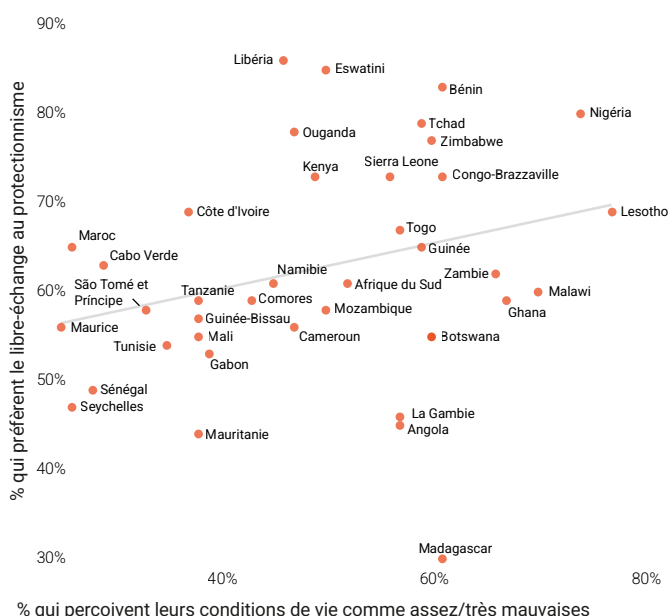
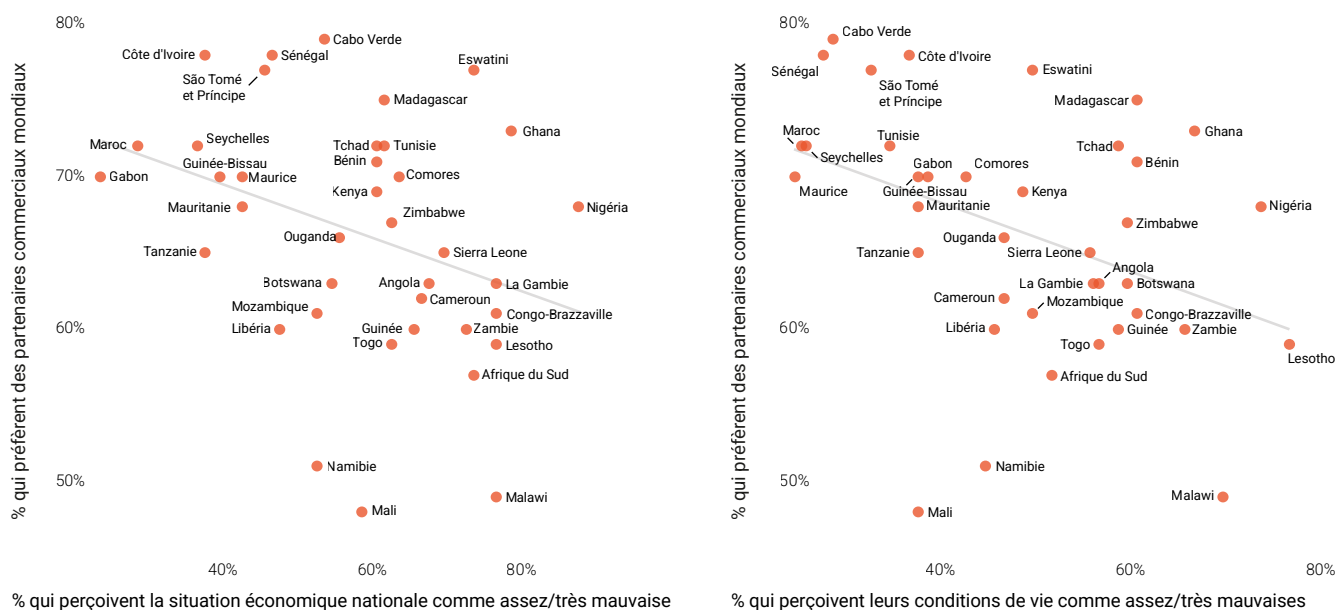


Figure 5 : Mauvaises conditions de vie et préférence pour le commerce avec tous les pays du monde | 38 pays | 2024/2025

donc directement pénalisés par les hausses de prix protectionnistes (voir Porto, 2006 ; Winters, McCulloch, & McKay, 2004). Elle peut également refléter les caractéristiques structurelles de leurs économies : Les petits pays enclavés et/ou aux ressources limitées sont généralement fortement dépendants du commerce, ce qui rend l'ouverture des échanges à la fois nécessaire et globalement bénéfique plutôt que menaçante (Limão & Venables, 2001). Le Lesotho en est une bonne illustration : Son intégration économique poussée avec l'Afrique du Sud peut amener ses citoyens à considérer le libre-échange comme une nécessité pratique, largement indépendante de leur situation personnelle.

Partenaires commerciaux

Quels sont les facteurs qui déterminent les préférences des Africains en matière de partenaires commerciaux ? La Figure 5 présente le lien entre la perception qu'ont les citoyens de leur situation économique et leur préférence pour les partenaires commerciaux mondiaux (par opposition à une préférence pour les échanges intra-africains ou intra-régionaux). Le panneau gauche du graphique illustre le lien avec une perception négative de la situation économique nationale, tandis que celui de droite montre le lien avec de mauvaises conditions de vie personnelles. Dans les deux cas, le lien est négatif : Les pays où les citoyens perçoivent une situation défavorable ont tendance à privilégier moins les partenaires commerciaux mondiaux (et, par conséquent, davantage les partenaires commerciaux intra-africains).

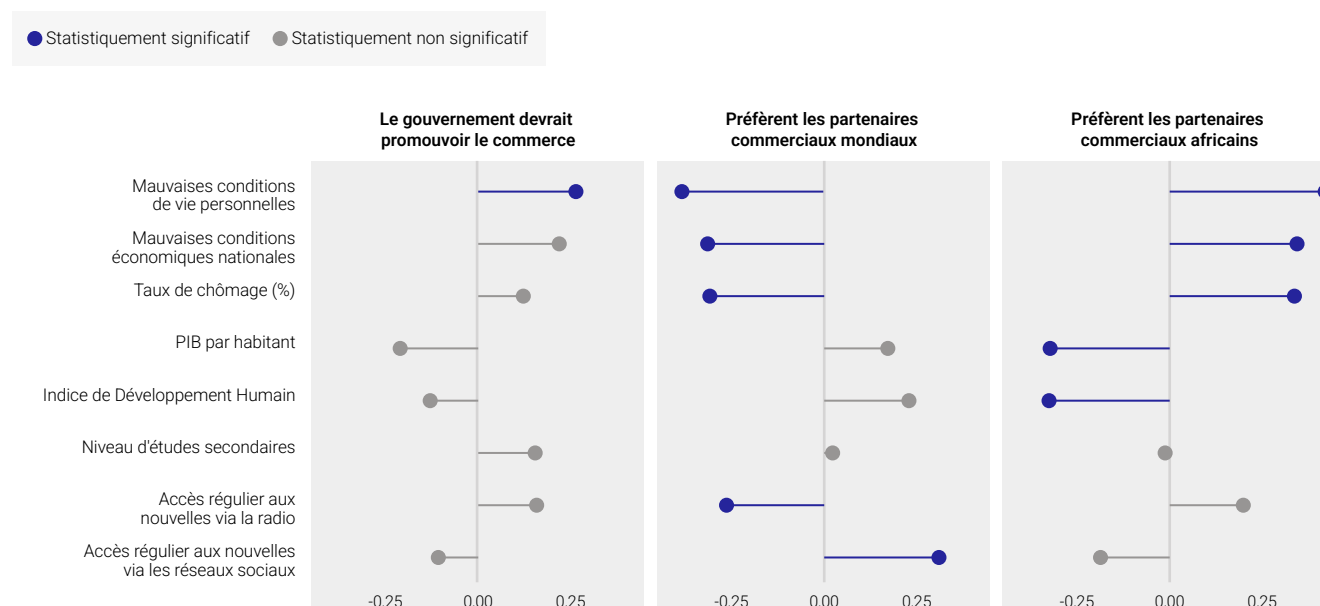
Le Malawi, le Mali et la Namibie font figure d'exceptions dans les deux panneaux, affichant une préférence exceptionnellement faible pour les partenaires mondiaux, quel que soit le niveau de difficulté

perçue, et une préférence supérieure à la moyenne pour le commerce avec les pays africains.

La Figure 6 résume les relations entre diverses variables économiques, structurelles et médiatiques et la préférence pour le libre-échange par rapport au protectionnisme (Panneau 1) ainsi que les partenaires commerciaux privilégiés (mondiaux et continentaux) (panneaux 2 et 3). Plus les coefficients sont élevés, plus les barres sont longues, ce qui indique des corrélations fortes. La couleur des barres reflète la significativité statistique : Le bleu indique des corrélations statistiquement significatives, tandis que le gris indique des corrélations non significatives.

La corrélation positive décrite précédemment entre de mauvaises conditions de vie personnelles et un soutien accru au libre-échange se vérifie également pour deux autres indicateurs de la situation économique d'un pays : La faiblesse de l'économie nationale et le chômage élevé (selon Afrobarometer), bien que ces corrélations ne soient pas statistiquement significatives. Une corrélation inverse est observée pour deux indicateurs externes positifs de développement économique et social : Le produit intérieur brut (PIB) par habitant et l'Indice de Développement Humain (IDH) des Nations Unies. Cependant, là encore, les corrélations pour ces deux indicateurs externes sont assez faibles et non statistiquement significatives.

Les relations entre ces indicateurs économiques et l'orientation géographique des préférences commerciales des Africains sont conformes aux tendances décrites précédemment. Des conditions de vie personnelles précaires, une situation économique nationale défavorable et un taux de chômage élevé sont tous associés à une

Figure 6 : Facteurs influençant les attitudes envers le libre-échange | 38 pays | 2024/2025

La figure présente les coefficients de corrélation de Pearson. Tous les indicateurs sont issus des données d'Afrobarometer à l'exception du PIB par habitant (Banque Mondiale, 2024) et de l'Indice de Développement Humain (Programme des Nations Unies pour le Développement, 2024).

moins de préférence pour les partenaires commerciaux mondiaux (Panneau 2) et à une plus forte préférence pour les partenaires africains (Panneau 3). À l'inverse, un PIB par habitant et un IDH plus élevés indiquent des tendances opposées (bien que ces différences ne soient pas significatives en ce qui concerne la préférence pour les partenaires commerciaux mondiaux). Cela suggère que les difficultés économiques incitent les consommateurs à privilégier les partenaires africains au détriment des partenaires commerciaux mondiaux. Les associations avec la préférence pour les partenaires commerciaux sous-régionaux (non illustré) sont similaires à celles observées pour les partenaires commerciaux africains.

Il est à noter que le niveau d'instruction ne présente aucune corrélation significative avec les attitudes envers le commerce. De même, les indicateurs d'exposition aux médias ne sont pas des prédictors fiables ni statistiquement significatifs du soutien au libre-échange, mais ils se révèlent être des prédictors importants du choix des partenaires commerciaux. La consommation régulière d'actualités sur les réseaux sociaux est positivement associée à une préférence pour les partenaires commerciaux mondiaux (Panneau 2), ce qui suggère que l'exposition aux flux d'informations internationaux favorise une orientation plus ouverte sur le monde. La consommation d'informations via la radio évolue dans le sens inverse, ce qui pourrait refléter sa plus grande présence auprès des populations rurales, moins instruites et moins connectées.

Points clés à retenir

Bien qu'étant l'un des projets d'intégration économique les plus ambitieux de l'histoire du continent, la ZLECAf

demeure largement méconnue du grand public africain. La sensibilisation à ce sujet est fortement concentrée entre les mains des personnes les plus instruites et les plus assidues de l'information, ce qui révèle un décalage entre les ambitions politiques des élites et leur impact sur le grand public.

Dans le même temps, les Africains partagent de plus en plus le désir de leurs dirigeants politiques et économiques d'ouvrir leurs frontières à un commerce accru de biens et de services. Cependant, les citoyens ordinaires expriment une préférence pour un commerce mondial, et non seulement régional ou continental comme le préconise la ZLECAf. Il s'agit peut-être avant tout d'une question d'information du public sur la raison d'être de la ZLECAf : renforcer la compétitivité mondiale de l'Afrique grâce à une intégration intra-continentale plus poussée. Mais les gouvernements africains ne doivent pas présumer que le soutien populaire à la ZLECAf sera automatique. Ils devront investir dans des stratégies ciblées d'éducation du public et de communication nationale expliquant clairement comment le commerce intra-africain constitue un tremplin vers une compétitivité économique mondiale plus large – sous peine de conclure un accord historique sans le mandat public nécessaire à sa pérennité.

Un constat surprenant concernant les attitudes face au commerce est que les pays africains vont à contre-courant de la tendance mondiale qui montre un soutien accru au libre-échange parmi les pays économiquement les plus prospères. En Afrique, c'est même l'inverse : La résistance au libre-échange semble croître à mesure que les économies se renforcent, un facteur que les gouvernements gagneraient sans doute à prendre en compte par le biais de campagnes de communication publique.

Populations en mouvement »

Perspectives sur le franchissement des frontières

S'il existe un large consensus sur les avantages de l'ouverture des frontières au libre-échange des biens et des services, on ne peut pas en dire autant de la libre circulation des personnes.

La libre circulation a ses défenseurs : L'Union Africaine (UA) et la Banque Africaine de Développement (2026) plaident conjointement pour l'exemption de visa, considérée comme un catalyseur essentiel de la transformation économique de l'Afrique, et le secteur privé semble également y adhérer (Thomas, 2025 ; Mac'Olale, 2025). L'Union Africaine (2026b) décrit la promotion d'un passeport africain et de la libre circulation des personnes comme un autre « projet phare » de l'Agenda 2063. La Fondation Mo Ibrahim (2026) identifie les limites à la libre circulation des personnes comme une contrainte majeure à la réalisation des ambitions de la ZLECAf en matière d'intégration continentale, et le manque d'ouverture aux échanges éducatifs et professionnels comme un obstacle majeur entravant les efforts visant à exploiter pleinement le potentiel humain du continent. Les initiatives récentes du Bénin, de l'Erythrée, du Ghana, du Kenya et d'autres pays visant à réduire ou à supprimer les formalités de visa, ou du moins à privilégier les visas électroniques pour les déplacements des Africains en Afrique, ont été saluées comme des signes de progrès (Indice d'Ouverture sur les Visa, 2025a).

Mais une forte résistance se manifeste également. Bien qu'une large majorité de migrants africains restent sur le continent (Kiprono, 2026), l'inquiétude mondiale face aux flux migratoires et réfugiés en provenance d'Afrique est manifeste depuis des années. Dans un contexte de montée du sentiment anti-immigrants, l'Europe s'apprête à adopter des politiques intransigeantes visant à contraindre les pays africains à limiter l'émigration, à alourdir les sanctions et à faciliter les expulsions (Newuh, 2025 ; Mbiyozo, 2026). En Chine, les migrants africains ont subi de graves représailles pendant la pandémie de COVID-19 (Human Rights Watch, 2020). Depuis son retour à la Présidence américaine en janvier 2025, Donald Trump a instauré de nouvelles restrictions radicales aux voyages des Africains vers les Etats-Unis, même pour des raisons éducatives ou professionnelles, allant jusqu'à interdire partiellement ou totalement l'obtention de visas pour de nombreux pays (Pecquet, 2026).

Mais même au sein du continent, l'absence de consensus sur l'ouverture des frontières est manifeste. Alors qu'une majorité de pays signaient l'Accord de Libre-Echange Continental Africain (ALECAf) à Kigali en 2018, en faveur du libre-échange, les dirigeants africains se voyaient également présenter le Protocole Africain Relatif à la Libre Circulation des Personnes.

Malgré un soutien initial manifeste – il a recueilli les signatures de 33 pays à Kigali – seuls quatre pays l'ont depuis pleinement ratifié (Mali, Niger, Rwanda et São Tomé et Príncipe), loin des 15 ratifications requises pour sa mise en œuvre (Africa24, 2025).

Au cours de la dernière décennie, le continent a réalisé des progrès modestes vers la libre circulation : Le score moyen de l'Indice d'Ouverture des Visas en Afrique (IOVA) est passé de 4,25 en 2016 à 4,48 en 2025, 39 pays affichant au moins une certaine amélioration. Cependant, certains pays ont également enregistré des reculs, les gouvernements s'inquiétant des conséquences économiques et sécuritaires, de l'opinion publique, du manque de réciprocité ainsi que des atteintes potentielles à la souveraineté, liées à une ouverture trop large de leurs frontières (Fondation Mo Ibrahim, 2026). De fait, bien qu'il soit supérieur à son niveau d'il y a 10 ans, l'IOVA a en réalité diminué en 2026 par rapport à son pic d'environ 4,85 atteint entre 2022 et 2024 (Indice d'Ouverture sur les Visa, 2025b).

Les citoyens, eux aussi, ne sont pas toujours convaincus des avantages de la libre circulation des personnes. D'une part, nombreux sont ceux qui souhaitent garantir leur liberté de mouvement, d'autant plus que l'augmentation des conflits, les difficultés économiques, l'instabilité politique et le changement climatique entraînent des déplacements de population à travers le continent (Williams, 2025).

En revanche, sur un continent en proie à un chômage élevé, notamment chez les jeunes (Lekalake, Sunderland, & Amewunou, 2025), les immigrants peuvent être perçus comme une menace pour l'emploi et les perspectives des citoyens. Lors de la plus récente vague de tensions en 2026, des manifestants ont menacé et agressé des immigrants, exigeant leur départ du pays – ce qui a, dans certains cas, conduit des gouvernements à organiser des vols d'évacuation – alors même que le Président Cyril Ramaphosa exhortait ses concitoyens à ne pas faire de ces personnes des boucs émissaires pour le taux de chômage élevé et les autres problèmes économiques complexes du pays (Maseko & Oriunto, 2026).

Les derniers résultats d'Afrobarometer révèlent un large soutien (mais non unanime) à la libre circulation des personnes, alors que de plus en plus d'Africains envisagent d'émigrer, que ce soit hors de leur pays d'origine ou hors du continent. Parallèlement, nombreux sont ceux qui hésitent à accueillir des demandeurs d'emploi et des réfugiés. L'inquiétude économique pourrait jouer un rôle déterminant dans cette réticence à ouvrir davantage les frontières aux immigrants et aux réfugiés, mais pas de la manière dont on pourrait le penser : Comme nous le verrons plus en détail ci-dessous, ce sont généralement les personnes les plus instruites, les plus qualifiées et les plus riches qui sont les plus réticentes à accueillir des étrangers.

Les citoyens peuvent-ils franchir librement les frontières ? En théorie, oui

A quel point devraient-ils être libres ?

Nous commençons par examiner les grands principes : Dans quelle mesure les Africains estiment-ils que les personnes devraient être libres de franchir les frontières pour vivre et travailler dans d'autres pays de leur sous-région ? Globalement, ils sont légèrement moins attachés à la libre circulation qu'au libre-échange : Une légère majorité (56%) de répondants sont favorables à la liberté de circulation, tandis que 40% préfèrent que leurs gouvernements limitent les déplacements transfrontaliers afin de protéger l'accès de leurs citoyens à l'emploi et aux opportunités (Figure 7).

Les disparités régionales et entre pays sont toutefois profondes. Si six personnes sur 10 (60%) sont favorables à la libre circulation en Afrique Centrale, ce chiffre tombe à 48% dans les trois pays d'Afrique du Nord. Mais il n'existe pas d'opinions régionales unifiées : Les différences au sein de chaque région sont bien plus importantes que les écarts entre les moyennes régionales. En Afrique Centrale, par exemple, près des trois quarts (73%) des Tchadiens sont favorables à la libre circulation, contre seulement 40% des Gabonais, et les autres régions présentent toutes des variations intra-régionales tout aussi importantes.

Dans 26 pays, la majorité est favorable à la libre circulation, qui prédomine dans une proportion d'environ 4 contre 1 en Ouganda (79% contre 20%), au Libéria (78% contre 20%) et en Eswatini (78% contre 18%).

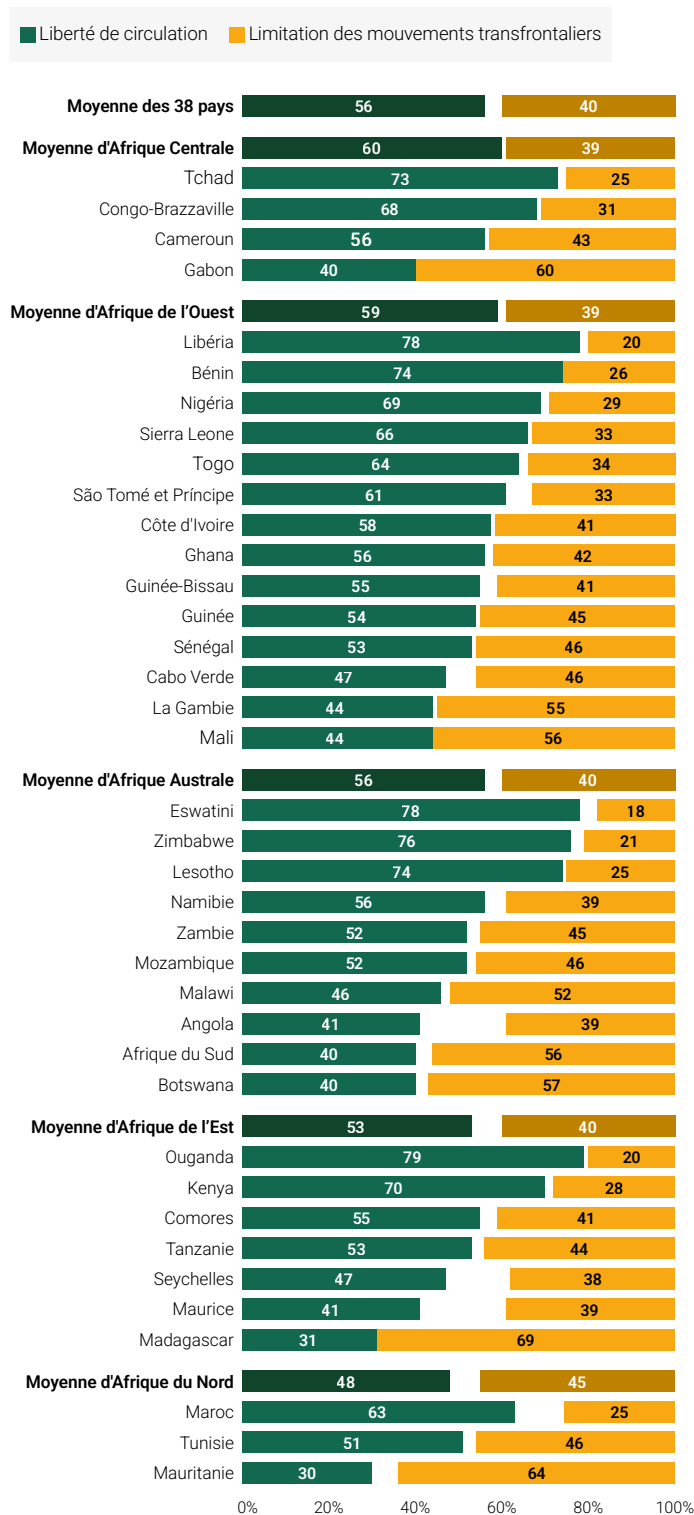
A quel point sont-ils libres ?

Si les Africains éprouvent des sentiments partagés quant à la possibilité de traverser aisément les frontières au sein de leurs sous-régions, ils s'accordent à dire que la libre circulation transfrontalière n'existe pas actuellement. Dans l'ensemble des pays étudiés, seuls un sur quatre citoyens (23%) estiment qu'il est « facile » ou « très facile » de franchir les frontières pour travailler ou commercer, contre 63% qui le jugent difficile (Figure 8).

Il n'existe aucun pays où même une majorité relative de répondants déclarent bénéficier d'une circulation transfrontalière aisée.

Une fois encore, les différences entre les régions sont modestes comparées aux écarts entre les pays au sein de chaque région. En Afrique Australe, par exemple, les Namibiens (37% facile), les Sud-Africains (36%), les Mozambicains (35%) et les Eswatini (35%) sont environ trois fois plus nombreux que les Malawites (12%) à déclarer qu'il est facile de franchir les frontières. Ces disparités intra-régionales suggèrent que la coopération au sein des communautés économiques régionales n'a pas toujours abouti à des politiques cohérentes favorisant la libre circulation et pourraient refléter des déséquilibres économiques et politiques entre les pays de chaque région.

Figure 7 : Faut-il autoriser la libre circulation transfrontalière des personnes ? | 38 pays | 2024/2025



Envisager de partir : Perspectives personnelles sur l'émigration

Nous abordons maintenant un aspect plus personnel des déplacements transfrontaliers : la réflexion des répondants sur la possibilité d'émigrer. Une proportion remarquable de 45% déclarent avoir envisagé de s'installer dans un autre pays, dont 25% qui affirment y avoir « beaucoup » réfléchi (Figure 9), dépassant largement les niveaux d'intérêt pour l'émigration enregistrés dans d'autres régions du monde (voir Page 17).

Les Africains de l'Ouest (34% « beaucoup ») sont plus de deux fois plus nombreux que les Africains de l'Est et du Nord (16% dans les deux cas) à envisager sérieusement de s'installer ailleurs. A l'Ouest, plus de la moitié des Gambiais (53%) et des Libériens (51%) déclarent songer à tenter leur chance à l'étranger, suivis de près par les Bissau-Guinéens (49%) et les Ghanéens (44%). En revanche, moins d'une sur 10 personnes ont sérieusement envisagé de partir vivre à l'étranger en Mauritanie (7%), aux Seychelles (6%), à Madagascar (5%) et en Tanzanie (5%).

Ces chiffres témoignent d'une nette augmentation de la propension à émigrer au cours de la dernière décennie. Dans 31 pays où cette question a également été posée lors du Round 7 (2016/2018), on observe une hausse de 7 points de pourcentage (soit une augmentation de 40%) de la proportion de personnes envisageant « beaucoup » d'émigrer, passant de 18% à 25% (Figure 10). Vingt pays ont enregistré des hausses significatives, dont 11 à deux chiffres, notamment le Ghana et La Gambie (+24 points). Seuls deux pays, le Togo et São Tomé et Príncipe, ont enregistré des baisses significatives (-7 et -4 points, respectivement).

Les résultats confirment également une tendance bien connue : Ce sont les plus jeunes et les plus instruits qui sont les plus susceptibles de partir (Figure 11). Les citoyens âgés de 18-35 ans (32%) sont trois fois plus susceptibles que ceux de plus de 55 ans (11%) d'envisager sérieusement de quitter leur pays. Plus de la moitié des jeunes Gambiais (62%), Libériens (59%), Ghanéens (55%), Bissau-Guinéens (53%) et Tunisiens (51%) ont sérieusement envisagé de partir pour un avenir meilleur. Les jeunes Malgaches (5%) et Tanzaniens (7%), en revanche, semblent beaucoup plus enclins à rester chez eux.

De même, les plus instruits (31%) surpassent les moins instruits (18%) par une marge de 13 points dans leur inclination à regarder à l'étranger.

En revanche, l'écart entre les personnes ayant le statut économique le plus élevé et le plus bas est plus modeste : seulement 7 points (20% contre 27%). Ce résultat est quelque peu surprenant, étant donné l'importance des motivations économiques dans l'envie d'émigrer. Interrogés sur les raisons qui les poussent à envisager de quitter leur pays, la moitié (50%) des répondants déclarent vouloir partir à la recherche d'un emploi, et 29% pour échapper à la pauvreté ou aux difficultés économiques (non illustré). Seule une minorité des répondants évoquent des motivations non économiques, comme la poursuite d'études (4%), des facteurs politiques tels que la démocratie et la liberté (3%), ou encore les voyages et le tourisme (3%).

Figure 8 : Est-il facile de traverser les frontières ? | 38 pays | 2024/2025

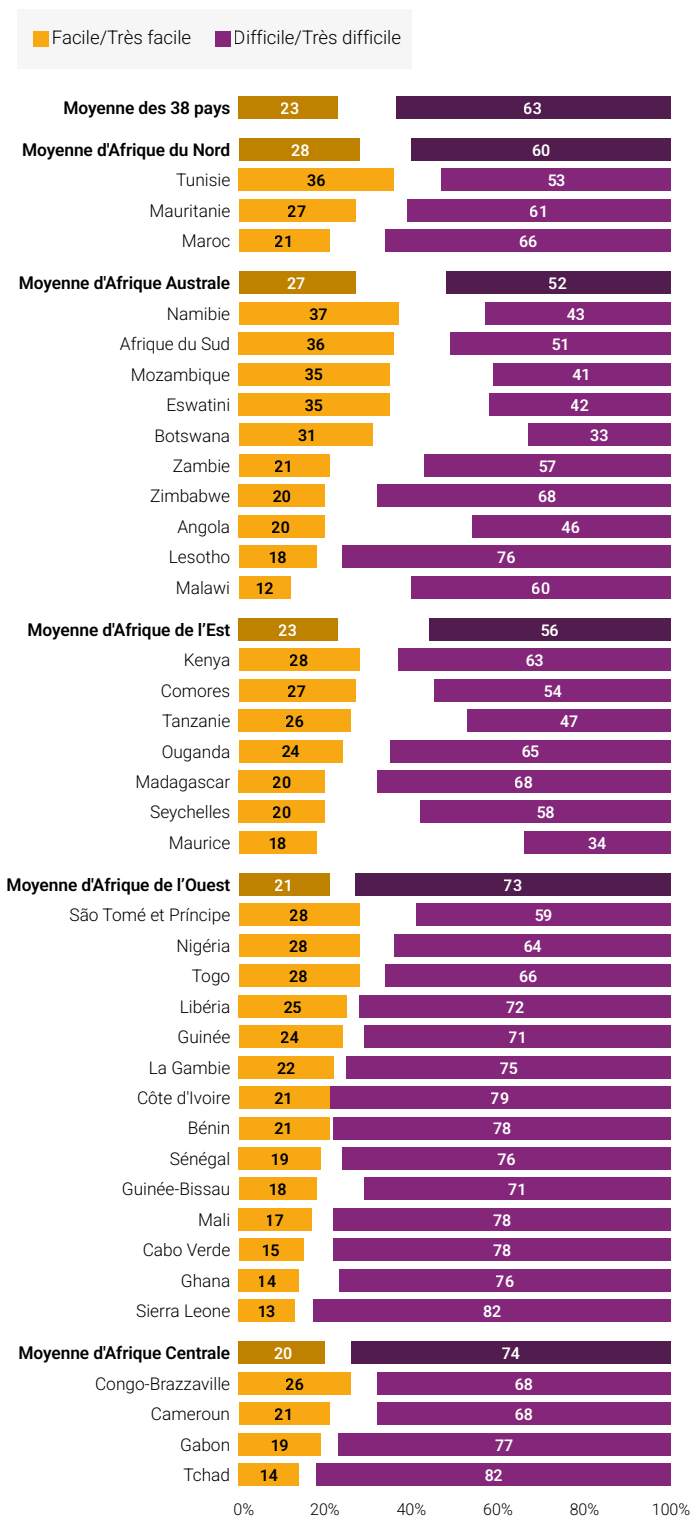
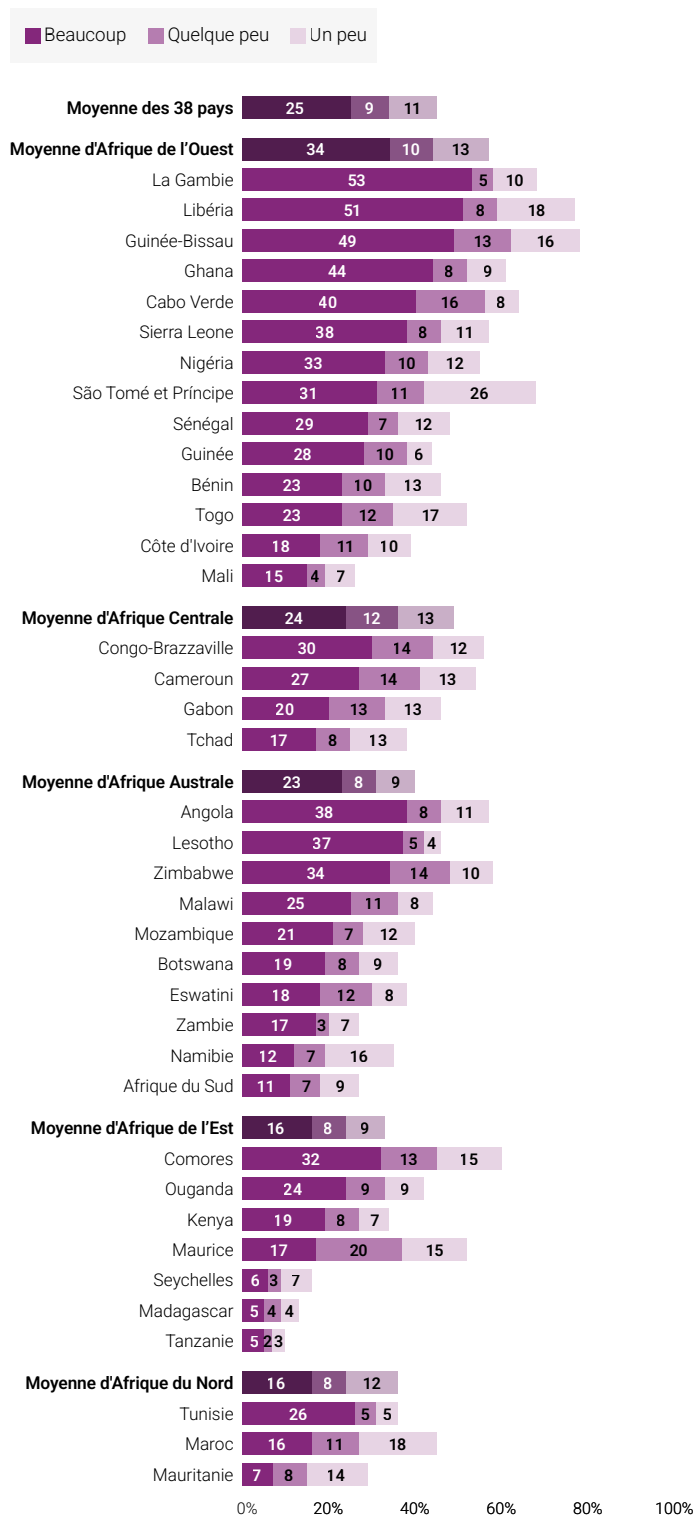


Figure 9 : Ont pensé à émigrer | 38 pays | 2024/2025



Où aller ?

Alors que la couverture médiatique de la migration africaine est souvent dominée par des histoires de « boat people » à destination de l'Europe, la véritable histoire de l'endroit où les Africains veulent aller et de l'endroit où ils vont réellement est beaucoup plus complexe (Immigration Policy Lab, 2026).

Figure 10 : Evolution dans la pensée à l'émigration « beaucoup » | 31 pays | 2016-2025

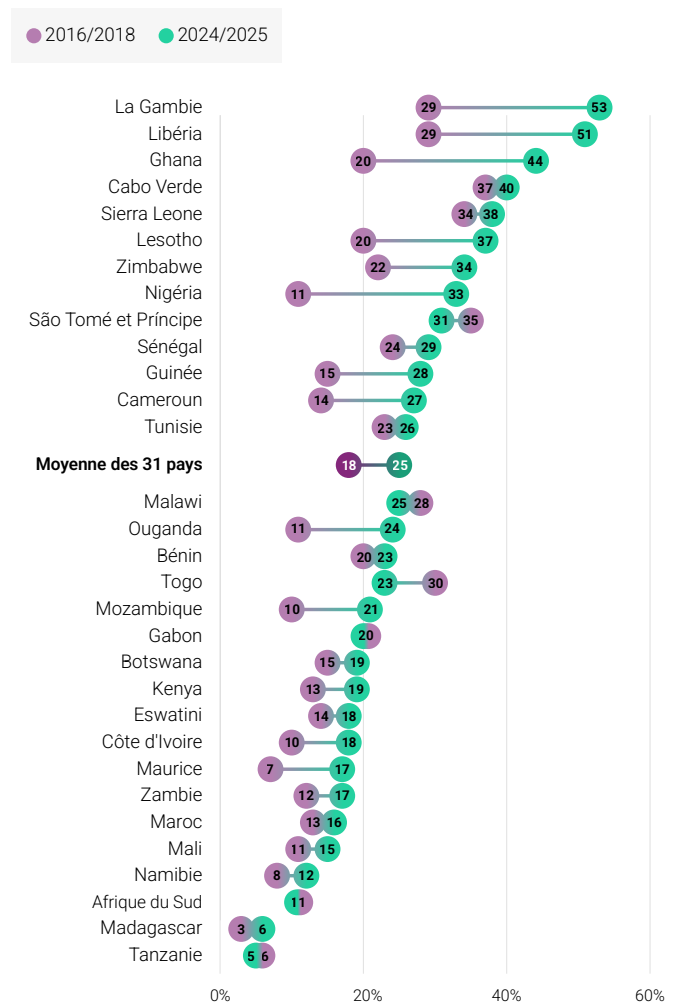


Figure 11 : Ont « beaucoup » pensé à émigrer | par groupe démographique | 38 pays | 2024/2025

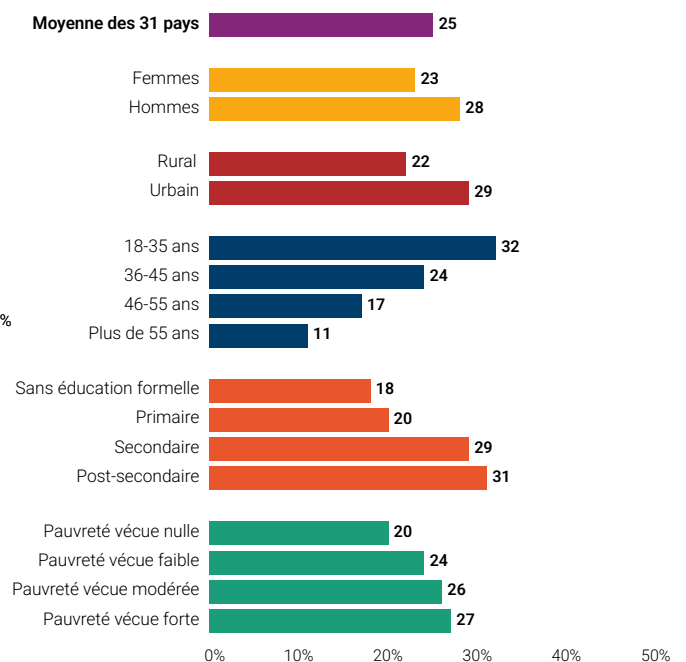
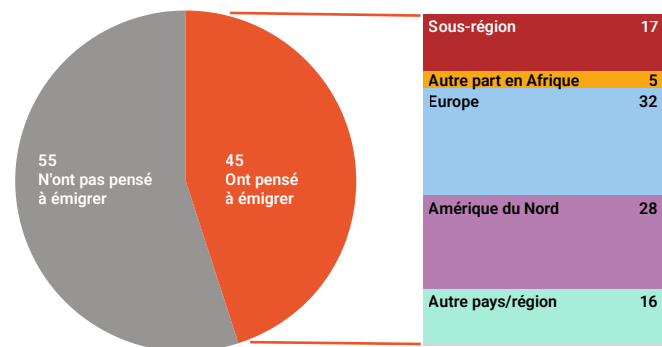
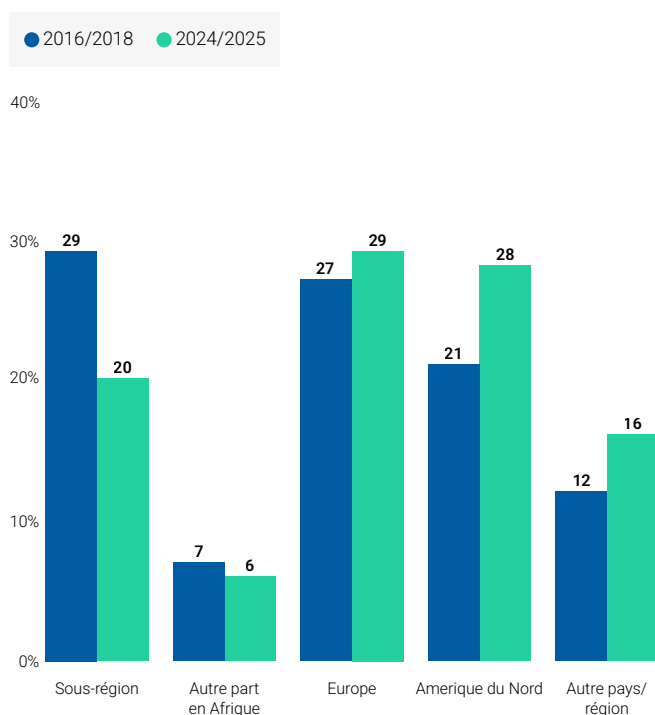
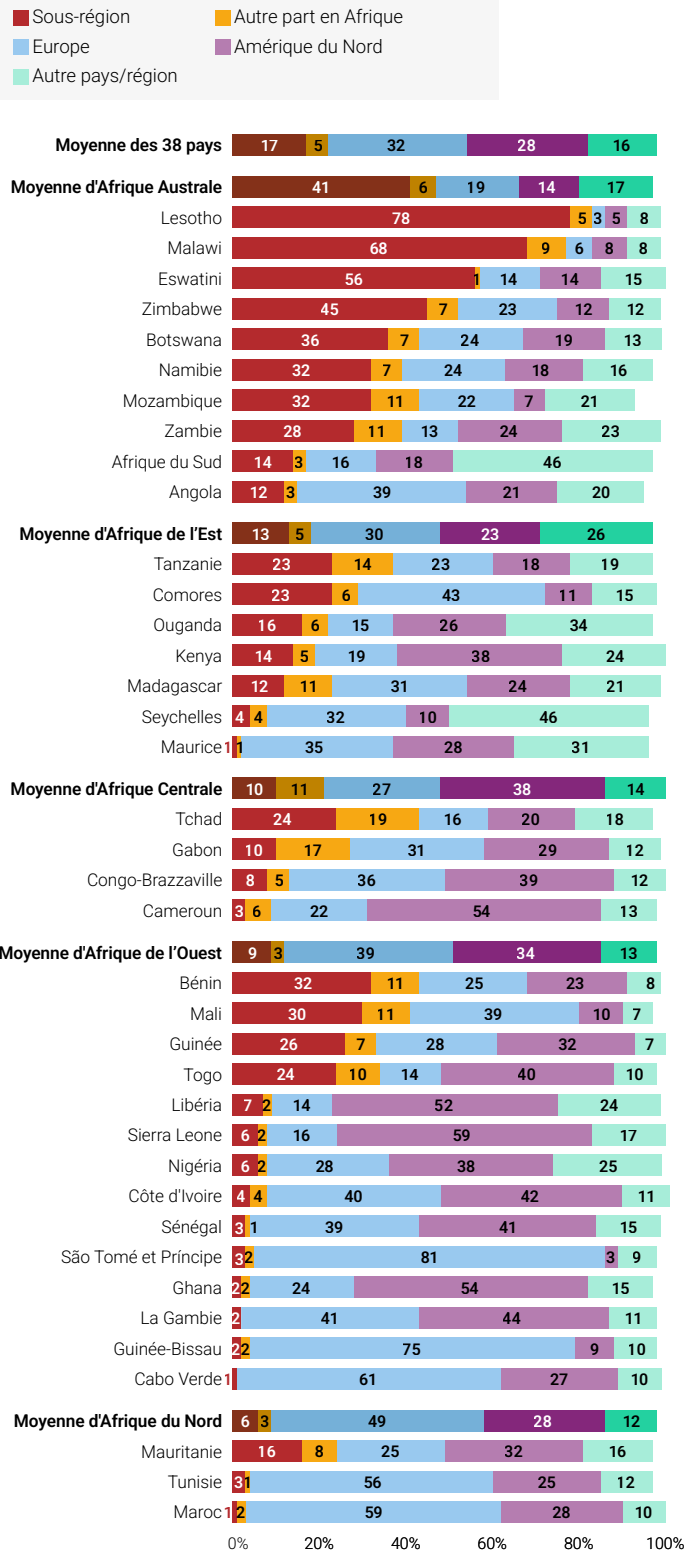


Figure 12 : Destinations préférées des potentiels émigrants (%) | 38 pays | 2024/2025**Figure 13 : Destinations préférées des potentiels émigrants, 2016/2018 vs. 2024/2025 | 31 pays**

Lorsqu'on interroge les répondants susceptibles d'émigrer (ceux qui y ont au moins un peu pensé) sur leur destination, environ un sur cinq d'entre eux (22%) indiquent qu'ils choisiraient de partir ailleurs dans leur sous-région (17%) ou ailleurs en Afrique (5%) (Figure 12). Près d'un tiers (32%) se tournent vers l'Europe, suivie de près par l'Amérique du Nord (28%). Près d'un sur six (16%) envisagent d'autres régions du monde, comme le Moyen-Orient, le reste de l'Asie, l'Amérique Latine ou l'Océanie.

Si l'on compare les projets d'émigration en 2024/2025 à ceux exprimés lors du Round 7 (2016/2018) (Sanny, Logan, & Gyimah-Boadi, 2019), on observe un certain désintérêt pour le continent africain au profit d'autres régions du monde (Figure 13). Dans les 31 pays où la question a été posée lors des deux rounds, la proportion de personnes préférant s'installer dans un autre pays africain a diminué, passant de 36% à 26%, tandis que l'intérêt pour l'Amérique du Nord a progressé de 7 points, passant de 21% à 28%.

Figure 14 : Destinations préférées des potentiels émigrants | 38 pays | 2024/2025

28%. Il convient toutefois de noter que la majorité des enquêtes du Round 10 ont été réalisées avant que la seconde administration Trump n'entame le renforcement des restrictions à l'immigration en provenance d'une grande partie du continent. On constate également une légère augmentation de la proportion de personnes envisageant l'Europe comme destination (de 27% à 29%) et se tournant vers d'autres régions du monde (de 13% à 16%).

Les Africains sont les plus enclins à vouloir partir de chez eux

Nous pouvons situer les attitudes africaines à l'égard de l'émigration dans un contexte mondial en les comparant à d'autres baromètres régionaux : Les Africains (45%) sont beaucoup plus susceptibles de déclarer avoir envisagé l'émigration que les citoyens du Moyen-Orient/Afrique du Nord (MENA) (32%) ou d'Amérique Latine (29%) (Figure 15).

Parmi les 25 pays d'Amérique Latine et de la région MENA étudiés, un seul compte une majorité de personnes ayant envisagé de partir : la République Dominicaine (60%). A l'inverse, plus de la moitié des citoyens de 15 Etats africains aspirent à un avenir meilleur, dont six pays où cette proportion atteint au moins les trois cinquièmes.

Ce désir accru de partir pourrait refléter des préoccupations économiques plus urgentes, notamment la recherche d'emploi et la volonté d'échapper à la précarité, qui figurent parmi les principales raisons invoquées par les Africains souhaitant s'expatrier (citées respectivement par 50% et 29% de ceux qui ont envisagé un départ). Les données économiques régionales corroborent cette hypothèse : En 2024, le produit intérieur brut par habitant en Afrique subsaharienne représentait un quart de la moyenne de l'Amérique Latine et des Caraïbes et un tiers de la moyenne de la région MENA (Banque Mondiale, 2026).

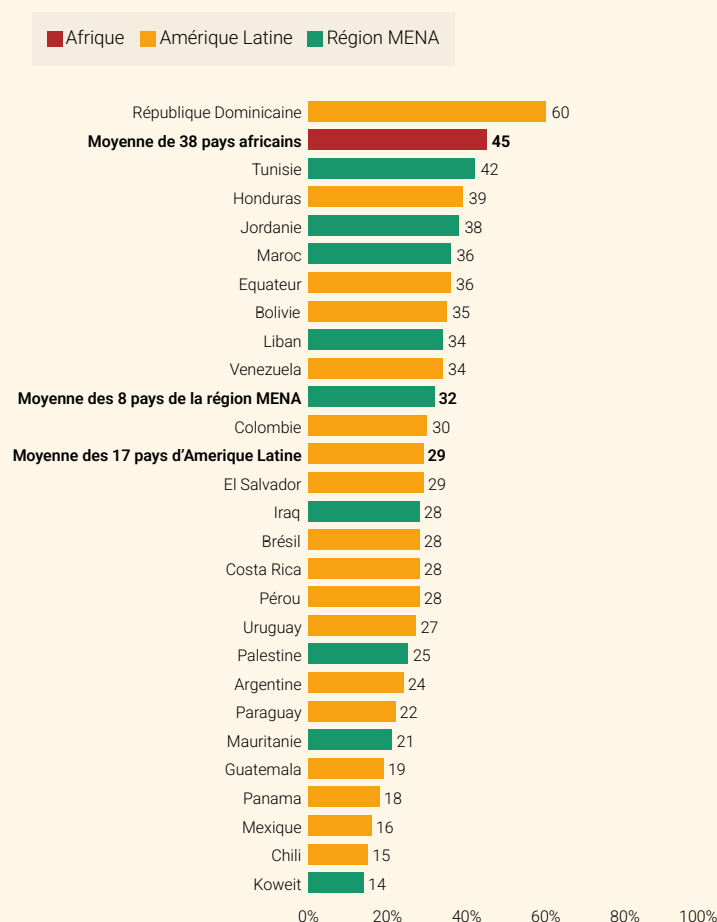
Sources : Afrobarometer Round 10 (2024/2025), Arab Barometer Vague 8 (2023/2024), Latinobarómetro 2024. *Les moyennes d'Arab Barometer et d'Afrobarometer incluent la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie.

Question posée aux répondants d'Afrobarometer : A quel point, le cas échéant, avez-vous pensé émigrer vers un autre pays pour y vivre ? (% qui disent « un peu », « quelque peu » ou « beaucoup »)

Question posée aux répondants d'Arab Barometer : Avez-vous déjà pensé à émigrer de votre pays ? (% qui disent « oui »)

Question posée aux répondants de Latinobarómetro : Avez-vous déjà envisagé, vous et votre famille, d'aller vivre à l'étranger ? (% qui disent « oui »)

Figure 15 : Ont pensé à émigrer | Afrique vs. Amérique Latine et Moyen-Orient/Afrique du Nord* | 2023/2025



On observe toutefois de profondes différences entre les régions africaines. Près de la moitié (47%) des Sud-Africains déclarent vouloir rester sur le continent, la plupart (41%) préférant demeurer dans leur sous-région (Figure 14). A l'inverse, les Nord-Africains et les Ouest-Africains sont beaucoup plus enclins à se tourner vers des destinations européennes (49% et 39%, respectivement). Les Centrafricains privilégient l'Amérique du Nord (38%), tandis que les Africains de l'Est sont les plus susceptibles de se tourner vers le Moyen-Orient, l'Asie et d'autres destinations non traditionnelles (26%).

Mais on observe également de fortes disparités entre les pays de ces régions. Par exemple, en Afrique Australe, nombreux sont ceux qui privilégient « le pays le plus important de la région », à savoir l'Afrique du Sud, comme destination prioritaire,

notamment 72% des Basotho (non illustré). Les Sud-Africains eux-mêmes, en revanche, sont attirés par des destinations moins traditionnelles hors du continent : 46% préféreraient l'Amérique Latine, le Moyen-Orient, l'Asie ou l'Océanie.

En Afrique de l'Ouest, 43% des Béninois souhaiteraient rester dans la région ou sur le continent, de même que 41% des Maliens, 34% des Togolais et 33% des Guinéens. Mais dans les 10 autres pays de la région, neuf citoyens sur 10 ont une vision plus globale que continentale.

Il est toutefois important de noter que, malgré ces souhaits exprimés, plus de la moitié des migrants africains restent quelque part sur le continent (Organisation Internationale pour les Migrations, 2024).

Immigration : Dérouler le tapis rouge ou fermer la porte ?

Nous allons maintenant nous intéresser non plus aux départs, mais aux arrivées : Dans quelle mesure les Africains accueillent-ils les immigrants et les réfugiés qui arrivent dans leurs pays ?

Les Africains sont culturellement ouverts...

D'un point de vue local et personnel, les Africains sont plutôt ouverts à la présence d'étrangers parmi eux. Depuis 10 ans, Afrobarometer interroge les populations sur leur ressenti face à la présence d'immigrants et de travailleurs étrangers dans leur voisinage, et les résultats montrent systématiquement qu'une large majorité d'Africains y sont favorables. A travers 38 pays, lors du Round 10, les trois quarts (77%) des répondants déclarent soit souhaiter avoir des immigrants comme voisins (44%), soit être indifférents (33%) (Tableau 1).

Pour la première fois lors du Round 10, les répondants ont été questionnés sur leur ressenti face à la présence de « réfugiés d'autres pays fuyant la violence ou la persécution politique ». Si les Africains se montrent légèrement moins accueillants envers ce groupe qu'envers les immigrants, deux tiers (68%) se disent prêts à les accueillir (38%) ou à ne pas y voir d'inconvénient (30%).

Dans tous les pays, une majorité de la population, dont au moins quatre personnes sur cinq dans 16 pays, se déclarent favorables à la présence d'immigrants et de travailleurs étrangers au sein de leurs communautés. Par ailleurs, une majorité de répondants sont ouverts à la présence de réfugiés dans tous les pays à l'exception de la Tanzanie (45%), l'Afrique du Sud (45%) et Madagascar (29%).

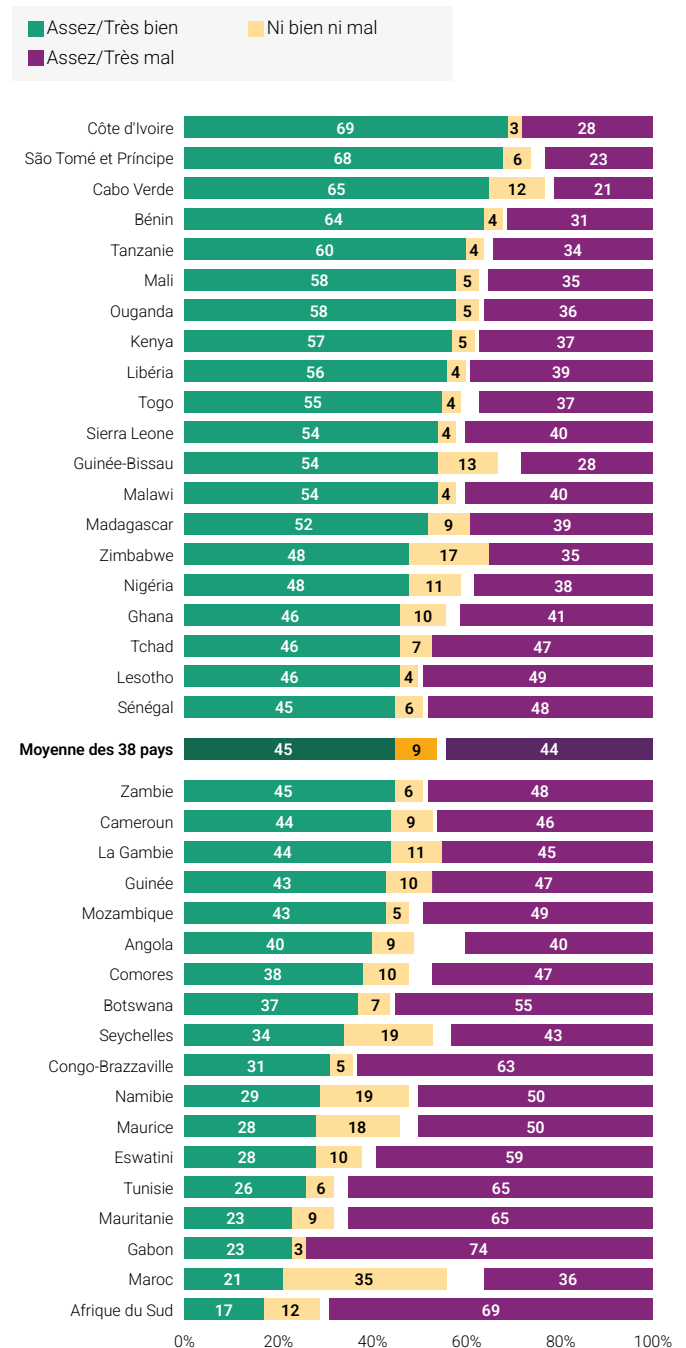
Un nombre encore plus important de personnes se disent ouvertes à l'idée de vivre avec des voisins d'origines ethniques différentes (87% apprécient cette situation ou n'y voient pas d'inconvénient), de religions différentes (84%) et d'appartenances politiques différentes (81%). De manière générale, ces résultats suggèrent que les personnes « différentes » – en termes de nationalité, de langue, de religion, d'origine ethnique, de statut économique ou d'opinions politiques – ne sont pas craintes ou rejetées par la plupart des Africains, et sont même bien accueillies par beaucoup.

...mais ils sont économiquement anxieux

En dépit de leur hospitalité naturelle envers autrui, d'autres indicateurs suggèrent que les Africains ne sont pas tout à fait disposés à ouvrir grand leurs portes aux migrants économiques ou aux réfugiés.

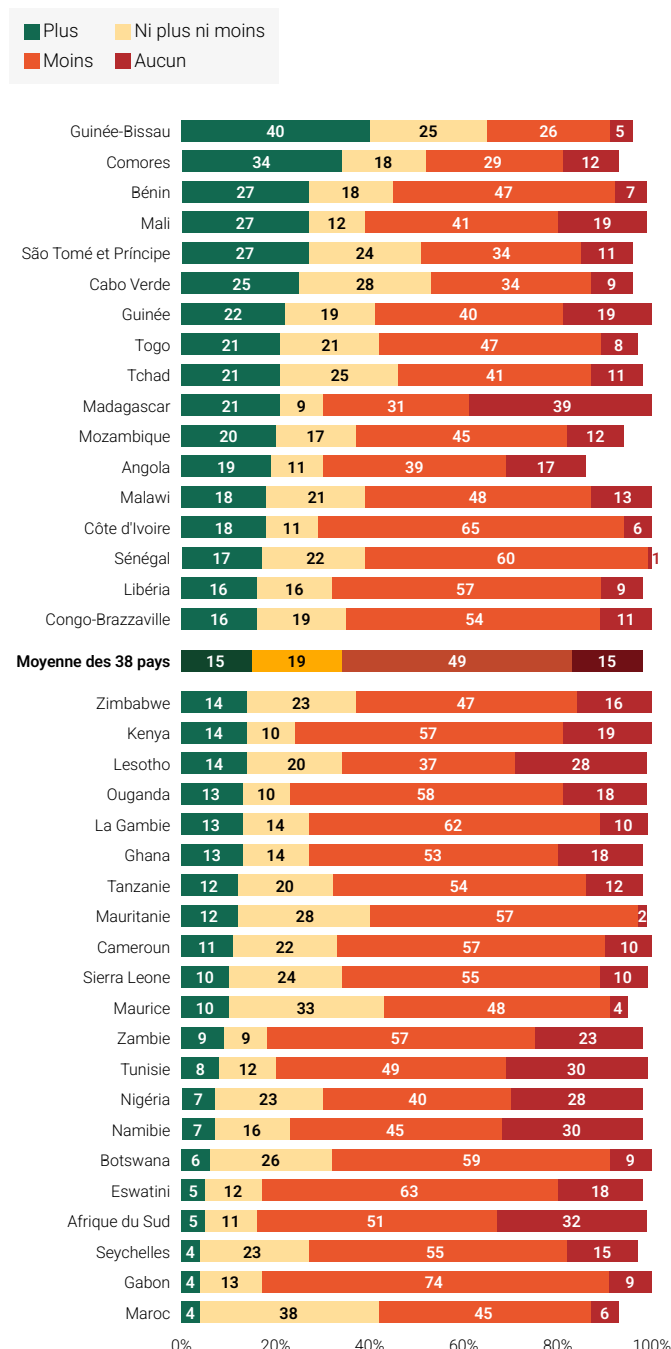
Tout d'abord, l'opinion est partagée de manière égale sur la question de savoir s'il est généralement bon (45%) ou mauvais (44%) pour l'économie de leur pays d'autoriser les étrangers à venir y vivre et y travailler (Figure 16). Les Gabonais (74% d'avis défavorables) et les Sud-Africains (69%) sont les plus enclins à rejeter l'idée que les travailleurs étrangers profitent à leur économie, tandis que plus des deux tiers des Ivoiriens (69% d'avis favorables) et des São Tomé et Príncipe (68%) sont d'un avis contraire.

Figure 16 : Impact économique des immigrants | 38 pays | 2024/2025



La situation se tend encore davantage lorsqu'on leur demande si leur pays devrait accueillir plus, le même nombre ou moins de demandeurs d'emploi et/ou de réfugiés. Une majorité relative de répondants (49%) souhaitent une réduction du nombre de demandeurs d'emploi entrant dans leur pays, et 15% souhaitent qu'aucun n'entre (Figure 17). Seuls 15% seraient favorables à une augmentation de ce nombre.

Figure 17 : Faut-il admettre plus ou moins de demandeurs d'emploi étrangers ? | 38 pays | 2024/2025



Les Bissau-Guinéens (40% se disent ouverts à plus) et les Comoriens (34%) sont bien plus accueillants que les autres. Les Malgaches sont les plus enclins à s'opposer à toute admission (39%), ce qui confirme des attitudes relativement isolationnistes les incitant à rester chez eux (Figure 9) et à tenir les autres à distance.

Les réfugiés sont encore moins bienvenus : 50% des répondants souhaitent en accueillir moins, et 20% fermeraient totalement leurs portes aux réfugiés, notamment une large majorité à Madagascar (71% « aucun ») et aux Seychelles (62%). Seuls un sur 10 répondants (11%) estiment que leur pays devrait être plus accueillant envers les personnes fuyant les conflits et les crises (non illustré).

Synthèse des attitudes régionales et nationales envers les étrangers

Le Tableau 1, qui synthétise les résultats de ces cinq indicateurs, nous permet de mieux comprendre comment les différents pays et régions réagissent à l'arrivée d'étrangers (travailleurs et réfugiés). Les pays sont regroupés par région, et les cellules sont colorées selon que le pays se situe dans le quartile le plus élevé (le plus accueillant) pour cet indicateur (vert foncé), dans le quartile le plus bas (vert très clair) ou dans l'un des deux quartiles intermédiaires.

Un rapide coup d'œil à ce tableau révèle plusieurs points. Tout d'abord, les nombreuses cellules plus foncées indiquent clairement que l'Afrique de l'Ouest est, de loin, la région la plus accueillante. Ceci suggère un équilibre intéressant, puisque nous avons également constaté (Figure 9) que les Africains de l'Ouest sont les plus susceptibles d'avoir envisagé d'émigrer. L'Afrique Centrale arrive en deuxième position (et se classe également deuxième en termes d'intérêt à l'émigration). Les trois autres régions présentent des situations plus contrastées.

Parmi les pays les plus accueillants d'Afrique de l'Ouest figurent le Bénin, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, la Sierra Leone et le Togo, tandis que le Ghana voisin est beaucoup moins ouvert. En Afrique Centrale, le Cameroun et le Tchad se distinguent par leur accueil chaleureux, tout comme le Zimbabwe en Afrique Australe.

Qu'est-ce qui motive l'ouverture à la libre circulation, à l'émigration et à l'immigration ?

Pour aborder la question de ce qui influence la façon dont les Africains perçoivent les mouvements de population, nous examinons le rôle des conditions économiques, de l'éducation, de la profession et de la consommation d'informations.

Libre circulation ou contrôle des frontières ?

Nous avons vu dans la section précédente que les facteurs économiques jouent un rôle important dans la formation des

attitudes envers le libre-échange. Le même raisonnement suggère que ces facteurs peuvent également être des déterminants importants des attitudes envers la libre circulation des personnes par-delà les frontières.

La Figure 18 illustre la relation entre le PIB national par habitant et le soutien à l'ouverture des frontières. Comme dans la section précédente sur le commerce, les pays les plus riches affichent généralement un soutien légèrement inférieur à la libre circulation

Tableau 1 : Accueillir les résidents étrangers ? (%) | 38 pays | 2024/2025

		Acceptent les travailleurs migrants comme voisins	Acceptent les réfugiés comme voisins	Impact économique des immigrants est assez/très bon	Admettent autant, voire plus, de travailleurs migrants	Admettent autant, voire plus, de réfugiés
Afrique Centrale	Cameroun	90	88	44	33	35
	Congo-Brazzaville	77	76	31	35	30
	Gabon	77	75	23	17	16
	Tchad	75	69	46	46	38
Afrique de l'Est	Comores	62	61	38	52	41
	Kenya	71	62	57	24	20
	Madagascar	64	29	52	30	10
	Maurice	50	55	28	42	31
	Ouganda	73	63	58	23	26
	Seychelles	85	72	34	27	6
	Tanzanie	71	45	60	32	19
Afrique du Nord	Maroc	78	56	21	42	35
	Mauritanie	53	59	23	40	31
	Tunisie	60	64	26	20	21
Afrique Australe	Afrique du Sud	50	45	17	16	14
	Angola	72	65	40	30	23
	Botswana	70	63	37	32	40
	Eswatini	81	71	28	17	18
	Lesotho	75	65	46	34	32
	Malawi	77	66	54	39	25
	Mozambique	71	64	43	37	26
	Namibie	80	76	29	23	21
	Zambie	71	56	45	18	21
	Zimbabwe	86	77	48	36	39
Afrique de l'Ouest	Bénin	89	88	64	45	48
	Cabo Verde	93	77	65	53	20
	Côte d'Ivoire	89	88	69	29	32
	La Gambie	85	79	44	27	36
	Ghana	77	65	46	27	16
	Guinée	86	79	43	41	37
	Guinée-Bissau	82	81	54	65	52
	Libéria	76	78	56	32	28
	Mali	84	80	58	39	33
	Nigéria	85	79	48	30	24
	São Tomé et Príncipe	89	63	68	51	20
	Sénégal	75	66	45	38	36
	Sierra Leone	92	79	54	34	28
	Togo	90	87	55	42	42
Moyenne des 38 pays		77	68	45	34	28
		Quartile supérieur	Second quartile	Troisième quartile	Quartile inférieur	

Le tableau indique le % de l'ensemble des répondants.

régionale des personnes pour le commerce et le travail, ce qui suggère que, dans les pays où la prospérité nationale est plus élevée, les populations peuvent se sentir moins attirées par les opportunités économiques offertes par la mobilité transfrontalière, ou davantage enclines à préserver leurs avantages acquis (Zimbalist, 2026).

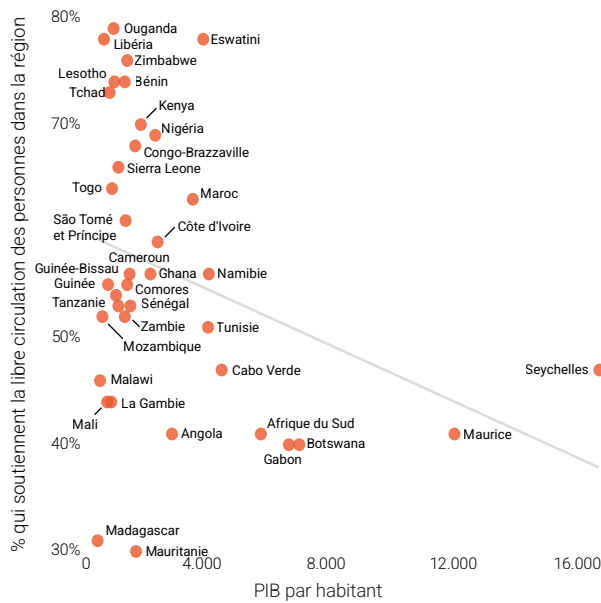
Toutefois, cette relation n'est pas uniforme selon le niveau de revenu. Aux niveaux de revenu les plus faibles, le soutien à la libre circulation varie considérablement – d'environ 30% à Madagascar et en Mauritanie à environ 80% en Ouganda, au Zimbabwe et en Eswatini – ce qui indique que d'autres facteurs que la richesse influencent les attitudes. Cette corrélation négative est plus marquée dans les pays à revenu élevé. Les destinations migratoires régionales établies, telles que l'Afrique du Sud et le Botswana, affichent un soutien relativement faible à la libre circulation. Les économies insulaires situées en haut de l'échelle des revenus (Maurice et les Seychelles) présentent également un soutien plus faible.

Partir ou rester ?

Concernant l'intérêt pour l'émigration, les chercheurs constatent que les facteurs qui incitent les Africains à vouloir s'installer à l'étranger varient considérablement selon le contexte, reflétant une combinaison de facteurs politiques, économiques, sécuritaires et sociaux (Hoffman & Zens, 2024). Une fois encore, nous nous attendons à ce que les conditions économiques jouent un rôle important. Par exemple, les chercheurs font la distinction entre l'aspiration à migrer et la capacité de le faire, reconnaissant que nombre de ceux qui souhaitent partir ne le peuvent pas (Carling, 2002). Parallèlement, les perceptions négatives des conditions économiques et politiques nationales figurent systématiquement parmi les principaux moteurs du désir de partir (Helbling, Meierrieks, & Schneider, 2023).

La Figure 19 illustre la relation entre le PIB national par habitant (axe horizontal) et la proportion de citoyens déclarant avoir

Figure 18 : La richesse nationale et le soutien à la libre circulation des personnes | 38 pays | 2024/2025



envisagé l'émigration « un peu », « quelque peu » ou « beaucoup » (axe vertical). A l'instar des attitudes envers la libre circulation, les citoyens des pays les plus riches sont légèrement moins enclins à avoir envisagé de partir. Cette tendance confirme également le constat précédent selon lequel les motivations économiques (la recherche d'emploi et la volonté d'échapper aux difficultés) sont le principal moteur du désir d'émigrer. Comme pour les attitudes envers la libre circulation, cette relation est inégale selon le niveau de revenu : La considération de l'émigration varie considérablement parmi les pays à faible revenu, tandis que le lien négatif avec la richesse est le plus marqué pour les pays les plus aisés.

La Figure 20 résume les relations entre un ensemble de variables économiques, structurelles et médiatiques et nos principaux indicateurs : le soutien à la libre circulation (Panneau 1) et l'intérêt pour l'émigration (Panneau 2).

Comme pour les attitudes envers le libre-échange, les citoyens qui perçoivent leurs conditions économiques et de vie comme mauvaises ont tendance à être un peu plus favorables à la libre circulation des personnes, mais les relations sont trop faibles pour tirer des conclusions fermes (c'est-à-dire qu'elles ne sont pas statistiquement significatives).

Concernant l'intérêt pour l'émigration, les indicateurs économiques sont cohérents quant à leur direction : Les indicateurs de richesse sont associés à un moindre intérêt pour l'émigration, même si, dans la plupart des cas, ces corrélations restent faibles. On constate toutefois que les pays où le niveau de satisfaction des citoyens quant à l'action gouvernementale en matière de création d'emplois et de gestion économique est plus faible tendent également à afficher un intérêt plus marqué pour l'émigration. Ce constat rejoint une observation antérieure, au niveau individuel (Figure 11), selon laquelle les citoyens confrontés à un niveau de précarité matérielle plus élevé sont plus susceptibles d'envisager sérieusement un déménagement. De même, ceux qui

Figure 19 : La richesse nationale et l'intérêt pour l'émigration | 38 pays | 2024/2025



consultent régulièrement les réseaux sociaux sont plus enclins à songer à quitter leur pays pour une vie meilleure à l'étranger.

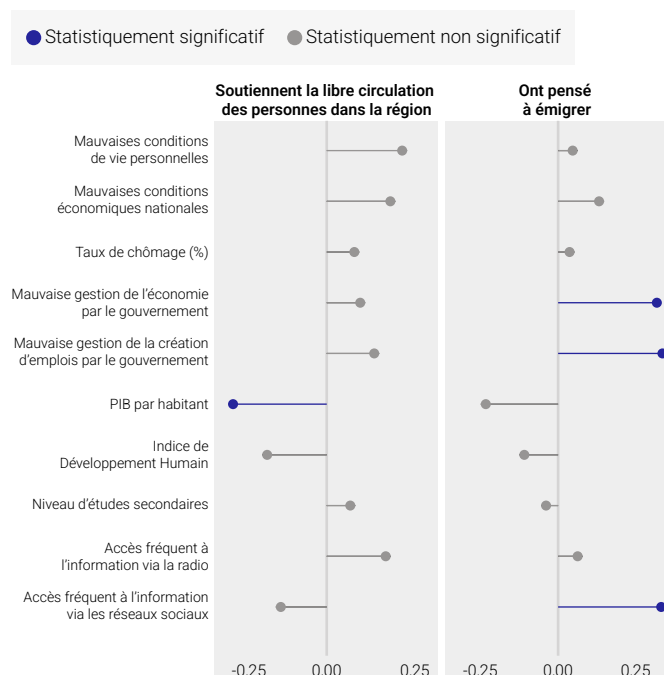
Quels sont les déterminants des opinions à l'égard des immigrants et des réfugiés ?

Des études suggèrent que les attitudes face à l'impact des étrangers sont influencées par divers facteurs économiques et sociaux. Parmi ces facteurs sociaux, l'éducation joue un rôle déterminant : De nombreuses recherches menées aux Etats-Unis et en Europe montrent qu'un niveau d'instruction plus élevé est associé à des valeurs plus inclusives et à une plus grande tolérance envers les différences culturelles (Dražanová, Gonnot, Heidland, & Krüger, 2024). De plus, les personnes plus instruites ont tendance à percevoir une moindre menace économique de la part des immigrants, notamment parce que leur propre position sur le marché du travail rend la concurrence directe moins menaçante (Cavaille & Marshall, 2018).

Cependant, ce constat ne se vérifie pas dans le contexte africain. La Figure 21 représente la part des répondants ayant un niveau d'études secondaires ou supérieur en abscisse. L'axe vertical représente la part des citoyens favorables au maintien ou à l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi admis dans le pays. Contrairement aux attentes mentionnées précédemment, nous constatons qu'en Afrique, un niveau d'études plus élevé est associé à un moindre soutien à l'admission des demandeurs d'emploi, et le même constat tient pour les réfugiés. Par exemple, aux Seychelles, pays affichant le taux d'études post-secondaires le plus élevé (76%), seulement 27% des répondants sont favorables à l'admission d'un nombre égal ou supérieur de demandeurs d'emploi, et 5% sont disposés à accueillir des réfugiés, soit le taux le plus bas de tous les pays.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène contre-intuitif. Les attitudes envers l'immigration peuvent être influencées par les préoccupations liées à la concurrence sur le marché du travail. On suppose généralement que les travailleurs peu qualifiés se

Figure 20 : Facteurs influençant les attitudes envers la libre circulation des personnes et l'intérêt pour l'émigration | 38 pays | 2024/2025



La figure présente les coefficients de corrélation de Pearson. Tous les indicateurs sont issus des données d'Afrobarometer à l'exception du PIB par habitant (Banque Mondiale, 2024) et de l'Indice de Développement Humain (Programme des Nations Unies pour le Développement, 2024).

Figure 21 : Niveau d'instruction et soutien à l'accueil des immigrants | 38 pays | 2024/2025

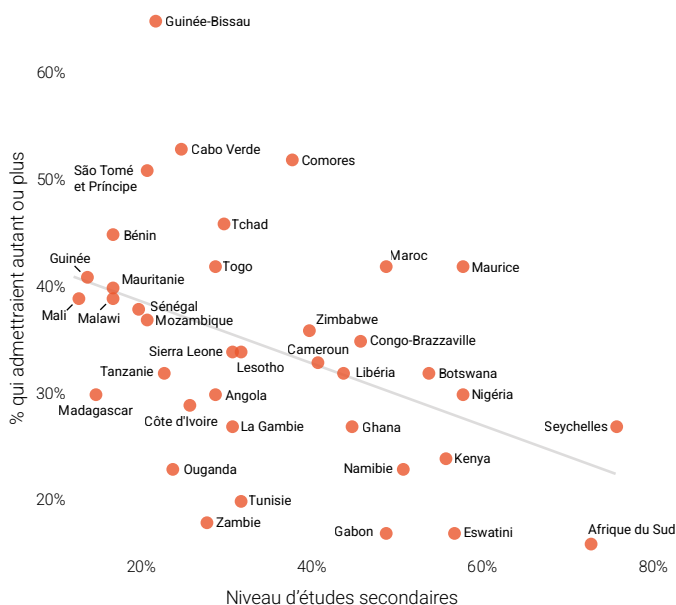


Figure 22 : Compétences professionnelles et impact économique perçu des immigrants | 38 pays | 2024/2025

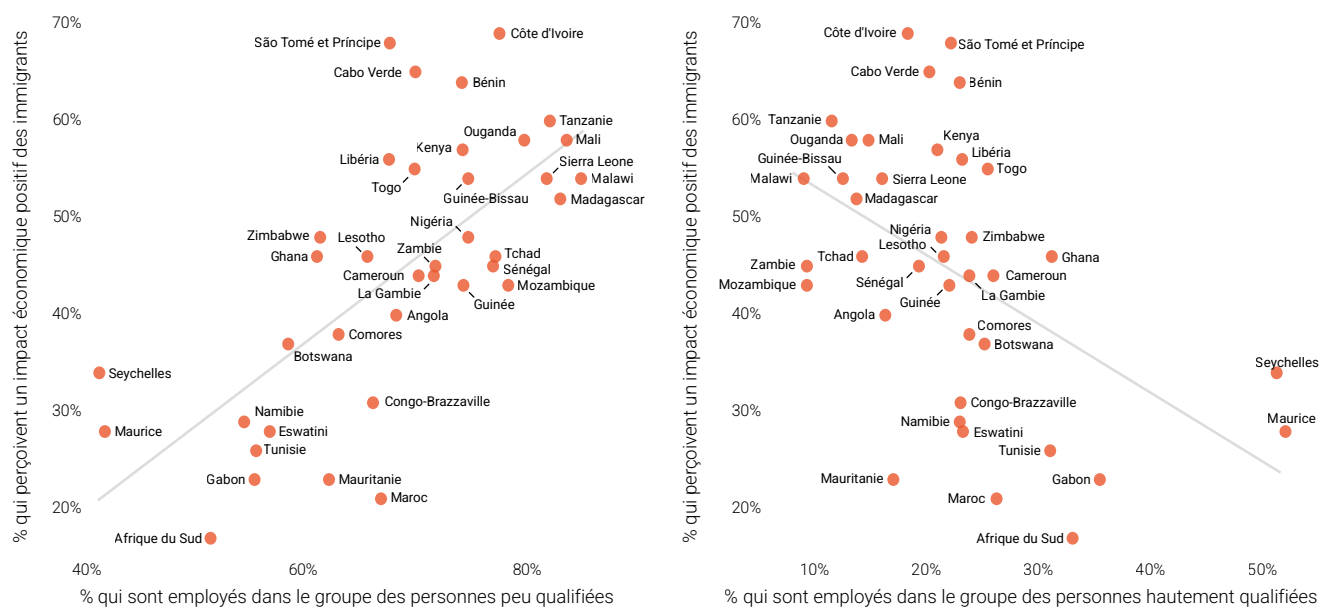
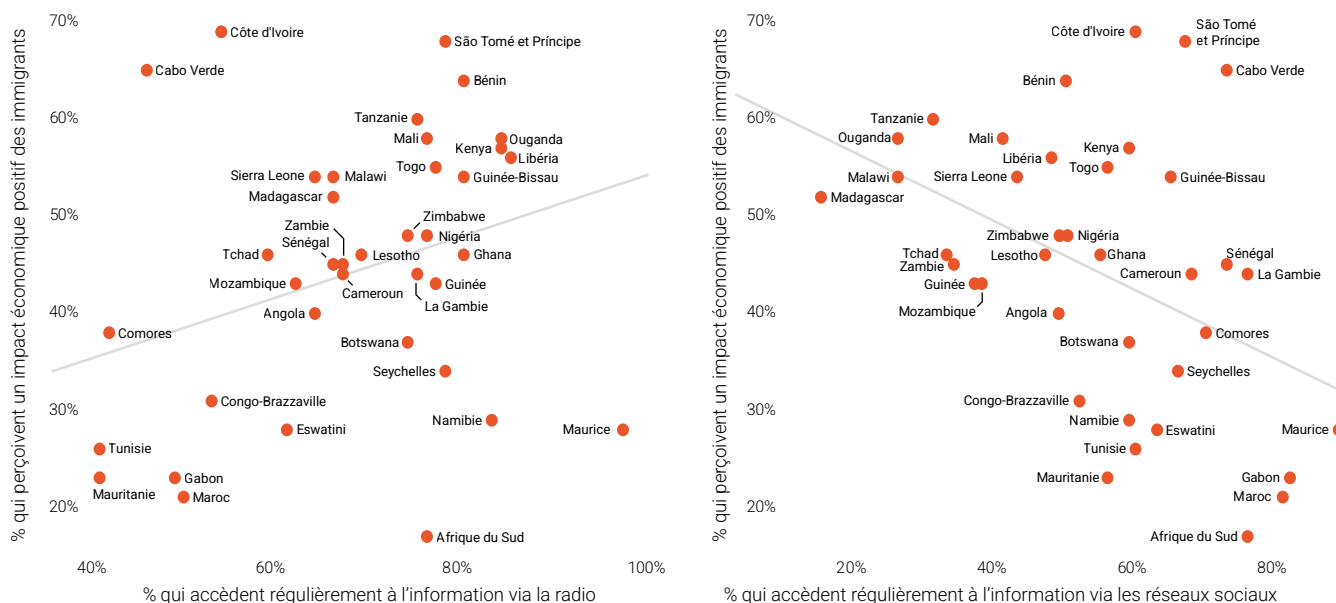


Figure 23 : Source d'information et impact économique perçu des immigrants | 38 pays | 2024/2025

sentiront davantage menacés et seront donc plus opposés à l'immigration (Scheve & Slaughter, 2001 ; Hainmueller & Hiscox, 2010). Cependant, dans un contexte de rareté des opportunités d'emploi – seul un tiers (33%) des répondants déclarent avoir un emploi salarié à temps plein ou à temps partiel – les personnes diplômées ou hautement qualifiées sont plus susceptibles de percevoir les migrants comme des concurrents directs.

La Figure 22 compare les perceptions positives de l'impact économique des immigrants parmi les travailleurs peu et hautement qualifiés, révélant une tendance frappante : Les travailleurs peu qualifiés sont plus susceptibles de faire état d'attitudes favorables que leurs homologues hautement qualifiés.

Les sources d'information des individus peuvent également influencer leurs attitudes envers les immigrants. La couverture médiatique peut présenter les immigrants sous un jour positif ou négatif, ce qui peut à son tour affecter l'opinion publique concernant les migrants et les politiques d'immigration (Kondor, Mihelj, Štětka, & Tóth, 2022). Les recherches suggèrent que le type de source d'information est important : Les sources publiques sont associées à des attitudes favorables, tandis que les médias commerciaux ou sociaux sont liés à des perceptions plus négatives des migrants (Matthijs, De Coninck, Debrael, d'Haenens, & De Cock, 2019 ; Štětka, Mihelj, & Tóth, 2021).

La Figure 23 compare le lien entre la consommation régulière d'informations à la radio et sur les réseaux sociaux et les attitudes envers les immigrants. Les résultats montrent que les personnes qui écoutent régulièrement (tous les jours, quelques fois par semaine ou quelques fois par mois) les informations à la radio ont tendance à avoir une perception plus positive de l'impact économique des immigrants, tandis qu'une consommation plus importante d'informations sur les réseaux sociaux produit l'effet inverse.

La Figure 24 résume les relations entre un ensemble de variables économiques, structurelles et médiatiques et trois indicateurs clés des attitudes envers les étrangers : les perceptions de l'impact

économique des immigrants (Panneau 1), le soutien à l'admission des demandeurs d'emploi (Panneau 2) et le soutien à l'admission des réfugiés (Panneau 3).

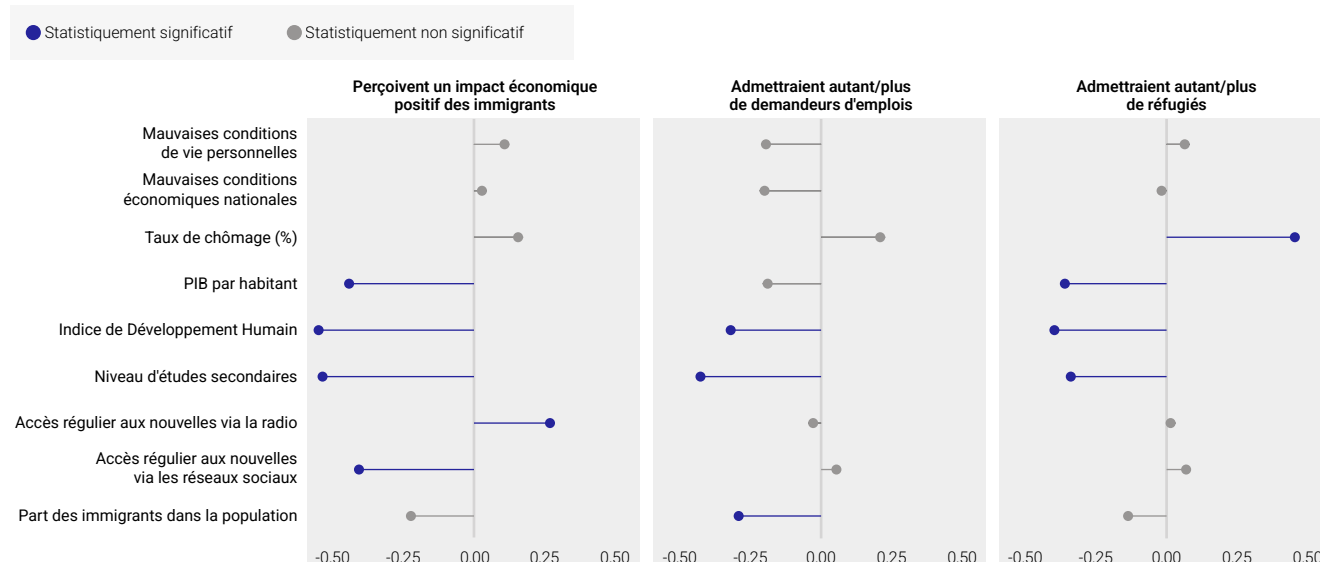
Les facteurs économiques dressent un tableau contrasté, mais globalement cohérent avec les résultats décrits précédemment, qui suggèrent que ce sont les personnes les plus instruites et qualifiées qui se sentent le plus menacées par la concurrence étrangère. D'une part, la perception des conditions économiques – mesurée par la perception des conditions de vie nationales et personnelles – ne présente aucune corrélation significative avec les résultats observés. D'autre part, le chômage est positivement et significativement corrélé au soutien à l'accueil des réfugiés (et positivement, bien que non significativement, corrélé aux deux autres indicateurs). De même, les indicateurs économiques positifs, tels que le PIB par habitant et l'Indice de Développement Humain (IDH), indiquent clairement et, dans la plupart des cas, de manière significative, la direction opposée. En résumé, tout comme nous avons vu précédemment que les sociétés où le niveau d'éducation et la main-d'œuvre sont plus élevés sont moins enclines à accueillir des étrangers, nous constatons que cela vaut également pour les pays les plus riches et les plus développés.

Conformément aux résultats présentés ci-dessus, nous constatons également que les associations avec la consommation de médias vont dans des directions différentes selon la source : Les informations radiophoniques sont associées à des opinions positives sur l'impact des immigrants, tandis que la consultation des médias sociaux est associée à des perceptions négatives.

Il est à noter que la part des immigrants dans la population est corrélée négativement à tous les indicateurs, bien qu'elle ne soit significative qu'en ce qui concerne l'ouverture à l'accueil des réfugiés.

Points clés à retenir

Les Africains sont généralement favorables au principe de la libre circulation des personnes, même si cette préférence est loin

Figure 24 : Facteurs influençant les attitudes envers les étrangers | 38 pays | 2024/2025

La figure présente les coefficients de corrélation de Pearson. Tous les indicateurs sont issus des données d'Afrobarometer à l'exception du PIB par habitant et la part des immigrants dans la population (Banque Mondiale, 2024) et de l'Indice de Développement Humain (Programme des Nations Unies pour le Développement, 2024).

d'être unanime. Dans les faits, la plupart indiquent que franchir les frontières est difficile. Néanmoins, un nombre important et croissant de personnes envisagent l'émigration. Et elles songent de plus en plus à quitter non seulement leur pays, mais aussi leur continent, même si les statistiques officielles montrent que la plupart de ceux qui finissent par émigrer restent en Afrique.

Mais l'ouverture à la libre circulation semble s'estomper lorsqu'il s'agit d'accueillir des travailleurs étrangers ou des réfugiés. La résistance n'est pas d'ordre culturel : De nombreux Africains se disent prêts à accueillir des étrangers et des réfugiés comme voisins, et beaucoup d'autres n'y verraient aucun inconvénient. En revanche, sur le plan économique, les hésitations sont bien plus marquées. L'opinion est partagée quant à l'impact des immigrants sur l'économie nationale. Et la majorité des Africains préféreraient que les frontières soient partiellement ou totalement fermées aux migrants économiques et aux réfugiés, plutôt que d'être davantage ouvertes.

Le soutien à la libre circulation peut parfois être motivé par des intérêts personnels. Par exemple, les personnes ayant sérieusement envisagé d'émigrer sont plus susceptibles de soutenir la libre circulation (61%) que celles n'ayant jamais envisagé l'émigration (55%). Cependant, concernant les immigrants, une contradiction apparente existe entre les convictions affichées et les aspirations réelles. Si l'on compare, dans chaque pays, le nombre de personnes se déclarant favorables à la libre circulation avec la proportion de celles qui estiment que les immigrants sont bénéfiques pour leur pays, on constate une faible corrélation entre les deux (r de Pearson=0,320*, significatif au seuil de 0,05 (test bilatéral)). Enfin, si l'on compare le soutien à la libre circulation avec la volonté d'accueillir davantage de demandeurs d'emploi, aucune corrélation n'est observée entre ces deux attitudes.

Au niveau national, les attitudes envers la libre circulation, l'émigration et l'immigration sont influencées par de nombreux facteurs, mais les corrélations les plus évidentes sont

d'ordre économique. La richesse nationale est associée à un moindre soutien à la libre circulation et à un intérêt réduit pour l'émigration. De même, l'insatisfaction à l'égard des performances économiques du gouvernement est associée à un intérêt accru pour l'émigration. Les facteurs non économiques ne présentent qu'un lien faible ou inconstant avec ces résultats.

Il en va de même pour les attitudes envers l'immigration : La réticence à accueillir des immigrants semble principalement motivée par des facteurs de réussite économique et sociale, notamment le niveau d'instruction, la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée, le PIB et l'IDH. Or, cette relation est exactement inverse à celle observée par les analystes dans d'autres pays : Ceux qui se sentent le plus menacés économiquement par les immigrants semblent être les plus instruits, les plus qualifiés et les plus aisés. Les pays affichant un PIB plus élevé et un meilleur IDH – qui attirent souvent ceux qui cherchent à améliorer leur vie en émigrant – sont généralement les moins optimistes quant à l'impact des immigrants et les plus réticents à en accueillir davantage.

Ces résultats permettent de mieux comprendre la lenteur des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Protocole Africain Relatif à la Libre Circulation des Personnes : L'ouverture des frontières peut sembler une bonne idée sur le papier, mais pour de nombreux Africains, elle reste trop risquée pour être mise en pratique.

Si les gouvernements africains souhaitent ouvrir leurs frontières au-delà du simple commerce pour y inclure la libre circulation des personnes, comme le prévoient les phases ultérieures de la ZLECAf, ils devront peut-être s'attaquer aux préoccupations économiques sous-jacentes de leurs citoyens avant que de telles politiques ne soient bien accueillies plutôt que contestées. Obtenir l'adhésion du public à une intégration plus poussée nécessitera de démontrer que la libre circulation peut apporter des avantages concrets – emplois, opportunités et prospérité partagée – plutôt qu'une concurrence accrue pour des ressources rares.

Puissances mondiales »

Comment les Africains perçoivent l'échiquier

De nombreux analystes parlent d'une « nouvelle course à l'Afrique » menée par les grandes puissances, notamment la Chine, les États-Unis d'Amérique, l'Union Européenne (UE) et la Russie, mais aussi des puissances émergentes comme l'Inde, la Turquie et plusieurs États du Golfe. Poursuivant des objectifs divers, allant de l'accès aux ressources naturelles à la réduction des flux migratoires, ces acteurs ont eu recours à l'aide au développement, aux investissements et aux prêts, à l'assistance sécuritaire, au soutien politique et même à des campagnes de désinformation pour affirmer leur pouvoir, souvent en cherchant à affaiblir ou à évincer leurs rivaux (Kepe et al., 2023 ; Bartha, 2025).

D'autres, cependant, jugent le terme de « course à l'Afrique » obsolète et trompeur ; il évoque une époque où l'action des Africains était bien plus limitée. Aujourd'hui, les pays africains peuvent chercher à tirer parti des opportunités offertes par la compétition – ou les relations d'influence – entre grandes puissances, en négociant plus agressivement et même en cherchant à jouer les acteurs concurrents les uns contre les autres afin de maximiser leurs propres avantages (Obadare, 2023 ; Malcolm, 2024). Bien sûr, en fonction de leur taille, de leurs richesses minières, de leur situation géographique et d'autres atouts, certains pays sont bien mieux armés que d'autres pour naviguer dans ces eaux troubles. Mais ces tendances remettent en question l'idée que la compétition entre grandes puissances en Afrique doive être perçue comme un jeu à somme nulle, que ce soit au niveau des pays individuels ou du continent (Kepe et al., 2023 ; Bartha, 2025), et les opinions des citoyens recueillies par les enquêtes Afrobarometer confirment une vision bien plus nuancée des relations de l'Afrique avec les puissances mondiales.

Au cours de la dernière décennie, les perspectives et les relations ont été façonnées par les puissances mondiales et les enjeux nationaux. L'extrémisme violent demeure une caractéristique marquante de certaines régions du continent – une menace qui ne cesse d'évoluer, avec l'émergence récente d'un nouveau théâtre de conflit au Mozambique (Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, 2026). La pandémie de COVID-19 a également laissé des traces indélébiles, perturbant les économies à tous les niveaux et, surtout,

influençant la perception qu'ont les Africains de la volonté des puissances extérieures de les aider en temps de crise et de les traiter d'égal à égal. La guerre menée par la Russie en Ukraine a également eu de profondes répercussions, menaçant l'approvisionnement alimentaire et engendrant ses propres conséquences économiques, tout en exacerbant la rivalité entre les États-Unis et la Russie pour le soutien diplomatique et les votes aux Nations Unies (ONU).

Un compte rendu exhaustif des efforts déployés par ces puissances mondiales pour établir, étendre ou protéger leurs sphères d'influence dépasse le cadre de ce rapport. Il convient toutefois de souligner brièvement certains des principaux changements survenus et la manière dont les acteurs majeurs ont poursuivi des ambitions similaires par des moyens radicalement différents.

L'influence de la Chine en Afrique a explosé ces 20 dernières années. En quête d'accès à des ressources essentielles, de débouchés pour ses produits manufacturés, d'un soutien politique à ses intérêts à Taïwan et ailleurs, et d'un rôle accru sur la scène internationale, la Chine a décuplé ses investissements directs sur le continent, pour atteindre U.S. \$3,4 milliards en 2024 (China Africa Research Initiative, 2026 ; Mingey, Smith, & Gormley, 2025). Elle est désormais le premier partenaire commercial bilatéral de l'Afrique ; ses échanges annuels ont atteint U.S. \$262 milliards en 2023, soit plus du triple des échanges commerciaux entre l'Afrique et les États-Unis (Sotubo & Cooper, 2025).

Les dirigeants africains ont souvent salué l'engagement croissant de la Chine, notamment pour l'absence de conditionnalités et le levier qu'il offre dans les négociations avec les puissances occidentales. Cependant, des inquiétudes persistent quant au déficit commercial grandissant, à l'endettement croissant et à une structure commerciale qui privilégie encore les matières premières africaines pour la production de biens manufacturés chinois (Adu Amoah, 2026 ; Fondation Mo Ibrahim, 2026).

L'engagement des États-Unis en Afrique au cours de la dernière décennie se caractérise par une implication fluctuante et une influence déclinante. Autrefois marqué par des programmes d'aide solides, d'importants efforts de promotion de la démocratie et des initiatives telles que l'approche « le commerce plutôt que l'aide » de l'AGOA (Africa Growth and Opportunity Act) (Chin & Bartos, 2024), cet engagement est devenu de plus en plus inégal. Depuis son entrée en fonction en janvier 2025, la seconde administration Trump a accéléré cette évolution, en réduisant l'aide au développement (Center for Strategic and International Studies, 2025), en imposant des politiques commerciales et tarifaires perturbatrices (Eligon, 2025), en restreignant considérablement la possibilité pour les

Africains de se rendre aux Etats-Unis (Schwikowski, 2025) et en s'orientant vers des accords transactionnels susceptibles d'exiger l'accès à des ressources ou à des données en échange de l'aide au développement (Khan, 2026). Les politiques de Trump pourraient remodeler en profondeur les rapports de force mondiaux (Brookings, 2026), notamment par le biais d'une guerre en Iran aux graves répercussions internationales. Nous notons toutefois que 29 des 38 enquêtes Afrobarometer Round 10 ont eu lieu avant que Trump ne prête serment pour un second mandat, de sorte que les effets de l'évolution du profil américain sur les perceptions des Africains ne seront pas encore pleinement visibles dans les résultats présentés dans ce rapport.

La Russie, quant à elle, s'est efforcée de rétablir sa présence sur le continent après s'en être largement retirée suite à la chute de l'Union Soviétique. Cependant, ses ressources financières étant limitées par la guerre en Ukraine, Moscou a privilégié des leviers moins coûteux tels que la coopération en matière de sécurité, les ventes d'armes, l'engagement diplomatique, le soutien aux régimes en place et les campagnes de désinformation. La Russie s'est montrée particulièrement active dans les pays en proie à des conflits ou à l'instabilité, notamment plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest ayant connu des coups d'Etat (Council on Foreign Relations, 2023 ; Lindén, 2023 ; Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique, 2024).

Comment ces forces concurrentes et ces bouleversements majeurs dans la dynamique des pouvoirs mondiaux influencent-ils la perception et les allégeances des Africains ? Afrobarometer a interrogé des répondants sur leur point de vue concernant plusieurs puissances étrangères et constate que, parmi les 38 pays sondés lors du Round 10 (2024/2025), la Chine arrive largement en tête. Par ailleurs, l'analyse de l'évolution de la perception de ces puissances mondiales depuis le Round 8 (2019/2021) révèle que si la Chine a globalement conservé son influence, les Etats-Unis ont perdu du terrain sur le continent. La Russie, quant à elle, peine à redorer son image.

Mais l'autre message clair est que les Africains n'adhèrent pas à l'idée qu'ils doivent choisir un camp : Les attitudes envers les différentes puissances sont fortement et positivement liées, ce qui suggère que les gens sont à l'aise avec une stratégie plus non alignée, ou multi-alignée.

La Chine mène la course, les Etats-Unis perdent du terrain, la Russie stagne

Lorsqu'on leur demande d'évaluer l'influence économique et politique des principaux acteurs et organisations internationaux sur leur pays, les répondants accordent le soutien le plus net à la Chine. A travers 38 pays, 62% des répondants jugent l'influence chinoise « quelque peu positive » ou « très positive », contre seulement 17% qui la perçoivent négativement ; les 21% restants disent « ni positive ni négative » ou ne savent pas (Figure 25). Environ la moitié des répondants ont une opinion positive des Etats-Unis (52%) et de l'UE (50%), ce qui représente plus du double du nombre d'opinions négatives (20% et 17%, respectivement). Les anciennes puissances coloniales (41% d'opinions positives), l'Inde (39%) et la Russie (36%) complètent le tableau.

Figure 25 : Influence économique et politique des grandes puissances | 38 pays* | 2024/2025

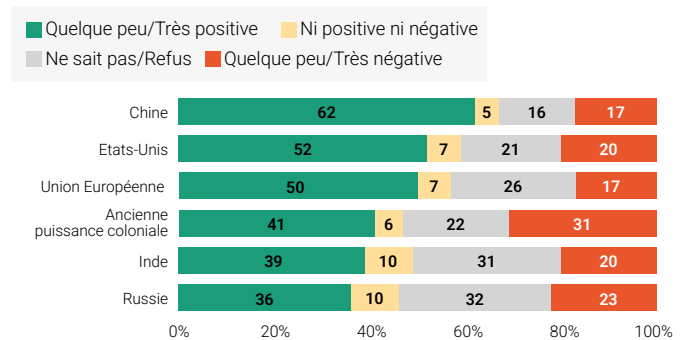
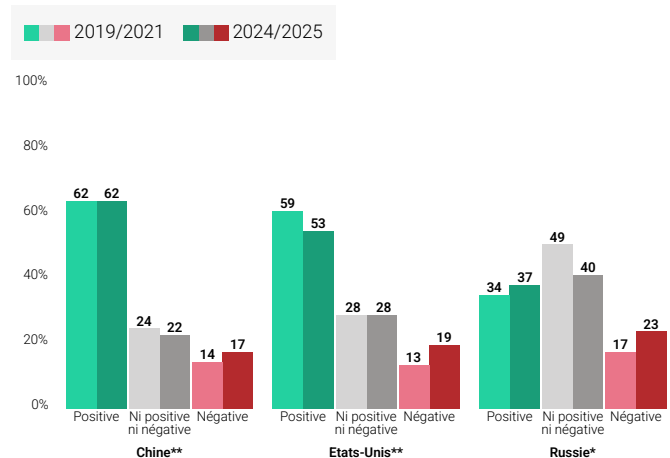


Figure 26 : Perception de la Chine, des Etats-Unis et de la Russie, 2019/2021 vs. 2024/2025 | 24* ou 30 pays**



Il convient de noter que tous les Africains ne sont pas suffisamment informés sur ces acteurs pour se forger une opinion. Les réponses neutres ou « ne sait pas » représentent au moins un cinquième des réponses dans tous les cas, et plus des deux cinquièmes pour l'Inde et la Russie. Les actions et l'influence de ces nouveaux acteurs ne sont pas encore largement ancrées dans la conscience collective, et les opinions sont encore en train de se former.

Afrobarometer a enregistré de légères variations dans ces notes moyennes au cours des dernières enquêtes, car les répondants en apprennent davantage et se forment une opinion sur de nouveaux acteurs, ou modifient leur opinion en réaction à des initiatives nationales ou à des événements mondiaux.

Les attitudes envers la Russie offrent un exemple révélateur. Lors de la première enquête Afrobarometer sur l'influence de la Russie (Round 8, 2019/2021), l'incertitude persistait : A travers 24 pays, 49% des répondants se sont déclarés neutres ou ne savaient pas. En 2024/2025, à travers ces mêmes 24 pays, ce chiffre était tombé à 40%, signe que l'influence croissante de la Russie sur le continent s'inscrit dans la conscience collective. Cependant, ces nouvelles opinions sont défavorables à Moscou : Les opinions négatives ont progressé de 6 points (de 17% à 23%), tandis que les opinions positives n'ont gagné que 3 points (de 34% à 37%) (Ghambi, Torsu, & Logan, 2026) (Figure 26).

En revanche, les évaluations concernant les Etats-Unis et la Chine sont relativement stables : Les réponses « ni positive ni négative »

et « ne sait pas » n'ont que très peu varié sur la même période. Cela ne signifie toutefois pas que l'opinion des Africains soit figée. En réalité, les Etats-Unis ont perdu du terrain. A travers les 30 pays initialement étudiés en 2019/2021, six répondants sur 10 (59%) considéraient le pays comme une influence positive. Ce pourcentage a chuté à 49% lors du Round 9 (2021/2023), période durant laquelle les réponses « ni positive ni négative » ou « ne sait pas » ont fortement augmenté, avant de remonter partiellement à 53% en 2024/2025. Cette baisse nette de 6 points de pourcentage des évaluations positives s'accompagne d'une hausse de 6 points des évaluations négatives, qui passent de 13% à 19%.

La Chine s'en est un peu mieux sortie. Les avis positifs à travers 30 pays, qui s'établissaient à 62% au Round 8, ont chuté à 51% au Round 9 (alors que les réponses neutres ont grimpé à 29%), avant de remonter à 62% au Round 10. Les avis négatifs ont légèrement augmenté, passant de 14% à 17%.

Les anciennes puissances coloniales ont subi une baisse significative de leur cote de popularité sur la même période (non illustré), passant de 47% à 40% à travers 29 pays, alors que plusieurs coups d'Etat en Afrique de l'Ouest ont été accompagnés d'une condamnation populaire généralisée des anciennes puissances coloniales, en particulier de la France (Ekanem, 2024).

La course à l'influence et à l'accès

Alors que les principaux acteurs se disputent les positions et les partenariats, les moyennes peuvent masquer une grande variabilité au niveau national.

Par exemple, bien que la Chine reçoive les réponses les plus positives dans 27 pays et la deuxième plus dans sept autres, elle est nettement moins populaire à Madagascar (44%), au Zimbabwe (35%) et au Ghana (33%) (Tableau 2).

Les Etats-Unis sont les mieux perçus dans cinq pays : le Ghana, le Libéria, le Malawi, la Sierra Leone et le Zimbabwe. L'UE arrive en tête en Gambie, à Madagascar, au Maroc et, à égalité avec les Etats-Unis, en Sierra Leone. Maurice et les Seychelles, deux Etats insulaires de l'Océan Indien, attribuent leurs meilleures notes à l'Inde, tandis que le Mali réserve l'appréciation la plus élogieuse (88% d'opinions positives) à la Russie.

Si les puissances mondiales sont souvent perçues comme se disputant les allégeances, les Africains ne le voient pas forcément ainsi. Certains pays enregistrent des clivages marqués entre les puissances étrangères les plus et les moins populaires. Aux Comores, par exemple, l'influence de la Chine est jugée positive par 72% des répondants, contre seulement 20% pour les Etats-Unis. Au Mali, la perception de la Chine (80%) et de la Russie (88%) contraste fortement avec celle des Etats-Unis (40%) et de l'UE (30%).

Mais dans de nombreux autres pays, les puissances rivales reçoivent toutes des évaluations assez similaires, souvent très positives. Au Cabo Verde, par exemple, 87% des répondants perçoivent l'influence de la Chine comme positive, suivie de près par les Etats-Unis (84%), le Portugal (ancienne puissance coloniale, 84%) et l'UE (74%). On observe des tendances similaires dans des pays aussi divers que la Côte d'Ivoire, le Libéria, São Tomé et Príncipe et la Sierra Leone.

En réalité, à une exception près, les attitudes des individus envers ces pays sont positivement et souvent fortement corrélées (Tableau 3). Autrement dit, une personne ayant une opinion plus favorable sur la Chine a également tendance à avoir une opinion plus favorable sur les Etats-Unis, et il en va de même pour toutes ces grandes puissances. La plupart des corrélations sont substantielles, à l'exception de celles concernant l'ancienne puissance coloniale, où elles sont généralement plus faibles. Dans le cas de la Russie, la corrélation est légèrement inverse, ce qui reflète probablement la concurrence relativement directe entre la Russie et la France dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest touchés par des coups d'Etat.

Mais le principal constat qui se dégage de cette étude est que, de manière générale, les Africains ne semblent pas penser devoir privilégier certains partenaires dans la recherche de partenariats et d'allégeances. Ils perçoivent plutôt, dans un monde plus multipolaire, la possibilité de tirer profit simultanément de multiples partenariats et allégeances internationales (y compris le droit à la neutralité – voir l'encadré sur la guerre russo-ukrainienne à la Page 32).

Des favoris qui changent ?

En analysant les données au-delà des moyennes, on constate l'évolution des attitudes au niveau national. Prenons l'exemple de la Chine. Comme indiqué précédemment, entre le Round 8 et le Round 10, la perception globalement positive est restée stable. Cependant, cette moyenne stable masque une évolution remarquable des attitudes dans de nombreux pays.

D'une part, à travers les 30 pays suivis lors des deux rounds d'enquête, on observe une hausse des opinions positives de 10 points de pourcentage ou plus dans cinq pays, et une baisse de 10 points ou plus dans sept autres (Figure 27). Les plus fortes progressions ont été enregistrées en Sierra Leone (+36 points, de 43% à 79%) et en Afrique du Sud (+28 points, de 40% à 68%). Ces changements reflètent parfois une évolution des opinions, la perception des individus passant du négatif au positif. Par exemple, en Tunisie, la perception positive a progressé de 13 points tandis que la perception négative a reculé de 18 points. Dans d'autres cas, elles témoignent d'une formation de l'opinion : La forte progression observée en Sierra Leone s'accompagne d'une baisse de 40 points des réponses neutres ou « ne sait pas » (non illustré).

A l'autre extrémité du spectre, on observe des baisses à deux chiffres des opinions positives dans sept pays, notamment au Botswana (-22 points) et au Maroc (-20 points). Au Zimbabwe et au Ghana, les opinions négatives ont augmenté de 22 points de pourcentage.

Les changements au niveau national ont été encore plus marqués en ce qui concerne la perception des Etats-Unis. Le recul moyen de 6 points des opinions positives sur l'influence américaine entre 2019 et 2025 s'explique par des baisses à deux chiffres dans 12 pays, notamment au Maroc (-26 points), au Mali (-22 points) et au Bénin (-21 points) (Figure 28). Ces baisses d'opinions positives n'ont été compensées que par une amélioration à deux chiffres dans un seul pays, la Sierra Leone, où les opinions positives ont bondi de 36 points (passant de 46% à 82%).

A l'inverse, l'opinion négative sur l'influence américaine a progressé de plus de 10 points dans 10 pays, notamment au Mali (+20

points), en Afrique du Sud (+16 points) et au Zimbabwe (+14 points). Elle n'a diminué de plus de 3 points dans aucun pays.

L'opinion sur la Russie a également connu des fluctuations importantes. Huit pays enregistrent une hausse à deux chiffres de leur perception positive, notamment le Mali (+32 points) et la Sierra Leone (+21 points) (non illustré ; voir Ghambi, Torsu, & Logan, 2026, Figure 6). En revanche, la perception positive a fortement diminué en Guinée (-14 points), en Tanzanie (-11 points) et en Eswatini (-10 points), tandis que la perception négative a augmenté de 10 points ou plus dans six pays, avec une hausse spectaculaire de 27 points à Maurice.

Nous constatons une fois de plus que, pour de nombreux Africains, les attitudes ne sont pas nécessairement dictées par la nécessité de désigner des gagnants et des perdants ; l'allégeance ou l'alignement ne sont pas perçus comme une alternative exclusive. Cela est évident lorsqu'on compare l'évolution des attitudes envers la Chine et les Etats-Unis. On observe parfois qu'une perception positive de l'un s'accompagne d'une baisse du soutien à l'autre ; la Tunisie, où l'attitude envers la Chine a progressé de 13 points tandis que celle envers les Etats-Unis a reculé de 12 points, en est un exemple frappant. Mais cette tendance est plutôt l'exception que la règle : Le plus souvent, les changements d'attitude substantiels envers les deux pays vont dans le même sens, même s'ils diffèrent (Figure 29). Par exemple, en Sierra Leone, la Chine et les Etats-Unis ont tous deux enregistré des hausses importantes de leur perception positive, tandis qu'en Zambie, en Guinée, en Tanzanie, au Bénin, au Maroc et au Botswana, les deux pays ont subi des baisses à deux chiffres. En fait, les changements d'attitudes positives envers les deux pays sont fortement corrélés (r de Pearson=0,751**, significatif au niveau 0,01 (bilatéral)).

Tableau 2 : Perceptions positives et classements des grandes puissances (%)
| 38 pays* | 2024/2025

	Chine	Etats-Unis	Union Européenne	Ancienne puissance coloniale	Inde	Russie
Afrique du Sud	68	46	50	37	41	40
Angola	48	47	40	45	27	39
Bénin	69	58	47	48	36	40
Botswana	37	35	31	24	21	13
Cabo Verde	87	84	74	84	26	27
Cameroun	72	55	47	36	41	60
Comores	72	20	39	34	33	24
Congo-Brazzaville	66	40	42	37	24	49
Côte d'Ivoire	81	69	67	57	66	55
Eswatini	75	42	47	34	38	14
Gabon	61	47	37	20	35	43
La Gambie	49	49	62	43	34	37
Ghana	33	51	45	43	29	26
Guinée	67	60	55	51	36	49
Guinée-Bissau	60	42	56	58	46	55
Kenya	64	60	47	44	48	25
Lesotho	71	62	45	26	35	14
Libéria	79	86	78	---	58	39
Madagascar	44	55	59	47	42	31
Malawi	44	45	40	36	35	23
Mali	80	40	30	9	49	88
Maroc	60	59	69	32	28	34
Maurice	68	40	56	49	76	23
Mauritanie	63	61	62	57	27	38
Mozambique	66	59	56	51	49	40
Namibie	58	56	56	48	37	42
Nigéria	62	57	49	45	42	31
Ouganda	56	46	44	41	43	28
São Tomé et Príncipe	80	57	69	79	44	32
Sénégal	57	51	47	35	38	37
Seychelles	53	35	45	39	55	23
Sierra Leone	79	82	82	70	53	41
Tanzanie	61	47	45	37	43	25
Tchad	59	56	49	20	33	49
Togo	67	60	46	34	41	49
Tunisie	43	11	23	12	14	30
Zambie	51	45	33	26	30	15
Zimbabwe	35	46	37	34	32	28
Moyenne des 38 pays*	62	52	50	41	39	36

Plus élevé **Second plus élevé** **Troisième plus élevé**

Le tableau indique le % de répondants qualifiant l'influence de « plutôt » ou « très » positive. *37 pays pour l'ancienne puissance coloniale

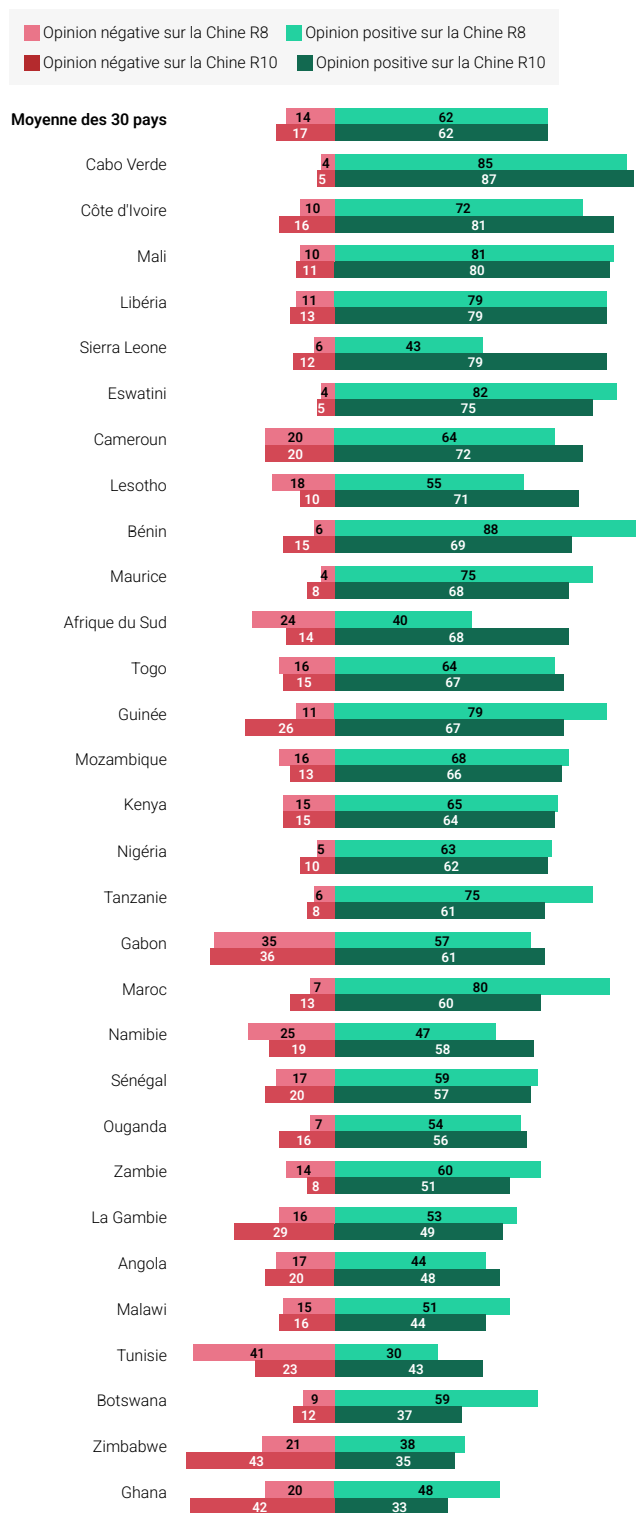
Tableau 3 : Corrélations entre les perceptions des grandes puissances | 38 pays* | 2024/2025

	Chine	Etats-Unis	Russie	Union Européenne	Ancienne puissance coloniale	Inde
Chine						
Etats-Unis	0,371**					
Russie	0,324**	0,320**				
Union Européenne	0,343**	0,489**	0,233**			
Ancienne puissance coloniale	0,045**	0,108**	-0,012*	0,092**		
Inde	0,405**	0,385**	0,456**	0,379**	0,040**	

*37 pays pour l'ancienne puissance coloniale. Le tableau présente les coefficients de corrélation de Pearson.

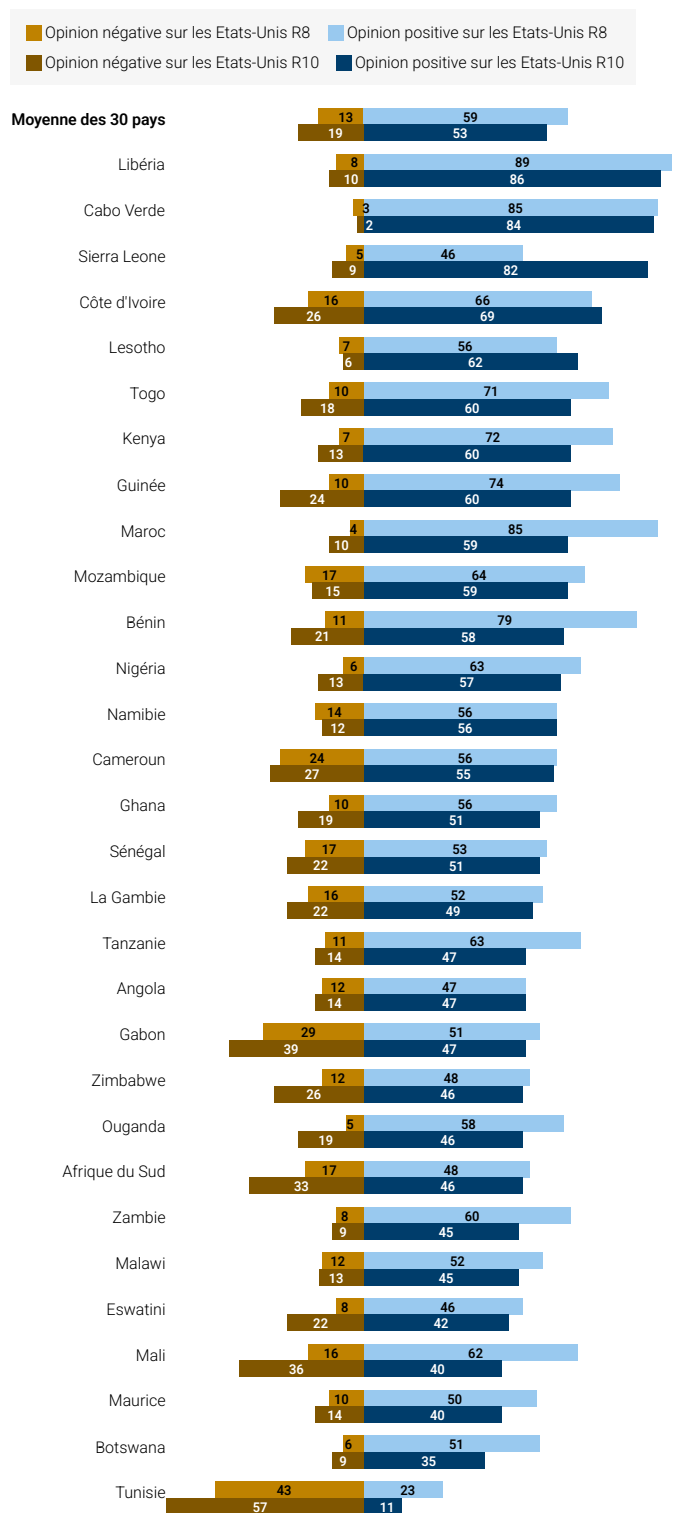
**La corrélation est significative au seuil de 0,01 (bilatéral). *La corrélation est significative au seuil de 0,05 (bilatéral). Chaque corrélation exclut les personnes ayant répondu « ne sait pas » ou ayant refusé de répondre concernant l'un ou l'autre pays. L'effectif (N) pour ces corrélations varie de 31.190 à 38.298.

Figure 27 : Perception de la Chine, 2019/2021 vs. 2024/2025 (%) | 30 pays



Néanmoins, bien que ces changements de perception soient généralement corrélés, il est clair que la Chine bénéficie d'une meilleure image auprès de l'opinion africaine que les Etats-Unis. Une analyse approfondie des facteurs à l'origine de ces changements dépasse le cadre de ce rapport, mais certains éléments de réponse peuvent être trouvés dans la perception des pays ayant apporté le plus de soutien durant la crise de la COVID-19. Si les deux pays ont fourni une aide substantielle à l'Afrique, ils l'ont ciblée différemment, ce qui a manifestement eu un impact différent sur les

Figure 28 : Perception des Etats-Unis, 2019/2021 vs. 2024/2025 (%) | 30 pays



populations africaines. Les efforts de la Chine se sont concentrés sur la fourniture d'équipements de protection individuelle et de matériel médical, ainsi que sur plus de 200 millions de doses de vaccin. Les Etats-Unis ont fourni plus de 600 millions de doses de vaccin, tout en investissant davantage dans la formation sanitaire, les infrastructures et le déploiement des vaccins. Les deux pays ont distribué leur aide de manière sélective et inégale sur le continent (Hudson, Venkataramani, Miao, & Odhiambo, 2025).

Interrogés sur le pays ou l'organisation ayant le plus contribué à « gérer les conséquences négatives de la COVID-19 », 29% citent la Chine, soit environ deux fois plus que les Etats-Unis (16%) et l'UE (12%) (Tableau 4). Environ un sur 10 répondants (9%) mentionnent l'Union Africaine ou les Centres Africains de Contrôle et de Prévention des Maladies (CDC Afrique). Cependant, plus d'un quart (26%) déclarent qu'aucun pays ni organisation n'a apporté de soutien significatif, ou sont incapables d'en citer un.

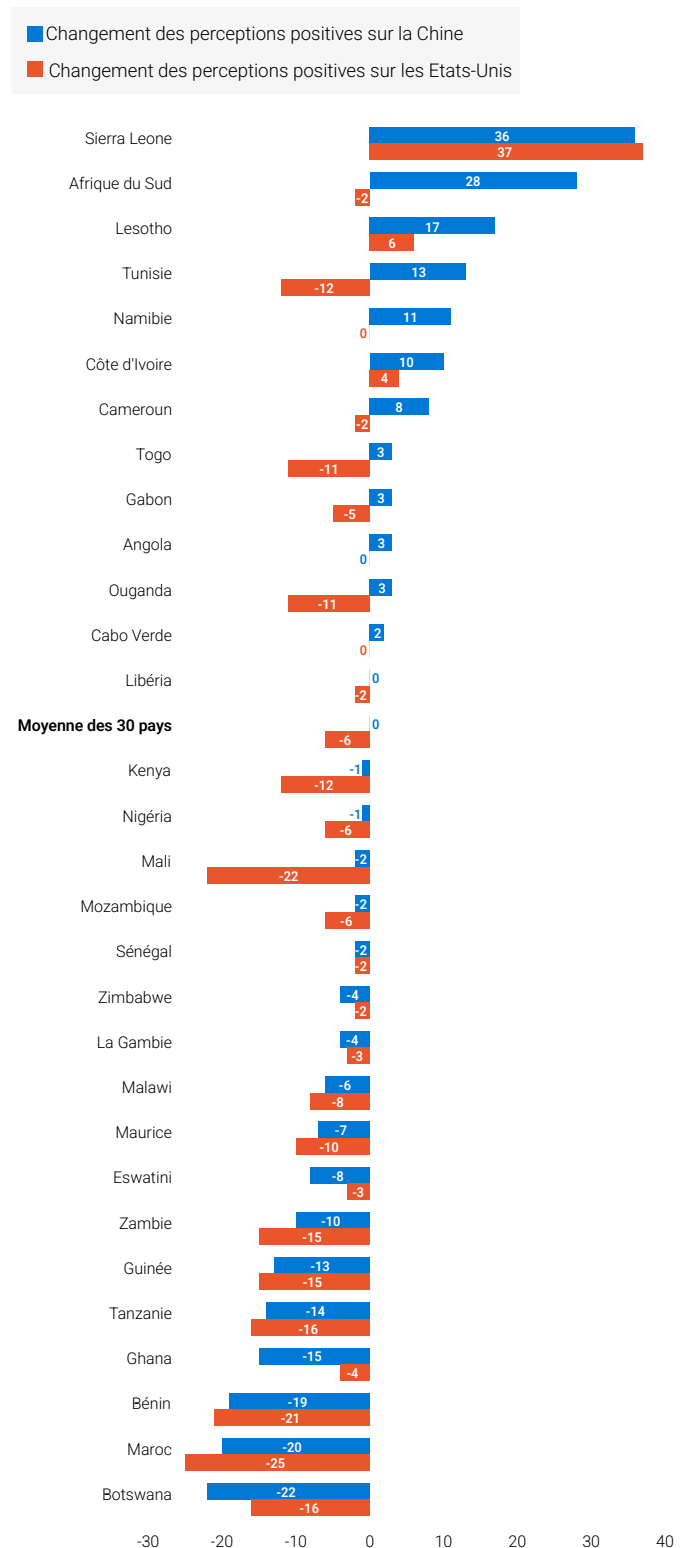
La moitié des pays sondés (19) citent la Chine comme principal fournisseur de soutien, contre seulement cinq qui mentionnent les Etats-Unis. A Maurice, la majorité des répondants identifie l'Inde (56%) comme principal soutien. En revanche, dans 13 pays, une majorité relative n'a identifié aucune source de soutien significative.

Points clés à retenir

Dans la course à l'allégeance des Africains, la Chine semble prendre l'ascendant, conservant une popularité stable, tandis que les Etats-Unis perdent du terrain et la Russie peine à en gagner. Cependant, les Africains ne semblent pas vouloir désigner de vainqueurs ou de vaincus parmi les grandes puissances et restent ouverts à tous les pays – ou à aucun – selon la volonté de chacun de les traiter équitablement, de soutenir leurs intérêts nationaux et de contribuer au bien-être de leur pays.

Les attitudes envers les puissances mondiales et les institutions multilatérales sont notoirement difficiles à expliquer de manière systématique – un constat établi dans les démocraties occidentales industrialisées (Holsti, 1992 ; Kertzer, 2023 ; Narang & Staniland, 2018) et confirmé dans le contexte africain par Mattes et Lewis (2023), qui ont conclu que les dynamiques politiques propres à chaque pays expliquent probablement une grande partie des variations observées. Nos propres recherches pour ce rapport – examinant des facteurs potentiels tels que l'accès aux médias, les indices économiques et d'autres indicateurs d'attitude – ont abouti à une conclusion similaire : Nous n'avons identifié, au mieux, que des corrélations modestes, et aucune tendance généralisable digne d'être rapportée.

Figure 29 : Evolution de la perception positive sur la Chine et les Etats-Unis (points de pourcentage) | 30 pays | 2019-2025



La figure montre les changements, en points de pourcentage, entre le Round 8 (2019/2021) et le Round 10 (2024/2025) dans la perception que l'influence de chaque pays est « quelque peu positive » ou « très positive ».

Tableau 4 : Qui a le plus aidé votre pays pendant la pandémie de COVID-19 ? (%) | 38 pays | 2024/2025

	Chine	Etats-Unis	Europe (UE ou ancienne puissance coloniale)	Union Africaine ou CDC Afrique	Inde	Russie	Aucun	Ne sait pas/Refus
Afrique du Sud	15	22	4	20	2	2	4	31
Angola	42	8	6	4	2	3	2	30
Bénin	34	14	23	9	0	2	3	14
Botswana	46	10	2	5	1	0	1	35
Cabo Verde	42	23	20	1	0	1	0	12
Cameroun	29	17	18	14	2	5	2	13
Comores	64	1	5	5	1	1	2	21
Congo-Brazzaville	52	7	11	3	0	11	1	14
Côte d'Ivoire	24	7	57	5	0	1	1	3
Eswatini	37	22	2	6	1	0	1	29
Gabon	63	4	15	12	0	0	0	6
La Gambie	22	8	20	14	0	0	2	31
Ghana	11	27	9	9	1	1	4	35
Guinée	22	16	19	5	0	2	9	24
Guinée-Bissau	21	8	21	8	0	5	5	30
Kenya	26	30	4	10	4	2	1	23
Lesotho	37	17	1	9	3	0	2	30
Libéria	11	49	6	27	0	2	1	3
Madagascar	19	11	25	21	3	1	3	16
Malawi	13	15	4	10	4	2	1	51
Mali	16	6	17	6	0	15	3	33
Maroc	23	31	20	5	0	1	9	11
Maurice	15	2	8	2	56	2	1	9
Mauritanie	39	25	9	13	0	1	2	9
Mozambique	30	22	6	10	3	2	2	22
Namibie	36	21	4	16	2	2	2	16
Nigéria	17	23	5	18	2	1	3	28
Ouganda	22	26	5	9	5	1	5	26
São Tomé et Príncipe	55	3	22	5	2	1	1	12
Sénégal	19	11	20	5	0	1	4	37
Seychelles	32	4	5	5	13	2	0	27
Sierra Leone	23	40	9	11	0	0	2	14
Tanzanie	11	19	4	9	2	1	8	44
Tchad	27	9	10	10	0	5	14	21
Togo	26	13	15	9	0	3	6	27
Tunisie	34	7	17	2	0	5	2	28
Zambie	19	24	1	7	2	1	1	42
Zimbabwe	43	8	7	9	4	3	2	21
Moyenne des 38 pays	29	16	12	9	3	2	3	23
Plus utile			Deuxième plus utile			Troisième plus utile		

Le tableau indique le % de répondants affirmant que le pays ou l'organisation a le plus aidé leur pays durant la pandémie de COVID-19.

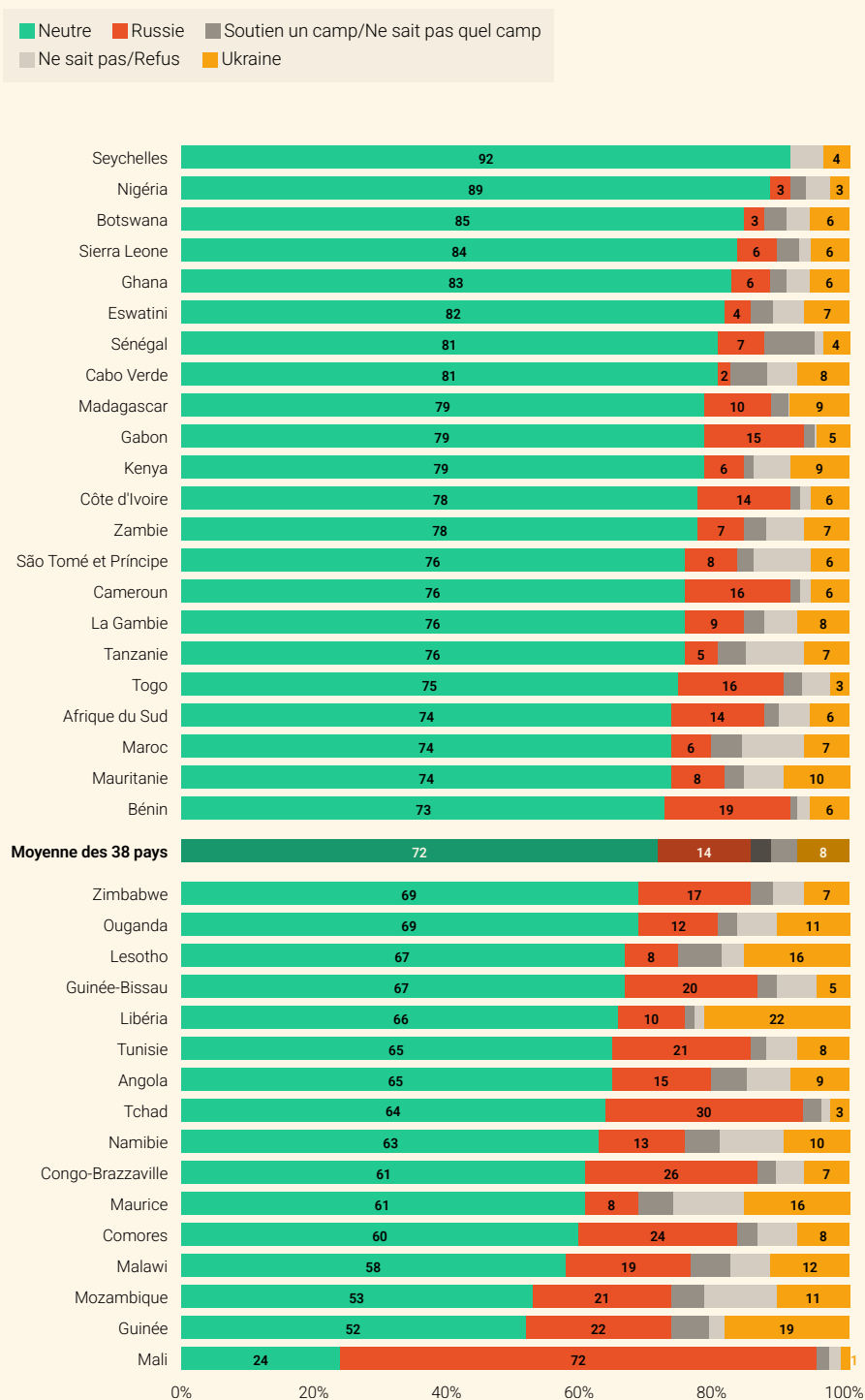
Ce n'est pas notre guerre : Le conflit Russie-Ukraine

Bien que la guerre russo-ukrainienne ait débuté en 2014 avec l'annexion de la Crimée par la Russie, l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en 2022 a exacerbé les tensions géopolitiques entre la Russie et l'Occident, avec des conséquences importantes pour de nombreux Etats africains. Les votes des Nations Unies sur ce conflit ont été précédés de fortes pressions et d'incitations contradictoires exercées par la Russie et les puissances occidentales (Fondation Mo Ibrahim, 2022). Par ailleurs, la dépendance de l'Afrique aux importations de blé russe et ukrainien a engendré une incertitude quant à la capacité du continent à maintenir un accès fiable aux produits de base essentiels au fur et à mesure que la crise se développait (Glauben et al., 2022). Ces éléments contribuent à expliquer le niveau de connaissance relativement élevé de la guerre : A travers 38 pays africains, 70% des répondants déclarent en avoir entendu parler, tandis que 29% n'en ont pas entendu parler (voir Ghambi, Torsu, & Logan, 2026).

Pour les répondants conscients de la guerre, nous leur avons demandé si leur pays devait rester neutre ou soutenir l'un ou l'autre camp. A l'exception du Mali, la réponse à cette question est remarquablement cohérente : 72% des répondants préfèrent la neutralité, une position majoritaire dans 37 des 38 pays (Figure 30). Dans la mesure où les pays africains se sont abstenus de prendre parti dans ce conflit, ils bénéficient généralement d'un large soutien de leurs citoyens pour cette position.

Seuls 22% préfèrent prendre parti, et ils manifestent une légère préférence pour la Russie (14%) par rapport à l'Ukraine (8%). Les Maliens se distinguent par leur soutien massif à la Russie (72%). Le soutien à l'Ukraine est nettement plus fort que celui à la Russie dans seulement cinq pays, notamment le Libéria (22%), Maurice (16%) et le Lesotho (16%).

Figure 30 : Quel camp soutenir dans la guerre russo-ukrainienne ? | répondants qui sont au courant de la guerre | 38 pays | 2024/2025



M'entendez-vous ? »

La voix des citoyens aux niveaux régional, continental et mondial

Les efforts de collaboration continentale en Afrique ont débuté en 1963, lorsque 32 chefs d'Etat africains indépendants ont fondé l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), avec pour principal objectif de promouvoir une vision panafricaine d'unité et de solidarité. En 2002, l'OUA a été remplacée par l'Union Africaine (UA), marquant un changement d'orientation : La lutte pour la décolonisation et la fin de l'apartheid cède la place au développement économique et politique par le biais d'une coopération et d'une intégration accrues. L'Agenda 2063 de l'UA, lancé en 2015, définit une vision axée sur le développement durable et l'éradication de la pauvreté ; une intégration politique renforcée ; la promotion de la démocratie, de la paix, de la justice et des droits humains ; et l'indépendance politique du continent vis-à-vis des puissances étrangères (Union Africaine, 2026c, d).

L'efficacité de l'UA a été à la fois vantée et contestée. L'organisation a obtenu un certain succès dans l'établissement de protocoles et de normes continentaux relatifs à la démocratie, aux droits de l'homme, à la paix et à la sécurité, et a joué un rôle majeur dans le maintien de la paix sur le continent. L'Agenda 2063 est reconnu comme un cadre précieux pour orienter le développement du continent et a été intégré aux plans nationaux de développement de nombreux pays. Par ailleurs, comme évoqué précédemment dans la section consacrée au commerce (Page 6), le lancement de la

Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf) a été salué comme une avancée potentiellement décisive pour l'intégration et le développement économiques (Gottschalk, 2023 ; Allen, 2023).

L'UA s'est toutefois heurtée à d'énormes difficultés dans la mise en œuvre de sa vision, souvent dues à un manque de ressources, à la faiblesse de ses mécanismes d'application et parfois à la réticence des Etats membres à lui déléguer un pouvoir réel. Face aux nombreux coups d'Etat en Afrique de l'Ouest, l'UA a appliqué avec rigueur les sanctions prévues par la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Bonne Gouvernance, mais elle s'est avérée incapable d'empêcher ou d'annuler ces changements de gouvernement anticonstitutionnels. De même, elle n'a pas su réagir efficacement au recul démocratique observé dans de nombreux pays ni aux crises ouvertes telles que la guerre civile au Soudan (Fosu, 2025 ; Staeger & Fagbayibo, 2024 ; Allen, 2023).

Plus étroitement ciblées, les communautés économiques régionales (CER) africaines mettent l'accent sur l'intégration économique au sein de leurs régions, même si certaines jouent également un rôle dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la démocratie. La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), notamment, a maintenu une position ferme contre les coups d'Etat militaires qui ont secoué la région, conduisant plusieurs pays à quitter l'organisation. Les CER sont également reconnues pour avoir fait progresser l'intégration régionale et jeté les bases de la ZLECAf (Gómez & Miyares, 2024). Des analystes ont toutefois fait valoir que les CER ont été freinées par les mêmes insuffisances de ressources, de mécanismes de mise en œuvre et d'application, et de volonté politique qui ont entravé l'UA. Les critiques suggèrent également que les CER ont tendance à privilégier les intérêts de leurs Etats membres les plus grands et les plus puissants au détriment de ceux des Etats plus petits et moins développés (Koder, 2024).

Malgré les difficultés, les Africains affichent un attachement relativement fort à l'UA et à leur CER.² La majorité d'entre eux ont une opinion positive de ces institutions et estiment qu'elles représentent

2 Lorsqu'Afrobarometer a interrogé les répondants sur les organisations régionales, nous avons indiqué le nom d'une CER représentant le pays sondé. Il existe huit CER, mais certains pays sont membres de plusieurs. En concertation avec notre Partenaire National dans chaque pays, nous avons réduit la liste à cinq CER représentant tous les pays sondés lors du Round 10. Nous n'avons posé aucune question sur le COMESA, le CEN-SAD ou l'IGAD. Les CER que nous avons étudiées pour chaque pays sont :

Union du Maghreb Arabe (UMA) : Maroc, Tunisie

Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) : Kenya, Ouganda, Tanzanie

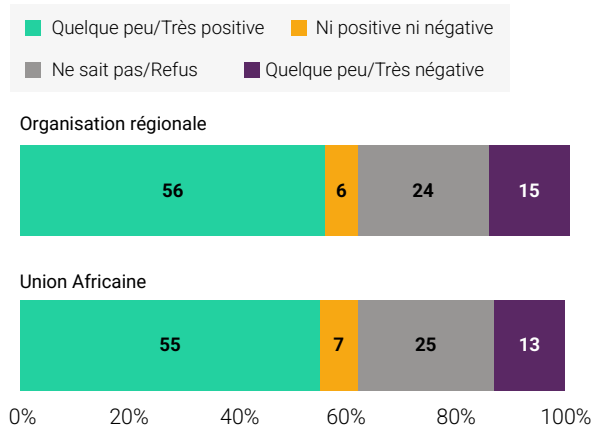
Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) : Cameroun, Congo-Brazzaville, Gabon, São Tomé et Príncipe, Tchad

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) : Bénin, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, La Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo

Southern African Development Community (SADC) : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Comores, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Zambie, Zimbabwe

Remarque : Ces questions n'ont pas été posées en Mauritanie.

Figure 31 : Perceptions de l'influence économique et politique de l'UA et des CER | 38 pays* | 2024/2025



* La question sur l'organisation régionale n'a pas été posée en Mauritanie.

efficacement les intérêts de leurs pays et du continent. Surtout, les Africains sont unis dans leur revendication d'une plus grande participation de leurs pays aux décisions internationales, décisions qui affectent souvent leur continent plus que toute autre région.

Evaluation des acteurs africains

Les Africains sont assez attachés à leurs institutions continentales et régionales. A travers 38 pays, une majorité des répondants considèrent que l'UA (55%) et leur CER (56%) exercent une influence économique et politique positive sur leur pays, tandis que seulement 13% et 15%, respectivement, perçoivent leur influence comme négative (Figure 31). Ces organisations africaines obtiennent ainsi de meilleurs résultats que les anciennes puissances coloniales, les Etats-Unis, l'UE et la Russie ; seule la Chine bénéficie d'une opinion plus favorable (62%).

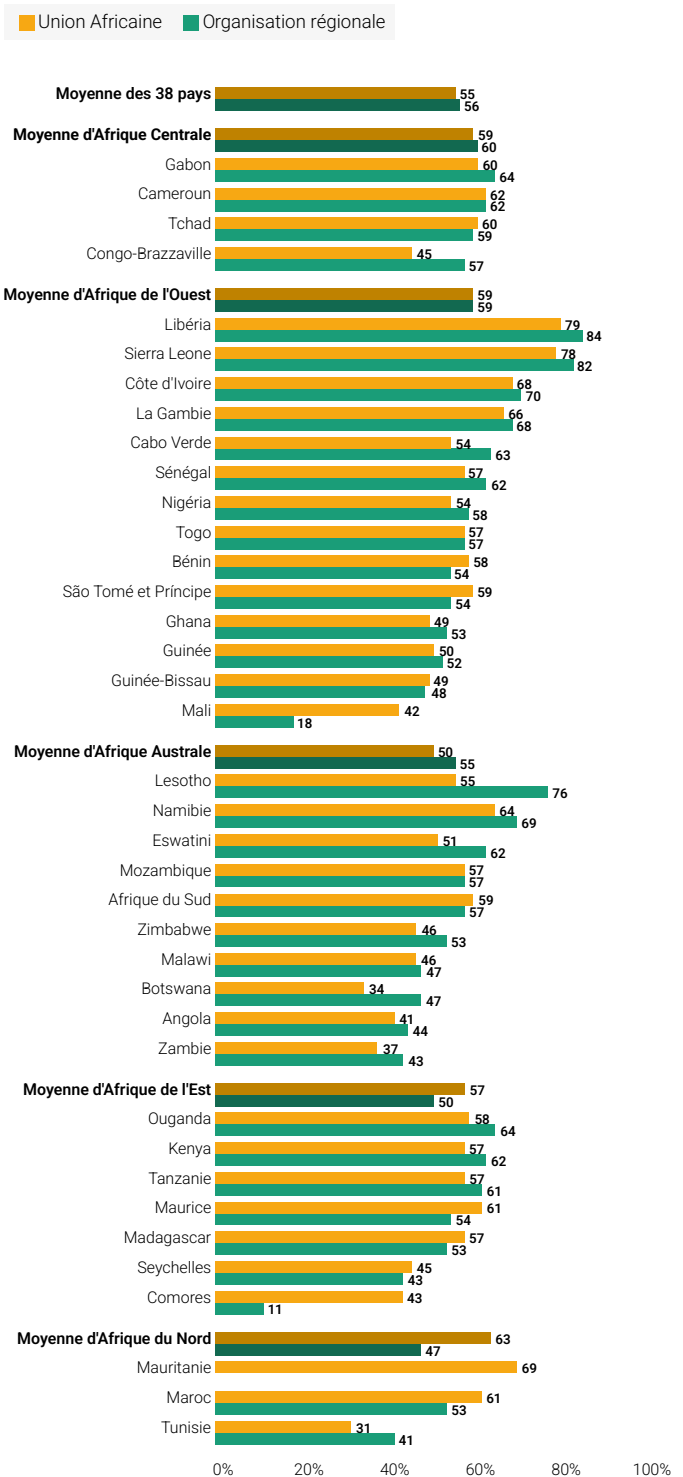
On observe de légères différences entre les régions (Figure 32). Les populations d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale sont plus favorables à l'influence des deux organisations, avec environ six citoyens sur 10 qui en font une évaluation positive. L'UA obtient également de bons résultats en Afrique du Nord (63%), mais moins en Afrique Australe (50%). Les organisations régionales sont jugées un peu plus sévèrement en Afrique de l'Est (50%) et en Afrique du Nord (47%).

Au niveau national, l'UA et les CER obtiennent leurs meilleurs scores au Libéria (79% et 84%, respectivement) et en Sierra Leone (78% et 82%), tandis que seulement un sur trois Tunisiens (31%) apprécie positivement l'influence de l'UA.

L'un des résultats les plus marquants est la forte corrélation entre les attitudes nationales envers les deux organisations (r de Pearson=0,757**, significatif au seuil de 0,01 (test bilatéral)). On observe quelques exceptions, notamment aux Comores et au Mali, où l'UA est perçue beaucoup plus favorablement (43% et 42%, respectivement) que la CER (11% et 18%). (Au Mali, l'enquête a été menée deux mois seulement avant que le pays ne se retire de la CEDEAO, à l'instar du Burkina Faso et du Niger.)

Les évaluations les plus récentes font état d'une légère progression de 3 points de pourcentage de la perception positive de l'UA

Figure 32 : Perceptions positives de l'influence économique et politique de l'UA et de la CER | 38 pays* | 2024/2025



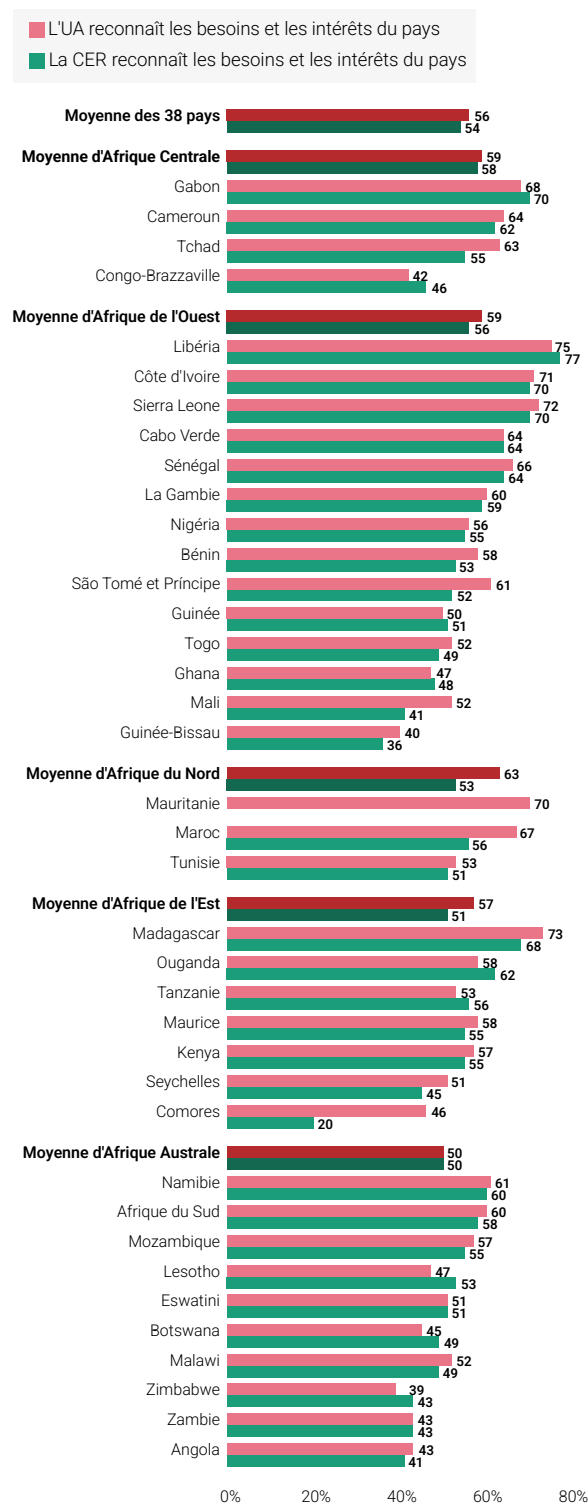
* La question sur l'organisation régionale n'a pas été posée en Mauritanie.

dans les 30 pays suivis depuis le Round 8 (2019/2021) (non illustré). A travers ces mêmes 30 pays, la perception positive moyenne des CER demeure globalement inchangée.

Les citoyens sont-ils efficacement représentés sur le continent ?

Nous avons également demandé aux répondants si l'UA et leur CER prenaient suffisamment en compte les besoins et les intérêts de leur pays lors de la prise de décisions pour le continent ou la

Figure 33 : Efficacité de l'UA et de la CER dans la reconnaissance des besoins des pays membres
| 38 pays* | 2024/2025

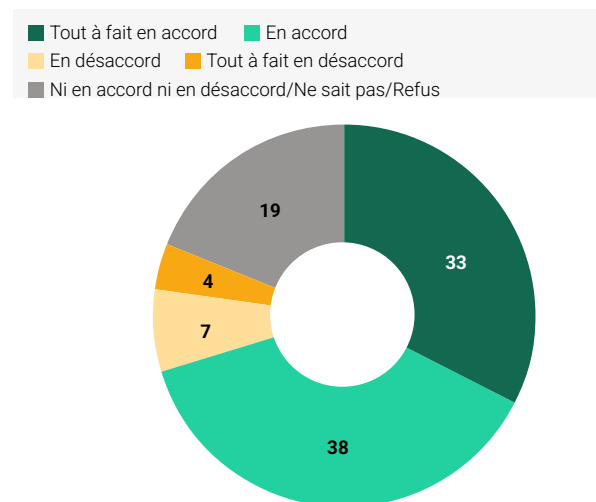


* La question sur l'organisation régionale n'a pas été posée en Mauritanie.

région. La majorité des Africains répondent par l'affirmative, et les résultats ne présentent que de légères différences (Figure 33).

Sur ce point, l'UA obtient ses meilleurs résultats en Afrique du Nord, où 63% se disent « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour affirmer qu'elle prend en compte les intérêts de leur pays, suivie par l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest (59% chacune). Les organisations régionales obtiennent leurs meilleurs résultats

Figure 34 : Les pays africains devraient avoir une plus grande influence sur la scène internationale (%)
| 38 pays | 2024/2025



en Afrique Centrale (58%). Les deux obtiennent leurs scores les plus bas (50% chacune) en Afrique Australe, et les Africains de l'Est sont également sévères envers leur organisation régionale (51%). Nous constatons à nouveau que les évaluations des deux organisations sont fortement corrélées au niveau national (r de Pearson=0,854**, significatif au seuil de 0,01 (test bilatéral)).

Exiger une place à la table

Enfin, nous abordons une question qui préoccupe de nombreux dirigeants africains depuis des décennies : la représentation de l'Afrique au sein des instances internationales, notamment les Nations Unies (ONU) et son Conseil de Sécurité. Les pays africains représentent près d'un cinquième de la population mondiale et plus de 25% des Etats membres de l'ONU ; par ailleurs, 70% des résolutions onusiennes concernent l'Afrique (Eguegu, Ryder, & Lwere, 2024). Les nations africaines jouent également un rôle clé dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU (Al Jazeera, 2024). Pourtant, le continent ne dispose d'aucun siège permanent au Conseil de Sécurité, et ses trois sièges non permanents ne confèrent pas le droit de veto. L'UA plaide depuis longtemps pour l'attribution de deux sièges permanents avec droit de veto aux Etats africains, ainsi que de deux sièges non permanents supplémentaires, mais sans succès jusqu'à présent (Eguegu, Ryder, & Lwere, 2024).

Les Africains soutiennent fermement leurs dirigeants sur cette question. A la question de savoir si « les pays africains devraient avoir une plus grande influence sur les décisions des instances internationales comme les Nations Unies », 71% d'entre eux répondent par l'affirmative (Figure 34), y compris une majorité dans tous les pays à l'exception de l'Angola (48%). Seuls 11% sont en désaccord, tandis qu'un sur cinq (19%) adoptent une position neutre ou déclarent « ne pas avoir suffisamment d'éléments pour se prononcer ».

En bref, les Africains de tous horizons, des dirigeants continentaux aux citoyens ordinaires, sont unis dans leur revendication d'une plus grande participation aux décisions mondiales, ce qui souligne la validité et l'urgence de la campagne visant à obtenir un siège permanent pour le continent au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Communauté d'Afrique de l'Est : Quelle place accorder aux voisins ?

La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), qui regroupe huit Etats souverains, a été créée par un traité en 1999, l'intégration régionale étant l'un de ses principaux objectifs. Depuis lors, l'intégration de la CAE a franchi deux des quatre étapes cruciales définies dans son approche progressive (East African Court of Justice, 1999) : la mise en place d'une union douanière en 2005 et d'un marché commun en 2010.

L'échéance fixée pour la création d'une union monétaire avec une monnaie unique a été reportée de 2024 à 2031 (Anami, 2022). Quant aux progrès concernant le quatrième pilier, la fédération politique, ils sont mitigés. L'Assemblée Législative de l'Afrique de l'Est et la Cour de Justice de l'Afrique de l'Est sont opérationnelles, tandis que l'élaboration d'une constitution régionale, retardée par la COVID-19, s'est récemment vue fixer un nouvel objectif ambitieux de 2027/2028 (Magubira, 2026).

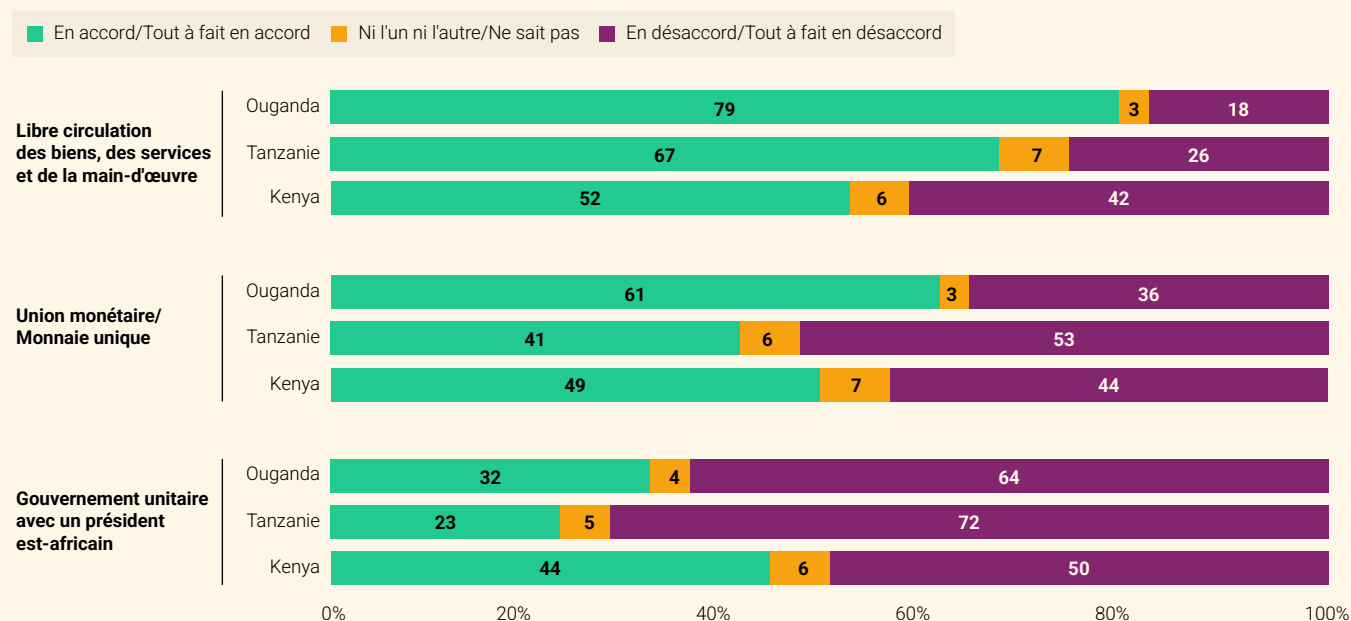
Les citoyens du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda adhèrent-ils pleinement à cette intégration ? Dans le cadre des enquêtes Afrobarometer du Round 9 (2021/2023), nous avons posé une

série de questions spécifiques en Afrique de l'Est concernant le soutien aux composantes de l'intégration de la CAE.

Il s'avère que si les populations d'Afrique de l'Est souhaitent une certaine collaboration entre voisins, elles ne sont pas encore prêtes à renoncer à une trop grande part de leur indépendance. Dans les trois pays, une majorité de répondants se prononcent en faveur de la libre circulation des biens, des services et de la main-d'œuvre, notamment en Ouganda, où une large majorité (79%) est favorable (Figure 35).

Le soutien à une monnaie unique est plus mitigé : Une majorité d'Ougandais (61%) y sont favorables, tandis qu'une majorité de Tanzaniens (53%) s'y opposent. Et les populations ne sont manifestement pas prêtes pour une union politique, rejetée par une majorité dans les trois pays, notamment par 72% des Tanzaniens. Les Africains de l'Est sont disposés à coopérer par-delà les frontières sur les questions de commerce et de libre circulation des personnes et, peut-être avec plus de réticence, sur l'union monétaire. Mais leurs dirigeants doivent encore les convaincre des avantages d'une union politique complète.

Figure 35 : Attitudes envers l'intégration régionale en Afrique de l'Est | 3 pays | 2021/2022



L'Afrique face à un défi planétaire »

Changement climatique : Action et responsabilité

Le changement climatique est un défi mondial majeur du XXI^e siècle, et ses impacts pèsent de manière disproportionnée sur l'Afrique. Bien que contribuant à moins de 3% des émissions mondiales totales de gaz à effet de serre (Notre Dame Global Adaptation Initiative, 2025), le continent figure parmi les régions du monde les plus durement touchées par la hausse des températures, l'irrégularité des précipitations, les sécheresses prolongées et les inondations dévastatrices (Barnes et al., 2024 ; Pinto et al., 2024). Ce déséquilibre flagrant entre une responsabilité minimale et une vulnérabilité maximale place le changement climatique au cœur des enjeux de justice mondiale, de coopération internationale et de développement de l'Afrique.

Le contexte politique mondial de l'action climatique s'est complexifié ces dernières années. Dès son retour à la Présidence en janvier 2025, Donald Trump a signé un décret retirant les États-Unis – premier émetteur historique de dioxyde de carbone au monde – de l'Accord de Paris pour la deuxième fois (McGrath, 2025). Ce décret a également suspendu les contributions américaines au financement de la lutte contre le changement climatique à l'échelle mondiale, entraînant notamment le retrait de plus d'un milliard de dollars d'engagements envers le Just Energy Transition Partnership en Afrique du Sud (van Diemen, 2025).

Le retrait de la première économie mondiale du principal cadre de coopération internationale en matière de climat a des conséquences importantes pour l'Afrique. En moyenne, le changement climatique coûte aux pays africains entre 2% et 5% de leur produit intérieur brut, certains gouvernements consacrant jusqu'à 9% de leur budget aux interventions d'urgence face aux catastrophes climatiques (Organisation Météorologique Mondiale, 2024).

Dans ce contexte, les dirigeants africains ont plaidé avec force pour une plus grande équité dans l'action climatique mondiale, tout en intensifiant la coopération continentale. Lors du deuxième Sommet Africain sur le Climat, en septembre 2025, les investisseurs

et les banques commerciales se sont engagés à investir U.S. \$100 milliards dans l'action climatique sur le continent, et les chefs d'Etat ont promis de faire de l'Afrique un pôle d'excellence en matière d'énergies renouvelables (Global Citizen, 2025). Cependant, le rythme de la transition a toujours été inégal. Si des pays comme l'Éthiopie, le Kenya, l'Égypte et l'Afrique du Sud ont réalisé des progrès significatifs en matière d'adoption des énergies renouvelables, ceux qui possèdent d'importantes réserves de pétrole et de gaz (comme le Nigéria et le Sénégal) se sont montrés plus réticents à abandonner les énergies fossiles (Kimeu, 2023 ; Climate Investment Funds, 2025).

Les enquêtes du Round 10 d'Afrobarometer dressent un tableau détaillé de la façon dont les Africains ordinaires comprennent et vivent le changement climatique, de la façon dont ils s'adaptent à ses défis et des personnes qu'ils tiennent pour responsables d'agir.³

Sensibilisation et impact : Ce que disent les citoyens

Une politique climatique efficace repose sur la compréhension non seulement de ce que les citoyens savent du changement climatique, mais aussi de la manière dont ils en subissent les impacts et des mesures qu'ils prennent pour s'y adapter.

Plus de la moitié (56%) des Africains déclarent avoir entendu parler du changement climatique, bien que ce niveau de sensibilisation varie considérablement – de 91% aux Seychelles à seulement 27% au Nigéria (non illustré). Un indicateur plus rigoureux, l'état d'être « informé sur le changement climatique », prend en compte les personnes qui ont non seulement entendu parler du changement climatique, mais aussi compris que l'activité humaine y contribue. Nos données montrent que 43% des répondants atteignent ce seuil, même si ces niveaux varient fortement d'un pays à l'autre. En moyenne, ce niveau est plus répandu chez les hommes, les citadins et les personnes plus instruites, plus aisées et ayant un meilleur accès à l'information (non illustré). Cela suggère que l'information sur cette crise n'atteint toujours pas nombre des communautés les plus touchées, notamment les petits exploitants agricoles et les populations pauvres.

Les impacts du changement climatique se font toutefois largement sentir sur le continent. Près de la moitié des répondants indiquent que les sécheresses (51%) et les mauvaises récoltes (51%) se sont aggravées dans leur région au cours de la dernière décennie. Les pays d'Afrique Australe sont particulièrement touchés, le Zimbabwe (94%), le Lesotho (91%) et la Zambie (82%) enregistrant les

3 Les données et les résultats de l'enquête présentés dans cette section sont tirés de Ntadwa, Lekalake et Krönke (2025).

perceptions les plus répandues d'une aggravation de la sécheresse. Par ailleurs, huit citoyens sur 10 informés du changement climatique (80%) affirment que ce dernier rend la vie dans leur pays « quelque peu pire » ou « beaucoup pire » (non illustré).

Ces conditions climatiques qui se détériorent contraignent une adaptation généralisée. Près de six Africains sur 10 déclarent avoir dû, eux ou leur famille, procéder à au moins un ajustement important de leur vie quotidienne en raison de l'évolution des conditions météorologiques, qu'il s'agisse de modifier leurs sources d'eau ou leurs cultures et aliments (non illustré). Surtout, les déplacements de population liés au climat sont déjà une réalité pour de nombreux Africains : 19% indiquent avoir dû, elles ou un membre de leur famille, déménager au cours des cinq dernières années en raison de l'évolution des régimes météorologiques, notamment plus d'un tiers des Libériens (39%), des Bissau-Guinéens (35%) et des Angolais (35%). A mesure que les impacts climatiques s'intensifient, ces pressions risquent de s'accroître, renforçant ainsi les facteurs d'incitation à la migration.

Une demande croissante d'action internationale

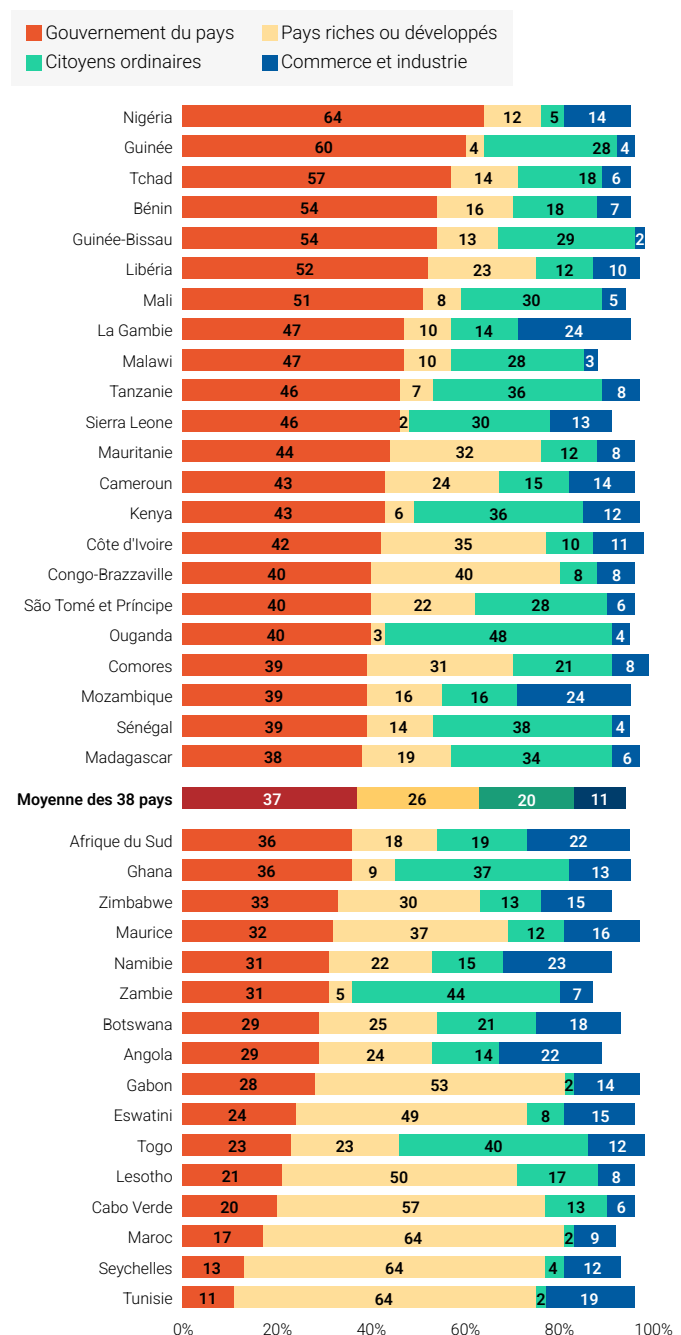
Comprendre comment les Africains vivent le changement climatique ne représente qu'une partie du tableau. Il est tout aussi important de savoir qui, selon eux, devrait agir et quel type d'action ils soutiennent.

Les citoyens informés sur le changement climatique sont partagés quant à la responsabilité de mener la lutte contre ce changement (Figure 36). En moyenne, près de quatre sur 10 (37%) pointent du doigt leur gouvernement national, tandis qu'un quart (26%) attribuent cette responsabilité aux pays riches ou développés. Par ailleurs, un sur cinq (20%) la reportent sur les citoyens ordinaires et 11% sur les entreprises et l'industrie. On observe toutefois d'importantes variations selon les pays. En Tunisie (64%), aux Seychelles (64%) et au Maroc (64%), l'opinion dominante est que les pays développés devraient prendre l'initiative. A l'inverse, au Nigéria (64%), en Guinée (60%) et au Tchad (57%), les citoyens se tournent principalement vers leur gouvernement.

Nos données révèlent également une évolution récente et importante dans la perception des citoyens quant à la responsabilité des pays riches. Entre le Round 9 (2021/2023) et le Round 10 (2024/2025), la conviction, parmi les Africains informés sur le changement climatique, que les pays riches ou développés portent la responsabilité principale de limiter ce changement a progressé en moyenne de 14 points de pourcentage à travers les 35 pays suivis durant cette période (Figure 37). Cette évolution a été spectaculaire dans certains cas : Le Maroc a enregistré une hausse de 42 points de pourcentage, et l'Eswatini, les Seychelles, le Lesotho et la Mauritanie ont chacun enregistré des augmentations de plus de 30 points. Sur la même période, la conviction que les gouvernements africains devraient assumer la responsabilité première a reculé en moyenne de 7 points de pourcentage.

Cette demande accrue de responsabilité internationale se traduit également par une forte exigence citoyenne d'actions concrètes. Parmi les personnes informées sur le changement climatique, 85% estiment que les pays développés ont le devoir d'aider les pays les plus pauvres à s'adapter aux effets néfastes du changement

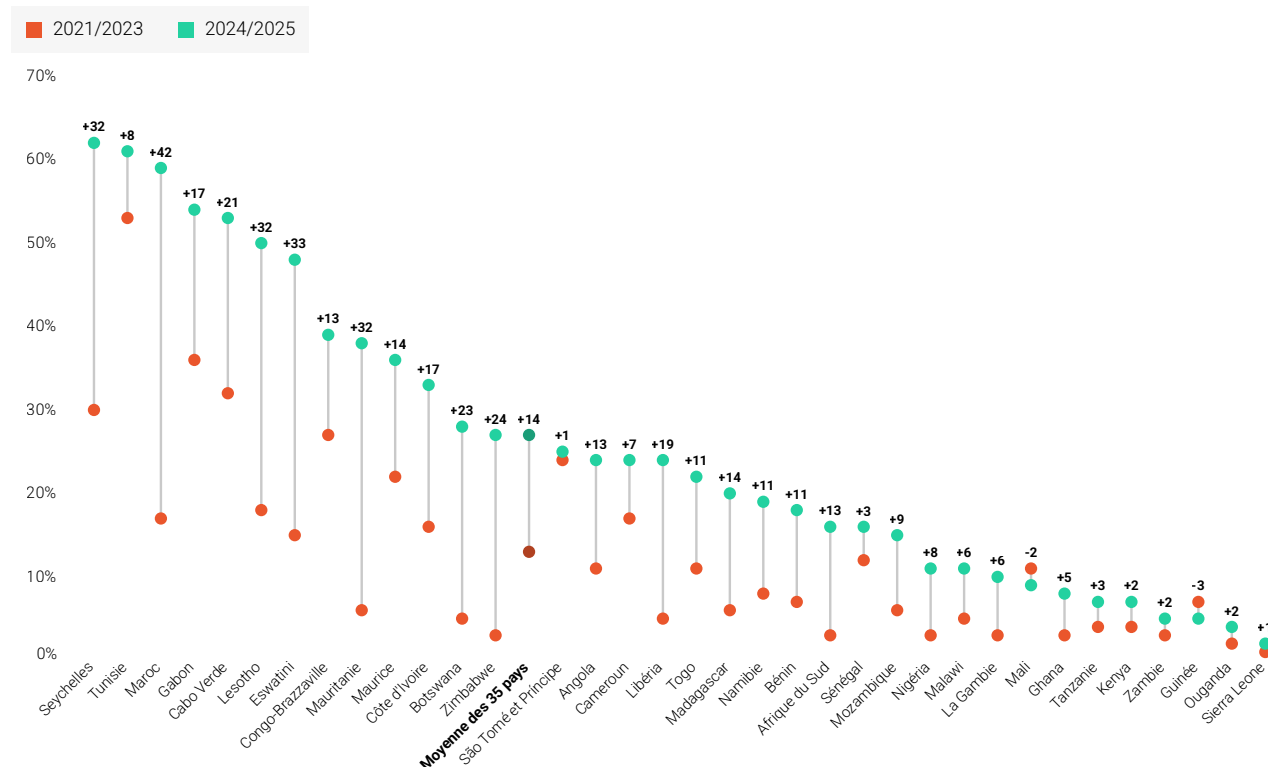
Figure 36 : Premier responsable pour limiter le changement climatique | répondants informés sur le changement climatique | 38 pays | 2024/2025



climatique (Figure 38). Une proportion similaire (83%) de ces répondants considèrent qu'il est important que les pays riches, principaux responsables du changement climatique, prennent des mesures immédiates pour en limiter les conséquences futures, même si cela s'avère coûteux. Par ailleurs, plus de sept personnes sur 10 (73%) souhaitent que leur gouvernement prenne des mesures proactives sans délai, même si celles-ci sont onéreuses ou entraînent des perturbations économiques.

Plus généralement, le soutien à la lutte contre le changement climatique est globalement fort. Parmi tous les répondants (quel que soit leur niveau de connaissances sur le sujet), huit Africains sur 10 (81%) sont favorables aux investissements publics dans les infrastructures pour faire face aux événements climatiques extrêmes et souhaitent que leurs gouvernements

Figure 37 : Les pays riches/développés ont la responsabilité première de limiter le changement climatique | répondants conscients du changement climatique | 35 pays | 2021/2023



fassent pression sur les pays riches pour qu'ils fournissent une aide à la lutte contre le changement climatique (78%) (non illustré). Environ deux tiers (69%) approuvent les investissements dans l'énergie éolienne et solaire, même si cela entraîne une hausse des prix de l'électricité. Cependant, le soutien du public diminue pour les politiques susceptibles d'augmenter directement les dépenses des ménages, comme l'interdiction d'abattre des arbres pour le bois de chauffage ou le charbon de bois (51%), l'obligation d'utiliser des foyers de cuisson plus propres (47%) et la promotion des transports publics électriques, même si cela implique une augmentation des tarifs (46%).⁴

Cette tension entre un soutien ferme aux mesures climatiques de principe et des réserves quant aux politiques susceptibles d'accroître le coût des produits de première nécessité souligne une préoccupation majeure en matière d'équité. On demande aux Africains de supporter les coûts de la transition pour une crise qu'ils ont peu contribué à créer, alors même que la pauvreté explose déjà dans de nombreux pays du continent (Mattes & Lekalake, 2025).

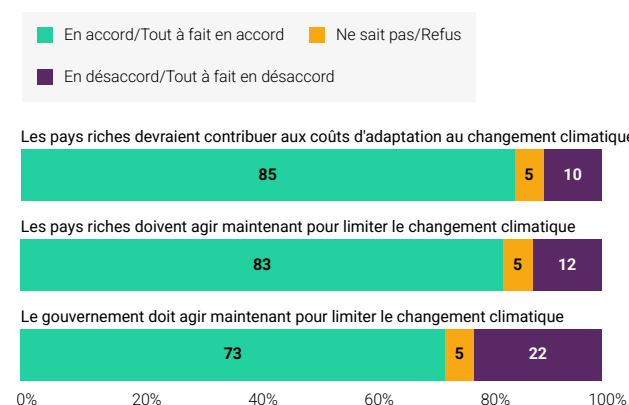
Points clés à retenir

Le message des citoyens africains est clair et globalement conforme aux positions exprimées par leurs dirigeants sur la scène internationale : Le changement climatique aggrave les conditions de vie, l'adaptation met à rude épreuve les moyens de subsistance des ménages, et les pays riches, historiquement les plus responsables des émissions, doivent renforcer leur soutien aux pays africains dans la lutte contre le changement climatique. Parallèlement, les citoyens ne se tournent pas uniquement

vers l'extérieur : La plupart considèrent leurs gouvernements et eux-mêmes comme des acteurs essentiels de cette lutte, et une large majorité d'entre eux soutiennent les investissements nationaux dans la résilience et les énergies propres.

Ces observations peuvent aider les décideurs et les militants à concevoir des interventions ciblées qui suscitent la volonté politique nécessaire à une action climatique équitable. Elles soulignent en définitive la nécessité de poursuivre les efforts pour améliorer la connaissance du changement climatique, donner aux communautés les moyens de s'adapter et promouvoir la collaboration internationale afin de garantir un avenir résilient et durable au continent et au monde. Le défi pour le continent et ses partenaires internationaux est de traduire ces attentes en actions, compte tenu du contexte géopolitique actuel.

Figure 38 : Soutien à l'action climatique | répondants informés sur le changement climatique | 38 pays | 2024/2025



⁴ Les questions sur les technologies éoliennes et solaires et les véhicules électriques n'ont été posées que dans un sous-ensemble de pays participant au Round 10 d'Afrobarometer.

Conclusion »

Un mandat pour l'action africaine dans un monde multipolaire

L'Afrique se trouve à un tournant décisif. Le monde connaît des mutations politiques, technologiques et environnementales rapides, engendrant des défis de taille, mais aussi des perspectives prometteuses. De nouvelles alliances se nouent tandis que d'anciennes disparaissent ; de nouvelles voies de développement s'ouvrent tandis que d'autres semblent se refermer. Pourtant, nombre de préoccupations historiques du continent – notamment sa dépendance aux ressources naturelles et à l'aide étrangère, son intégration continentale limitée et son manque d'influence sur la scène internationale – demeurent pressantes.

Les données de l'enquête Afrobarometer confirment que les citoyens ne sont pas de simples observateurs passifs des mutations mondiales ; ce sont des acteurs actifs et stratégiques qui évoluent dans un contexte global complexe. Ces données déconstruisent le stéréotype d'une Afrique réduite à un simple échiquier dans le cadre de la compétition entre grandes puissances. Elles dressent au contraire le portrait d'une population tournée vers l'extérieur, pragmatique et de plus en plus déterminée à forger son propre destin.

Les Africains expriment le désir d'une intégration plus poussée à l'économie mondiale. Le libre-échange bénéficie d'un soutien important et croissant. Cependant, cette ambition se heurte à un profond manque d'information : La plupart des citoyens n'ont toujours pas entendu parler de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf), l'accord même conçu pour dynamiser le commerce intra-africain et la prospérité du continent.

Bien que les Africains soutiennent en théorie la liberté de circulation, la réalité des frontières fermées et des obstacles bureaucratiques compromet leurs aspirations, tandis qu'un nombre record de jeunes sont contraints d'envisager l'émigration par nécessité économique. Parallèlement, de nombreux citoyens se montrent sceptiques quant à l'accueil de nouveaux étrangers sur leur territoire, malgré les nombreuses manifestations de tolérance envers les immigrants et les réfugiés.

Au-delà du continent, il est frappant de constater que les Africains refusent de prendre parti dans le nouvel ordre mondial multipolaire. Les citoyens ne perçoivent pas l'influence de la Chine, des Etats-Unis, de la Russie ou des anciennes puissances coloniales comme un jeu à somme nulle. Au contraire, ils font preuve d'une forme sophistiquée de non-alignement, se montrant ouverts à la collaboration de partenaires offrant des avantages concrets sans

imposer de conditions excessives. Il ne s'agit pas d'une neutralité née de l'indifférence, mais d'un calcul rationnel visant à maximiser l'intérêt national dans une ère de plus en plus incertaine.

Si les Africains peuvent choisir la neutralité lorsqu'on leur demande leur allégeance, ils refusent la passivité qui leur est imposée par l'absence d'un siège permanent assorti d'un droit de veto. Ils insistent sur le fait que le moment est venu pour les Etats africains de faire entendre leur voix plus fortement au sein d'instances internationales telles que le Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui vote régulièrement sur des questions ayant des répercussions profondes sur leur continent.

L'un de ces problèmes est le changement climatique – une crise à laquelle l'Afrique n'a guère contribué. Les citoyens sont sans équivoque : Les pays riches doivent assumer la responsabilité première de l'atténuation et de l'adaptation, même si les gouvernements africains ont également un rôle de premier plan à jouer pour faire face à cette crise. Les Africains soutiennent largement les politiques environnementales, mais ils ne souhaitent pas seulement une transition : Ils veulent une transition juste. Cette revendication de justice climatique est étayée par le vécu des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et des déplacements de population induits par le climat.

Les données convergent vers une conclusion claire : Les Africains souhaitent s'engager sur la scène internationale selon leurs propres conditions. Ils sont ouverts aux partenariats internationaux, mais attendent de ceux-ci qu'ils reflètent les priorités africaines. Ils sont favorables à une plus grande représentation africaine au sein des institutions mondiales. Et ils attendent de plus en plus de leurs gouvernements qu'ils prennent position, plutôt que de se soumettre, dans les instances décisionnelles.

Les gouvernements africains, quant à eux, pourraient constater un soutien à l'accélération de la mise en œuvre de la ZLECAf, mais ils devront investir dans la communication publique afin que les citoyens comprennent et s'approprient ces processus d'intégration. Il leur sera également rappelé l'impératif de s'attaquer aux causes profondes de l'émigration en créant des opportunités économiques viables sur leur territoire. Heureusement, en relevant ces défis, notamment en jouant un rôle plus proactif sur la scène internationale, ils constateront le soutien de leurs citoyens pour nouer des partenariats et défendre la voix de l'Afrique dans un ordre mondial en mutation.

Références »

- Adu Amoah, L. G. (Ed.). (2026). Introduction. Africa-China relations: Partnership, peonage or pawnage? Singapore: Palgrave Macmillan.
- Africa24. (2025). Moins de 8% des états africains signataires du protocole de l'UA sur la libre circulation. 27 janvier.
- Al Jazeera. (2024). Officials at UN security council push for a permanent seat for Africa. 12 août.
- Allen, N. D. F. (2023). Les opérations de paix conduites par les Africains : Un outil essentiel pour la paix et la sécurité. Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique.
- Anami, L. (2022). EAC member states not ready yet for single currency rollout. East African. 3 décembre.
- Banque Africaine de Développement. (2026). Le Groupe de la Banque Africaine de Développement et l'Union Africaine ont appelé à nouveau à une Afrique sans visa pour accélérer sa transformation économique.
- Banque Mondiale. (2024). Indicateurs du développement mondial.
- Banque Mondiale. (2026). GDP per capita, PPP (constant 2021 international \$) - Sub-Saharan Africa, Latin America & Caribbean, Middle East, North Africa, Afghanistan & Pakistan.
- Barnes, C., Otto, F. E., Clarke, B., Pinto, I., Guigma, K., Savadogo, I. S., Dara, B., Poan, D. E., Adama, G., Sankara, T. B., Nakoulma, G., Konate, S., Vahlberg, M., Sivanu, S., Singh, R., Arrighi, J., Zachariah, M., Heinrich, D., Harrington, L., & Sengupta, S. (2024). Extreme Sahel heatwave that hit highly vulnerable population at the end of Ramadan would not have occurred without climate change.
- Bartha, L. (2025). The new scramble for Africa: The great power competition for the continent. Atlas Institute for International Affairs.
- Brookings. (2026). Is Trump reshaping the world order? Brookings experts weigh in.
- Carling, J. (2002). Migration in the age of involuntary immobility: Theoretical reflections and Cape Verdean experiences. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 28(1), 5-42.
- Cavaille, C., & Marshall, J. (2018). Education and anti-immigration attitudes: Evidence from compulsory schooling reforms across Western Europe. *American Political Science Review*, 113(1), 254-263.
- Center for Strategic and International Studies. (2025). The ground has shifted: A report by the CSIS global development department.
- Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique. (2024). Cartographie de la vague de désinformation en Afrique. Infographie.
- Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique. (2026). En Afrique, la portée de la menace des islamistes militants ne cesse de s'élargir.
- Chin, J., & Bartos, H. (2024). Rethinking U.S. Africa policy amid changing geopolitical realities. *Texas National Security Review*, 7(2), 114-132.
- China Africa Research Initiative. (2026). Data: China-Africa trade, 1992-2024 and Data: Chinese investment in Africa, 2003-2024.
- Climate Investment Funds. (2025). Power moves: South Africa sets the pace in renewable energy battery storage.
- Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique. (2026). History of Africa's regional integration efforts.
- Council on Foreign Relations. (2023). Russia's growing footprint in Africa.
- Dražanová, L., Gonnot, J., Heidland, T., & Krüger, F. (2024). Which individual-level factors explain public attitudes toward immigration? A meta-analysis. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 50(2), 317-340.
- East African Court of Justice. (1999). Treaty for the establishment of the East African Community.
- Eguegu, O., Ryder, H., & Lwere, R. (2024). Africa's design for a reformed UN security council. Center for Strategic and International Studies.
- Ekanem, S. (2024). 6 African countries that have rejected France's military presence. Business Insider Africa. 7 décembre.
- Eligon, J. (2025). How the threat of Trump's highest tariff derailed an African nation. New York Times. 1 août.
- Fofack, H. (2024). The future of African trade in the AfCFTA era. Dans *Foresight Africa 2024*. Brookings.
- Fondation Mo Ibrahim. (2022). Russia-Ukraine crisis: Impact on Africa.
- Fondation Mo Ibrahim. (2026). Africa on the move: Boosting mobility and connectivity.
- Fosu, R. (2025). Africa's power grabs are rising – the AU's mixed response is making things worse. Conversation. 8 décembre.
- Ghambi, A., Torsu, A., & Logan, C. (2026). La perception populaire de la Russie stagne en dépit de son influence croissante en Afrique. Dépêche No. 1139 d'Afrobarometer.
- Glauben, T., Svanidze, M., Götz, L., Prehn, S., Jaghdani, T. J., Duric, I., & Kuhn, L. (2022). The war in Ukraine, agricultural trade and risks to global food security. *Intereconomics*, 57(3).
- Global Citizen. (2025). Financing Africa's clean energy future: Outcomes from the 2025 climate summit in Addis Ababa.
- Gottschalk, K. (2023). 60 years of African unity: What's failed and what's succeeded. Conversation. 24 mai.
- Gómez, A. R., & Miyares, J. (2024). Regional economic communities: What they are and why they matter. ALG-Global.
- Hainmueller, J., & Hiscox, M. J. (2010). Attitudes toward highly skilled and low-skilled immigration: Evidence from a survey experiment. *American Political Science Review*, 104(1), 61-84.
- Helbling, M., Meierrieks, D., & Schneider, G. (2023). Migration aspirations and the perceptions of the political, economic and social environment in Africa. *International Migration*, 61(5).
- Hoffmann, R., & Zens, G. (2024). Interrelated drivers of migration intentions in Africa: Evidence from Afrobarometer surveys. *Environmental Development*, 52, 101096.
- Holsti, O. R. (1992). Public opinion and foreign policy: Challenges to the Almond-Lippmann consensus. *International Studies Quarterly*, 36(4), 439-466.
- Hudson, J., Venkataramani, R., Miao, S., & Odhiamblo, J. N. (2025). China's COVID-19 aid in Africa: Trends and implications for future pandemic preparedness. *Global Health*, 21(1), 59.
- Human Rights Watch. (2020). China: Covid-19 discrimination against Africans.
- Immigration Policy Lab. (2026). African migrants: Where are they going and why?
- Indice d'Ouverture sur les Visas. (2025a). Africa visa openness report 2025.
- Indice d'Ouverture sur les Visas. (2025b). Spotlight on 2024-2025 – Notable changes.
- Kangoye, T. (2025). Trump's new trade war could accelerate the AfCFTA. Africa at LSE Blog, London School of Economics.
- Kepe, M., Treyger, E., Curriden, C., Cohen, R. S., Klein, K., Rhoades, A. L., Schuh, E., & Vest, N. (2023). Great-power competition and conflict in Africa. Rand Corporation.
- Kertzer, J. D. (2023). Public opinion about foreign policy. Dans L. Huddy, D. O. Sears, J. S. Levy, & J. Jerit (Eds.), *The Oxford handbook of political psychology* (3rd ed., pp. 447-485). Oxford University Press.
- Khan, M. (2026). US pressure on Zambia shows that Western aid has become nakedly transactional. Chatham House.

- Kimeu, C. (2023). African leaders at odds over climate plans as crucial Nairobi summit opens. *Guardian*. 4 septembre.
- Kiprono, F. (2026). Most African migrants stay within the continent. Africa Data Hub.
- Kodero, C. (2024). Africa's regional blocs have benefited ruling elites – but not much more. Democracy in Africa.
- Kondor, K., Mihelj, S., Štětka, V., & Tóth, F. (2022). News consumption and immigration attitudes: A mixed methods approach. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 48(17), 4129-4148.
- Lakaje, M. (2025). 'We have to prioritise South Africans': Anti-migrant movement blocks foreigners from healthcare. BBC. 17 octobre.
- Leibbrandt, M., David, A., Yasser, R., & Ranchhod, V. (2025). What causes inequality in African countries? New book traces a vicious cycle. Conversation. 12 mai.
- Lekalake, R., Sunderland, S., & Amewunou, K. (2025). From aspiration to action: Barriers to youth empowerment in Africa. Document de Politique No. 98 d'Afrobarometer.
- Limão, N., & Venables, A. J. (2001). Infrastructure, geographical disadvantage, transport costs, and trade. *World Bank Economic Review*, 15(3), 451-479.
- Lindén, K. (2023). Russia's relations with Africa: Small, military-oriented, and with destabilising effects. FOI Studies in African Security. Swedish Defence Research Agency.
- Mac'Olale, W. (2025). Intra-African mobility: Unlocking the continent's promise through free movement. Fragomen blog. 23 octobre.
- Magubira, P. (2026). EAC leaders unveil bold five-year roadmap to 'super-state' status. *Tranquility News*. 10 mars.
- Malcolm, B. (2024). Geopolitical shifts in Africa: Navigating the new world order. *African Leadership Magazine*.
- Mansfield, E. D., & Mutz, D. C. (2009). Support for free trade: Self-interest, sociotropic politics, and out-group anxiety. *International Organization*, 63(3), 425-457.
- Mansfield, E. D., Mutz, D. C., & Brackbill, D. (2016). Effects of the great recession on American attitudes toward trade. *British Journal of Political Science*, 49(1), 37-58.
- Maseko, N., & Oriunto, M. (2026). 'They came with machetes' – Deadline looms for migrants to leave South Africa. BBC. 17 juin.
- Masiko-Mpaka, N. (2023). Xenophobia rears its ugly head in South Africa: Foreigners scapegoated for country's problems. Human Rights Watch.
- Mattes, R., & Lekalake, R. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.
- Mattes, R., & Lewis, P. (2023). Africans' views of the US and China. Dans G. Carbone & L. Ragazzi (Eds.), *Is Africa turning against the west?* (pp. 77-91).
- Matthijs, K., De Coninck, D., Debrael, M., d'Haenens, L., & De Cock, R. (2019). Unpacking attitudes on immigrants and refugees: A focus on household composition and news media consumption. *Media and Communication*, 7(1), 43-55.
- Mbiyozo, A.-N. (2026). L'Afrique face à la diplomatie migratoire de l'Europe. Institut d'Etudes de Sécurité.
- McGrath, M. (2025). Trump vows to leave Paris climate agreement and 'drill, baby, drill'. BBC. 21 janvier.
- Mene, W. (2025). Intra-African trade and its potential to accelerate progress toward the SDGs. In Foresight Africa 2025-2030. Brookings.
- Mingey, M., Smith, J., & Gormley, L. (2025). China's economic slowdown and spillovers to Africa. Atlantic Council.
- Moore, J. (2018). Most of Africa's leaders sign on to continent-wide free trade pact. *New York Times*. 21 mars.
- Narang, V., & Staniland, P. (2018). Institutions and worldviews in Indian nuclear policy. *India Review*, 17(1), 1-24.
- Newuh, M. M. (2025). EU-Africa migration policy shift: Cooperation or coercion? In Focus blog, DW. 22 juillet.
- Notre Dame Global Adaptation Initiative. (2025). Notre Dame global adaptation initiative rankings.
- Ntodwa, E., Lekalake, R., & Krönke, M. (2025). Adaptation à un climat en évolution : Importance de la connaissance du changement climatique. Document de Politique No. 97 d'Afrobarometer.
- Obadare, E. (2023). A "new scramble for Africa"? Council on Foreign Relations.
- Organisation Internationale pour les Migrations. (2024). Etat de la migration dans le monde.
- Organisation Météorologique Mondiale. (2024). Etat du climat en Afrique 2023.
- Oyedijo, A., & Akenroye, T. (2025). What do US tariffs mean for Africa's supply chains? World Economic Forum.
- Pecquet, J. (2026). More than half of African states now subject to Trump visa bonds. Africa Report. 19 mars.
- Pinto, I., Clarke, B., Philip, S., Kew, S., Vahlberg, M., Horne, Z., Singh, R., Musa, A. I., Farah, R., Mostafa, A. N., Otto, F., Barnes, C., & Kimutai, J. (2024). Conflict, poverty and water management issues exposing vulnerable communities in Africa to extreme floods that are now common events because of climate change. Centre for Environmental Policy.
- Porto, G. G. (2006). Using survey data to assess the distributional effects of trade policy. *Journal of International Economics*, 70(1), 140-160.
- Preku, A., & Anyigba, H. (2025). An impact analysis of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) in its post-implementation phase (2021-2025): A trade union lense. African Labour Research and Education Institute (ALREI). Voir aussi un résumé ici.
- Programme des Nations Unies pour le Développement. (2024). Indice de développement humain.
- Sanny, J. A.-N., Logan, C., & Gyimah-Boadi, E. (2019). A la recherche d'opportunités : En Afrique, les jeunes et les instruits sont plus susceptibles de penser à émigrer. Dépêche No. 288 d'Afrobarometer.
- Sanny, J. A.-N., & Patel, J. (2021). Les Africains pour un développement auto-déterminé mais sceptiques quant au libre-échange et à l'ouverture des frontières. Dépêche No. 492 d'Afrobarometer.
- Scheve, K., & Slaughter, M. (2001). Labor market competition and individual preferences over immigration policy. *Review of Economics and Statistics*, 83(1), 133-145.
- Schwikowski, M. (2025). Trump scales back US diplomacy in Africa. DW. 30 avril.
- Signé, L., Leke, A., & Kassiri, O. (2025). Leveraging Africa's inner strength to realize its full economic potential. Foresight Africa 2025-2030. Brookings.
- Sotubo, O., & Cooper III, C. A. (2025). Chinese engagement with Africa: A RAND research primer.
- Staeger, U., & Fagbayibo, B. (2024). The African Union is weak because its members want it that way – experts call for action on its powers. Conversation. 5 mars.
- Štětka, V., Mihelj, S., & Tóth, F. (2021). The impact of news consumption on anti-immigration attitudes and populist party support in a changing media ecology. *Political Communication*, 38(5), 539-560.
- Tawiah, B. (2026). How AfCFTA could help build Africa's venture capital infrastructure. World Economic Forum.
- Thomas, D. (2025). Time to tear down Africa's visa barriers. African Business. 24 février.
- Trade Law Center. (2025). The African Continental Free Trade Area: A TRALAC guide, 13th edition.
- Trade Law Center. (2026). Status of AfCFTA ratification.
- Union Africaine. (2026a). The African Continental Free Trade Area.
- Union Africaine. (2026b). Afrique sans visa.
- Union Africaine. (2026c). L'UA en bref.
- Union Africaine. (2026d). Agenda 2063 : Vue d'ensemble.
- van Diemen, E. (2025). Trump administration pulls more than \$1bn of pledged funding for SA's energy transition. Daily Maverick. 6 mars.
- Williams, W. (2025). Tendances migratoires à surveiller en Afrique en 2025. Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique.
- Winters, L. A., McCulloch, N., & McKay, A. (2004). Trade liberalization and poverty: The evidence so far. *Journal of Economic Literature*, 42(1), 72-115.
- Zimbalist, Z. (2026). Regional economic communities and attitudes toward free cross-border movement in Africa. *International Migration Review*, 60(1), 495-528.

Méthodologie »

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Dix rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 45 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10, menées entre janvier 2024 et septembre 2025, couvrent 38 pays.

Les Partenaires Nationaux d'Afrobarometer mènent des entretiens en face à face dans la langue du choix du répondant. Des échantillons représentatifs au niveau national produisent des résultats à l'échelle du pays avec une marge d'erreur de +/- 2 points de pourcentage (pour N=2.400) à +/- 3 points de pourcentage (pour N=1.200) à un niveau de confiance de 95%.

En raison des arrondis, certains totaux rapportés peuvent différer de 1 point de pourcentage de la somme des sous-catégories.

Pour plus d'informations sur la méthodologie d'Afrobarometer, visitez www.afrobarometer.org/surveys-and-methods.



Questions de l'enquête

Commerce

Avez-vous entendu parler de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine, également connue sous le nom ZLECAf ?

Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

- » Affirmation 1 : Il est préférable pour notre économie que le gouvernement facilite les échanges commerciaux du [pays] avec d'autres pays afin de créer des opportunités économiques.
- » Affirmation 2 : Notre pays devrait limiter le commerce avec les autres pays afin de protéger les producteurs [du pays].

Si les dirigeants du [pays] veulent faciliter les échanges avec d'autres pays pour créer des opportunités économiques, avec quels pays devraient-ils le faire : Pays de [la sous-région] uniquement ? Tous les pays d'Afrique ? Tous les pays du monde ?

Mouvements transfrontaliers et migrations

Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

- » Affirmation 1 : Les personnes vivant en [Afrique Australe/Centrale/de l'Est/de l'Ouest/du Nord] devraient pouvoir franchir librement les frontières internationales pour faire du commerce ou travailler dans d'autres pays.
- » Affirmation 2 : Pour mieux protéger leurs citoyens, le gouvernement de [ce pays] devrait limiter les mouvements

transfrontaliers des personnes et des biens.

Selon vous, à quel point est-il facile ou difficile pour les populations de [Afrique Australe/Centrale/de l'Est/de l'Ouest/du Nord] de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce dans les autres pays, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

- A quel point, le cas échéant, avez-vous pensé émigrer vers un autre pays pour y vivre ? [Si « un peu », « quelque peu », « beaucoup » ou « ne sait pas » :]
- » Si vous deviez déménager dans un autre pays, quelle serait votre destination la plus probable ?
 - » Plusieurs raisons fondent les gens à quitter leur pays pour vivre ailleurs pour une durée relativement longue. Et vous ? Qu'est-ce qui pourrait le plus vous faire penser à quitter [votre pays] ?

Pour chacun des groupes de personnes suivants, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance :

- » Les immigrés ou les travailleurs étrangers ?
- » Réfugiés d'autres pays qui fuient la violence politique ou la persécution ?

Diriez-vous qu'il est généralement mauvais ou bon pour l'économie de [votre pays] que des personnes d'autres pays viennent ici pour vivre et travailler pendant plusieurs années ?

Pensez-vous que [votre pays] devrait autoriser plus ou moins de demandeurs d'emploi d'autres pays à venir vivre et travailler dans ce pays ?

Pensez-vous que [votre pays] devrait autoriser plus ou moins de réfugiés d'autres pays à venir vivre dans ce pays ?

Relations internationales

Pensez-vous que l'influence économique et politique sur [votre pays] de chacun des pays ou organisations suivants est plutôt positive, plutôt négative, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

- » [Ancienne puissance coloniale, par exemple : Grande Bretagne, France, Portugal, ou Allemagne] ?
- » Chine ?
- » Etats-Unis d'Amérique ?
- » Russie ?
- » Inde ?
- » Union Africaine ?
- » Organisation régionale [CEDEAO/CEEAC/SADC/CAE/UMA] ?
- » Union Européenne ?

Lequel des pays ou organisations suivants, le cas échéant, a le plus aidé [votre pays] à gérer les effets négatifs de la COVID-19, ou n'en avez-vous pas entendu assez pour vous prononcer ?

Etes-vous d'accord ou non avec les affirmations suivantes, ou n'en avez-vous pas entendu assez pour vous prononcer ?

- » Les besoins et les intérêts de [votre pays] sont reconnus de manière adéquate dans les décisions de [l'organisation régionale].
- » Les besoins et les intérêts de [votre pays] sont reconnus de manière adéquate par l'Union Africaine lorsqu'elle prend des décisions pour le continent africain.

Etes-vous d'accord ou non avec les affirmations suivantes ou n'en avez-vous pas entendu assez pour vous prononcer : Les pays africains devraient avoir une plus grande influence sur la prise de décision des organismes internationaux tels que les Nations Unies ?

Communauté de l'Afrique de l'Est

Les avis divergent quant au degré d'intégration économique et politique souhaitable pour les Etats d'Afrique de l'Est. Certains s'opposent à toute intégration, tandis que d'autres sont favorables à une unification complète des gouvernements. Veuillez indiquer si vous approuvez ou désapprouvez chacun des aspects suivants de l'intégration proposée, ou si vous n'avez pas entendu assez pour vous prononcer :

- » Libre circulation des biens, des services et de la main-d'œuvre ?
- » Union monétaire, c'est-à-dire création d'une monnaie unique est-africaine ?
- » Création d'un gouvernement unitaire, avec un président est-africain unique ?

Guerre russo-ukrainienne

Avez-vous entendu parler de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, ou n'avez-vous pas encore eu l'occasion d'en entendre parler ? [Si oui :] Votre pays devrait-il être neutre ou soutenir l'un ou l'autre camp dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine ? [Si soutenir un camp :] Quel camp ?

Changement climatique

D'après vos expériences, durant les 10 dernières années, y a-t-il eu des changements dans la gravité des éléments suivants dans la région où vous vivez ? Sont-ils devenus plus graves, moins graves, ou sont-ils demeurés pareils : Sécheresses ? Inondations ? Mauvaises récoltes ?

Avez-vous entendu parler du changement climatique, ou n'en avez-vous pas encore eu la chance d'en entendre parler ?

Questions posées aux répondants qui sont au courant du changement climatique :

- » Les gens ont différentes opinions de ce qui est à la base du changement climatique. Et selon vous, laquelle des choses suivantes est la principale cause du changement climatique, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu pour vous prononcer : L'activité humaine, comme l'abattage des forêts, ou la combustion de carburants et d'autres activités qui polluent l'atmosphère ? Les

phénomènes météorologiques naturels ou les processus naturels ?

- » Pensez-vous que le changement climatique affecte la vie au [pays] au point de la rendre meilleure ou pire, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?
- » A votre avis, qui devrait avoir la responsabilité première d'essayer de limiter le changement climatique et de réduire son impact ? Est-ce : Les citoyens du [pays] ? Commerce et industrie ? Le gouvernement du [pays] ? Les pays riches ou développés ? Les leaders traditionnels ?

Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord :

- » Il est important que notre gouvernement prenne des mesures dès maintenant pour limiter le changement climatique à l'avenir, même s'ils coûtent cher ou causent des pertes d'emplois ou d'autres dommages à notre économie.
- » Il est important que les pays riches ou développés qui ont le plus contribué au changement climatique prennent maintenant des mesures pour limiter le changement climatique à l'avenir, même si cela est coûteux pour ces pays.
- » Les pays riches ou développés qui ont le plus contribué au changement climatique ont l'obligation d'aider [ce pays] à couvrir les coûts d'adaptation et de réponse aux effets négatifs du changement climatique.

Voici une série de mesures que certaines personnes ont dû prendre en raison des changements climatiques ou de l'évolution des conditions météorologiques. Veuillez me dire si vous ou votre famille avez dû prendre l'une des mesures suivantes au cours des cinq dernières années :

- » Changer la source ou réduire la quantité d'eau que vous utilisez ?
- » Réduire la quantité de travail à l'extérieur ou travailler à l'extérieur à des heures différentes ?
- » Déménager dans un autre endroit ?
- » Modifier les habitudes de pâturage ou réduire le nombre et le type de bétail que vous élevez ?
- » Modifier les types de cultures que vous plantez ou les types d'aliments que vous consommez ?

Il existe de nombreuses politiques que notre gouvernement pourrait adopter pour répondre à l'évolution des conditions météorologiques et à la dégradation de l'environnement. Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des options suivantes :

- » Rendre illégal l'abattage d'arbres pour le bois de chauffage ou le charbon de bois, même si cela signifie que nous devons payer plus cher pour d'autres sources d'énergie.
- » Obliger tout le monde à passer à des fourneaux qui utilisent des combustibles plus écologiques comme l'électricité, le gaz ou le propane, même si cela signifie que nous devons payer plus cher pour faire cuire nos aliments.

- » Investir dans l'amélioration des infrastructures afin que notre pays puisse résister à des inondations et à des sécheresses plus extrêmes.
- » Faire davantage pression sur les pays riches et développés pour qu'ils fournissent des ressources afin d'aider les [citoyens du pays] qui sont touchés par le changement climatique ou les modifications des conditions climatiques.
- » Promouvoir l'utilisation de taxis et de bus fonctionnant à l'électricité, même si cela signifie que nous devons payer des tarifs plus élevés.
- » Investir dans les technologies éoliennes et solaires pour produire de l'électricité, même si cela en augmente le prix.

Conditions économiques et performances gouvernementales

De manière générale, comment décririez-vous la situation économique actuelle du pays ?

De manière générale, comment décririez-vous vos propres conditions de vie ?

Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer :

- » Gestion de l'économie ?
- » Création d'emplois ?

Caractéristiques démographiques

Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

Exercez-vous un travail salarié ? [Si oui :] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel ?

Quelle est votre activité principale ? [Si chômeur, retraité ou invalide :] Quelle était votre dernière activité principale ?

Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes ?

- » Radio ?
- » Télévision ?
- » Presse écrite ?
- » Les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, WhatsApp, ou autres ?

Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous, ou un membre de votre famille, avez dû faire face à un manque de :

- » Nourriture suffisante pour manger à sa faim ?
- » Eau potable pour les besoins domestiques ?
- » Médicaments ou de soins médicaux ?
- » Combustible pour la cuisson des repas ?
- » Revenus en espèces ?

Cartes-pays sur les relations internationales »

Les cartes-pays d'Afrobarometer présentent des illustrations graphiques des résultats de notre enquête sur les indicateurs clés explorés dans notre rapport phare, notamment l'ouverture au commerce, les migrations, la compétition entre grandes puissances, la voix de l'Afrique dans le monde et le changement climatique.

Cliquez sur [ce lien](#) ou scannez le code QR à droite pour voir les cartes-pays sur le site Web d'Afrobarometer pour les 38 pays africains étudiés lors du Round 10 (2024/2025).

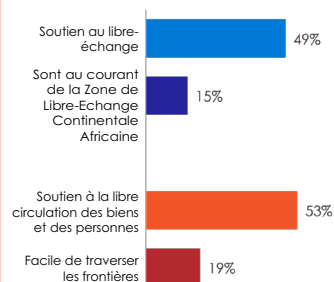


Cartes-pays sur les relations internationales

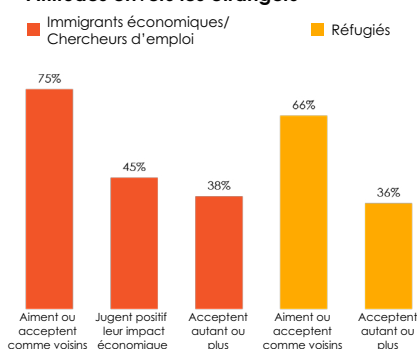
Au-delà des frontières : Sénégal | 2025

Le point de vue du peuple

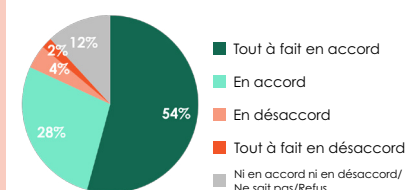
Circulation des biens et des personnes



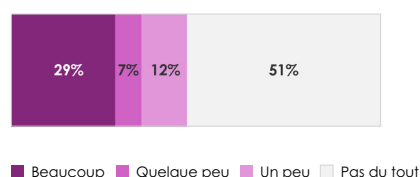
Attitudes envers les étrangers



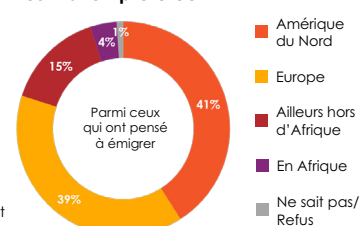
Appel à plus de voix de l'Afrique dans les décisions mondiales



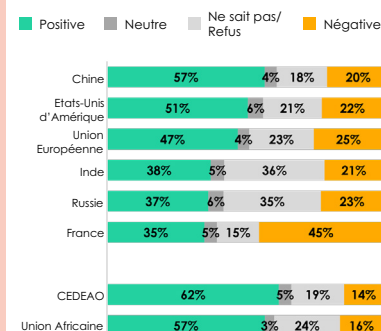
Ont pensé à émigrer



Destination préférée



Influence des grandes puissances



Lors du Round 10 d'Afrobarometer, le Partenaire National Consortium pour la Recherche Economique et Sociale a interrogé 1.200 adultes sénégalais en février-mars 2025. Les résultats ont une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage avec un niveau de confiance de 95%. Plus d'informations sur www.afrobarometer.org.

AFRO
BAROMETER
Donner une voix au peuple

Aperçus africains 2026

Au-delà des frontières

Regards citoyens
sur un ordre mondial en mutation

AFRICAN CONTINENTAL FREE TRADE AREA CREATING ONE AFRICAN MARKET

#AfCFTA2018 | 17-21 March 2018 | Kigali, Rwanda



J176 Anum Tessa Avenue,
Adjiringanor, Accra, Ghana
GD-232-6223
info@afrobarometer.org

[@afrobarometer](https://twitter.com/afrobarometer)

[#VoicesAfrica](https://www.facebook.com/VoicesAfrica)

www.afrobarometer.org



Accéder au
rapport en ligne